

Bimensuel - Numéro 85 du 25 septembre 1980 - 10 FF - 70 FB - 6 FS.

# INPRECOR

## INTERCONTINENTAL PRESS

STANISLAW KANIA



Pologne  
**La bureaucratie  
manœuvre  
contre les syndicats**

**Bolivie**

**Un tournant pour la situation en Amérique latine**



# INPRECOR

## INTERCONTINENTAL PRESS

### Sommaire

Numéro 85 du 25 septembre 1980

Page 3	CRISE DE L'AUTOMOBILE FIAT : Les travailleurs contre les licenciements	
Page 4	TURQUIE Le coup d'Etat pro-impérialiste	Pierre CHARDIN
Page 7	PORTUGAL La fin de la période ouverte par le 25 novembre ?	Francisco LONÇA
Page 11	POLOGNE La mise en place des syndicats indépendants	Cyril SMUGA
Page 16	DOCUMENT Le programme d'action du nouveau syndicat	
Page 18	NAMIBIE La SWAPO face à l'Afrique du Sud	Joseph LAREDO
Page 22	NICARAGUA L'offensive bourgeoise et la question des élections	Lars PALMGREN Will REISNER
Page 23	Comment le FSLN combat la contre-révolution	
Page 24	BOLIVIE Le peuple bolivien sous la botte : un tournant dans la situation latino-américaine ?	Jean Pierre BEAUVAIS
Page 31	ASIE DU SUD-EST L'évolution des partis communistes thaï et philippin	Paul PETITJEAN

## Abonnement - 1 an - 25 numéros

POUR TOUS PAYS : 180 francs français  
 PAR AVION : Europe, 220 ff; Amérique, Afrique, Asie, 270 ff (ou respectivement  
 70 dollars US, 75 dollars canadiens)  
 Afrique du Nord : 225 ff; Moyen-Orient : 225 ff  
 PLI FERME : France, 300 ff; 350 ff  
 PLI FERME PAR AVION : nous écrire

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat Unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale.

NOM : .....  
 Prénom : .....  
 Adresse : .....  
 Pays : .....

VERSEMENT : Chèques postaux ou bancaires à l'ordre de :  
 PEC (Presse-Edition-Communications), adressés à :  
 PEC - 2, rue Richard Lenoir - 93100 - MONTREUIL (France)

VIREMENT à :  
 PEC - BNP - Agence Robespierre  
 153, rue de Paris - 93100 - MONTREUIL (France)  
 Compte numéro 230179/90

# Fiat : Les travailleurs contre les licenciements

**L**A mobilisation massive des travailleurs de la FIAT, à Turin, contre les licenciements massifs représente un moment très important de l'affrontement de classe en Italie. Le quotidien du capital anglais *Financial Times*, du 12 septembre 1980, l'a immédiatement compris : « C'est potentiellement le conflit du travail le plus sérieux et

le plus important depuis plusieurs années en Italie. » En effet, l'enjeu même de cette lutte, c'est le droit pour le patronat de procéder à des licenciements massifs et de porter ainsi des coups très durs aux principaux bastions organisés de la classe ouvrière, ceux qui ont conduit les mobilisations des travailleurs depuis plus de dix ans.

FIAT) mis à la « caisse d'intégration » pour 18 mois, « blocage du turn-over » sans limite de temps (les ouvriers partant ne sont pas remplacés), mises à la retraite anticipée et mesures « d'auto-licenciements » contre versement d'un dédommagement. A la fin des 18 mois, 12000 travailleurs seraient réintégrés et 12000 connaîtraient le statut de la « mobilité externe », c'est-à-dire qu'ils pourraient être reclassés dans des secteurs qui embauchent. Cette mesure revient effectivement à des licenciements, tous les travailleurs l'ont compris ainsi.

## LA FIAT MONTRE LA VOIE

Depuis plusieurs mois, la direction de la FIAT, relayée par les médias, orchestre une campagne visant à créer un climat favorable à des mesures de licenciement. Les thèmes du « péril japonais » et de la crise furent utilisés à plein pour justifier les mesures de réorganisation de la production, pour mettre en cause des bribes de contrôle ouvrier sur l'organisation du travail acquis au cours des luttes ouvrières depuis 1969, et surtout pour préparer des licenciements.

La direction de la FIAT avait déjà testé en octobre 1979, lors du licenciement de 61 militants ouvriers, la disposition des directions syndicales à reculer sur la question des licenciements. Durant ces derniers mois, la direction du PCI, qui a repris à son compte la devise comme quoi « une Italie saine a besoin d'une FIAT saine » avalisait la campagne d'Agnelli sur la nécessité d'un assainissement du trust de Turin.

En août, la FIAT déclare que les décisions de restructuration ne peuvent plus attendre, que la crise est trop profonde et la concurrence internationale trop forte pour repousser encore les échéances. Au début du mois de septembre, le délégué-administrateur de la FIAT, Cesare Romiti, fait connaître au gouvernement les projets concrets de l'entreprise : la FIAT envisage de réduire sa production de voitures jusqu'à la fin 1981 de 20 pour cent, soit de 457000 unités sur un total prévu de 2,25 millions. Cela implique de mettre à la « caisse d'intégration » (caisse d'assistance qui verse 90 pour cent du salaire) 24000 travailleurs durant 18 mois. Il faut noter que, durant le mois de septembre, 74000 travailleurs ont déjà été mis à la « caisse

d'intégration » tous les lundis et mardis.

La première réaction des directions syndicales et du PCI consiste à minimiser la gravité des projets de Romiti et à affirmer qu'il s'agit d'une manœuvre visant à obtenir rapidement une aide de l'Etat de 2000 milliards de lires (960 millions de francs français) et à faire repousser l'accord entre l'Alfa-Romeo et la Nissan, accord qui assurerait la pénétration du géant japonais sur le marché italien.

Le 8 septembre, les négociations entre la direction de la FIAT et les syndicats se sont ouvertes. Les propositions de la FIAT sont les suivantes : 24000 travailleurs du secteur automobile (sur les 140000 de la

La réponse de la FLM (Fédération de la métallurgie) est fort modérée. Elle accepte le « blocage du turn-over » et les retraites anticipées. Elle ne propose qu'une modification dans l'application de la mise à la « caisse d'intégration », sous la forme d'une rotation d'un volant de 24000 travailleurs. Elle oppose à la « mobilité externe » la « mobilité dans l'entreprise » (entre secteurs), tout en acceptant le principe des licenciements. La bureaucratie syndicale cherche immédiatement le compromis.

La FIAT, le 9 septembre, engage une procédure de licenciements portant sur 13200 travailleurs de l'automobile et 1400 qui travaillent dans un secteur sidérurgique.

## UNE CLASSE OUVRIERE QUI DIT « NON ! »

La riposte ouvrière est rapide et massive. FIAT-Rivalta est occupée et bloquée. Un cortège se rend à la fabrique Indesit, usine d'électroménager, qui menace de licencier plusieurs milliers de travailleurs. Des cortèges partent aussi de la FIAT-Mirafiori, entre autres des ateliers de carrosserie. Les grèves et cortèges sont décidés soit par des assemblées, soit par les membres du Conseil des délégués. La direction syndicale ne prend pas d'initiative. Jeudi et vendredi 11 et 12 septembre, alors que les syndicats proposent 3 heures de grève, c'est l'arrêt complet et le blocage des usines qui sont décidés par les travailleurs et, ceci sans grande discussion, avec l'accord de la très large majorité des délégués. A Brescia, les travailleurs de l'OM (usine de camions) entrent en grève et sortent

en manifestation. A Turin, les cortèges de travailleurs, dépassant souvent les 10000, se dirigent vers la RAI (radio et TV) et vers les journaux afin d'imposer la publicité de leurs actions et de leurs revendications. Les travailleurs clament leur étonnement. En effet, alors que la presse et la radio n'avaient pas manqué de relater dans le détail la lutte des travailleurs polonais, elles essayent de limiter l'information sur la lutte des travailleurs de la FIAT.

Si la mobilisation ouvrière est la preuve d'une fantastique combativité, d'une énergie que les travailleurs de la FIAT ont illustrées depuis 11 ans, le manque de coordination des initiatives, le manque de direction pour centraliser toute cette force est patent. Alors que la FLM est fort timo-

rée, elle se fait cependant attaquer par les directions confédérales (CISL, UIL, CGIL) dont les dirigeants acceptent le principe de la «mobilité externe».

Lors des assemblées ouvrières, le NON aux licenciements, le NON à la «mobilité inter-entreprise» (externe), le NON à la «caisse d'intégration prolongée» sont très largement repris. Ce qui manque, ce sont des revendications en positif.

De plus, les travailleurs expriment une grande défiance face aux négociations qui se sont déplacées à Rome. L'idée de négocier sous le contrôle direct des travailleurs, comme à Gdansk, fait son chemin parmi les militants syndicaux.

Alors que la majorité des travailleurs sont à la «caisse d'intégration», les lundi et mardi 15 et 16 septembre, dans l'usine *Lingotto* (qui fabrique la *Lancia-Delta*), l'une des rares qui fonctionnent en début de semaine, les travailleurs ont immédiatement voté la grève complète contre la proposition d'arrêts de travail réduits proposés par les directions syndicales. Une motion a été adoptée lundi 15, avançant le mot d'ordre de grève générale contre les licenciements et réclamant que les négociations se déroulent à Turin. Encore une fois l'exemple de Gdansk ! Un cortège de travailleurs se rend à *La Stampa* (journal contrôlé par Agnelli) pour y déposer la motion votée.

La LCR (section italienne de la IVE Internationale) est présente dans cette mobilisation. Ses militants, délégués ouvriers, non seulement mettent en avant la nécessité de rejeter toutes les propositions qui aboutissent à affaiblir la classe ouvrière (par exemple, l'exclusion de 24 000 travailleurs de l'usine durant des mois), à faire accepter le principe des licenciements, mais ils mettent en avant le besoin d'une mobilisation d'ensemble (grève générale) et l'objectif des 35 heures immédiate-  
□

15 septembre 1980

Turquie

## Le coup d'Etat pro-impérialiste

**L**E 12 septembre, l'armée a tranché la crise prolongée de la direction de la bourgeoisie turque, en prenant elle-même le pouvoir, selon un scénario mis au point depuis un an. Vers minuit, une vaste opération de police vidait le centre d'Ankara de ses derniers noctambules. Les blindés de la caserne Mamak prenaient position aux points stratégiques et les commandos occupaient le centre de la radio-télévision. Après avoir arrêté les secrétaires des partis politiques et leur avoir communiqué les décisions de l'état-major, les dirigeants des partis furent placés sous «la protection de l'armée»; et à trois heures du matin, les speakers de la radio, réquisitionnés, ont commencé à lire sur fond de musique militaire les décisions du Conseil national de sécurité, composé des chefs d'état-major, «dans l'ordre hiérarchique».

L'état de siège est étendu à l'ensemble de la Turquie; tous les partis politiques sont interdits; le Parlement est dissous; le fonctionnement des associations est suspendu; les syndicats DISK (Confédération des syndicats ouvriers progressistes) et MISK (fasciste) sont interdits tandis que le syndicat *Türk-is*, cadre d'alliance des deux principaux partis bourgeois, Parti de la justice (PJ) et Parti républicain du peuple (PRP), continue à fonctionner. Dès samedi, les militaires décrochaient les enseignes des

locaux des partis et des syndicats, prenaient place dans les ministères, les préfectures et les mairies des principales villes.

La décision de l'armée d'intervenir directement dans la crise politique turque faisait suite à plusieurs mises en garde de l'état-major aux parlementaires et à leurs partis. L'armée turque, fer de lance de l'OTAN et tête de pont de l'impérialisme au Moyen-Orient, ne pouvait plus tolérer que les partis bourgeois soient incapables d'instaurer un régime stable, face à la montée de la radicalisation ouvrière et au renouveau du mouvement kurde. Mais la goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été une tentative de censure au Parlement contre la politique étrangère du gouvernement Demirel. Les partis bourgeois turcs, dans leurs luttes pour le partage du gâteau gouvernemental, menaçaient les fondements de l'Etat bourgeois turc. L'armée devait alors jouer son rôle de Bonaparte en rappelant aux diverses fractions de la bourgeoisie que, si en Turquie toutes les variantes sont possibles pour la politique intérieure de la bourgeoisie — de la dictature fasciste aux compromis les plus souples avec la bureaucratie syndicale —, la politique étrangère n'est pas une politique du gouvernement, mais une politique de l'Etat: l'alignement total sur les USA. Ce rôle d'agent principal de l'impérialisme au Moyen-Orient s'est trouvé encore renforcé par la chute de la dictature Pahlavi en Iran. La Turquie est à la fois le point-clé du dis-

positif militaire de l'OTAN sur le flanc sud de l'URSS et la seule base de départ sûre pour toute intervention vers l'Iran, le Golfe et l'ensemble des centres pétroliers.

L'armée turque n'est pas une armée d'opérette. Forte de 566 000 hommes et de 120 000 gendarmes, dotée d'un important matériel américain et allemand (500 chars, 300 avions), elle est un élément important du dispositif de l'OTAN. De plus, sous la houlette des officiers américains, c'est de Turquie qu'est effectué l'essentiel des écoutes en direction de l'Union soviétique. Officiellement, il existe trois bases: à Sinop sur le cap le plus septentrional de la côte de la mer Noire; à Belbasi près d'Ankara; à Karamurzel pour le contrôle du passage des détroits et de la mer de Marmara et près de Diyarbakir, la capitale du Kurdistan, pour le contrôle des satellites. A cela s'ajoutent des bases moins officielles, comme ces grands dômes que l'on voit dans la montagne près de Tortum, ou les antennes de Mardin dominant la Syrie, devant lesquelles sont souvent garés des véhicules de l'armée US. Si, à la suite de l'invasion de Chypre en juillet 1974, il y avait eu un refroidissement des relations Washington-Ankara, les nuages ne durèrent que quelques mois et la coopération dans le «respect de la hiérarchie» a repris très vite, et au début de l'année 1980, l'Allemagne, principal partenaire économique de la Turquie, décidait de fournir une centaine de chars supplémentaires.

## UN COUP D'ETAT ORGANISE AVEC L'AVAL DE L'OTAN ET DU PENTAGONE

Le général Evren, chef d'état-major, président du Conseil national de sécurité, avait présenté lors de la réunion de l'OTAN du mois de mai à Bruxelles un projet d'intervention. Quelques jours avant le coup d'Etat, c'est le commandant de l'armée de l'air qui s'était rendu à Washington où il avait reçu le feu vert du Pentagone, et deux heures avant le déclenchement des opérations, l'ambassade US à Ankara avait été officiellement prévenue. Les réactions dans les pays capitalistes montrent la satisfaction générale devant la solution de force employée pour résoudre la crise politique turque. Les déclarations sur le «respect des droits de l'homme» et le «retour rapide à des conditions démocratiques» ne sont que des larmes de crocodile car la «Commission de Bruxelles» et le Chancelier d'Allemagne fédérale savent parfaitement qu'en Turquie, depuis deux ans, le respect des droits démocratiques n'est qu'une plaisanterie. Les attaques contre la presse d'opposition étaient devenues systématiques, avec l'arrestation du rédacteur en chef du journal *Politika* et les interdictions contre le quotidien *Demokrat*. Depuis l'instauration de l'état de siège, en décembre 1978, l'armée avait fait procéder à plus de 50000 arrestations en se livrant à de véritables opérations de guerre dans certaines régions du Kurdistan, arrêtant les élus et toute la population de petits villages. Certaines grèves avaient été brisées par l'interven-

tion en force de l'armée, en particulier dans les usines textiles de la banlieue d'Izmir, à Tarsis où plusieurs centaines de grévistes avaient été arrêtés et torturés. La torture était devenue la méthode d'interrogatoire systématique. Cet été, dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat d'un ancien ministre, N. Erim, des étudiants et des jeunes furent interpellés. Après avoir été confrontés avec le chauffeur de la victime et avoir été innocentés, ces personnes ont été gardées quelques jours dans les locaux centraux de la police et «un peu» torturées au cas où elles auraient quelque chose à se reprocher. Mais c'est surtout lors de l'opération contre la ville de Fatsa, sur les bords de la mer Noire, que l'armée s'est illustrée. Sous prétexte de lutte antiterroriste, les troupes ont quadrillé la ville et perquisitionné dans toutes les maisons que lui indiquaient quatre civils masqués. Le bilan s'est élevé à quatre cents arrestations, dont le maire progressiste qui, les dents cassées et la colonne vertébrale touchée, a dû être hospitalisé. Les quatre indicateurs de l'armée se sont révélés être des nervis du PAN (Parti d'action nationaliste) dont deux étaient recherchés pour meurtre. Cette collusion entre une armée qui pratique la torture systématique, qui a une véritable expérience d'armée coloniale au Kurdistan, avec les commandos fascistes du PAN, en dit long sur la conception du «respect des droits de l'homme» des militaires.

## LA CRISE ECONOMIQUE

La menace d'une intervention de l'armée planait depuis 1978. La stratégie de tension développée par le PAN s'est concrétisée à travers les attentats, les mini-insurrections, les massacres de Malatya, Elazig et surtout de Kahramanmaraş. Le gouvernement du Parti républicain du peuple (PRP) de B. Ecevit a promulgué fin 1978 l'état de siège et la loi martiale dans treize provinces. L'échec de l'intégration de la classe ouvrière a sonné le glas du gouvernement Ecevit. L'impérialisme US, et surtout ouest-allemand — principal banquier de la Turquie — et les plus importants groupes financiers et industriels turcs retirèrent leur soutien au PRP en même temps que ce parti perdait la confiance de larges secteurs de la

classe ouvrière en lutte contre les mesures d'austérité et contre la hausse des prix. Le mois de novembre 1979 a vu la formation du gouvernement Demirel, après la victoire du Parti de la justice (PJ) aux élections partielles (1). Après deux mois de flottement, des mesures économiques ont été prises pour permettre la reprise des investissements, avec en particulier la suppression des restrictions à l'entrée des capitaux étrangers. La livre turque a été dévaluée plusieurs fois, les tarifs publics ont connu plusieurs hausses spectaculaires, essentiellement dans le domaine de l'énergie, de l'essence, du charbon, de l'électricité et des bouteilles de gaz. Les prix de presque tous les produits de consommation ont été libérés et ont fait un bond

énorme. Si Demirel réussissait à obtenir de l'OCDE et du FMI de nouveaux crédits pour plus de 3 milliards de dollars, un report d'échéance des dettes précédentes et un nouveau prêt de Bonn pour l'achat d'armement, la crise économique n'était pas résolue pour autant. La hausse des prix menaçait de dépasser 100 pour cent pour l'année 1980, la pénurie de nombreux produits, soit parce que la Turquie devait les acheter en devises fortes, soit parce qu'ils faisaient l'objet d'un trafic, devait favoriser la recrudescence du marché noir. Les chiffres officiels du chômage dépassaient 20 pour cent de la population active; à ces 2,5 millions de chômeurs s'ajoutait la menace contre les travailleurs immigrés turcs dans les pays européens qui fermaient leurs frontières. Les grèves s'étendaient dans de nombreux secteurs — textile, électroménager —, et menaçaient de toucher, en octobre, l'industrie du verre, le pétrole, les PTT, les chemins de fer, pourtant le secteur le moins combatif de la classe ouvrière turque (2).

## LE REVEIL DU MOUVEMENT NATIONAL KURDE

L'accentuation de la répression et de la crise économique n'avait pas freiné la combativité d'une classe ouvrière qui voyait son niveau de vie baisser chaque jour. Si le patronat turc soutenait la politique économique du Parti de la justice, il demandait en même temps une solution politique à l'instabilité d'un gouvernement minoritaire dans un Parlement qui, après six mois, n'avait pas réussi à élire un président de la République et à l'instabilité d'un gouvernement incapable de mater le mouvement ouvrier et d'arrêter le terrorisme.

En même temps, un autre danger pour la stabilité et la sécurité de la bourgeoisie turque se levait à l'Est, avec le réveil du mouvement national kurde. La nation kurde qui compte 20 millions de personnes est partagée entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Les Kurdes de Turquie, qui sont plus de 8 millions, ne voient même pas leur existence reconnue, puisque les thèses des pseudo-histo-

(1) Cf. «Inprecor» numéro 71 du 6 mars 1980.

(2) Le gouvernement possédait le droit de suspendre les grèves pour une durée maximum de 90 jours lorsqu'elles résultaient de l'impossibilité d'arriver à un accord pour la signature des contrats collectifs annuels entre syndicats et patrons. Ce délai de 90 jours arrivait à expiration courant octobre dans de nombreux secteurs.

riens kéralistes expliquent qu'il s'agit de «*Turcs montagnards*» qui, au contact des Persans, des Arabes et des Arméniens, ont oublié leur langue.

De la non-existence des Kurdes découle donc le refus «normal» de l'Etat turc de leur accorder le droit élémentaire de parler le kurde. Le Kurdistan est occupé militairement et voit ses richesses pillées par la bourgeoisie turque. Mais aujourd'hui, les Kurdes de Turquie ne se contentent plus d'exiger la reconnaissance de leur existence, de demander des écoles et des publications en langue kurde, ils ont commencé la lutte pour leur indépendance. Les mouvements kurdes, nés dans le mouvement de radicalisation des années 1970, stimulés par la situation en Iran, connaissent une influence grandissante malgré leurs erreurs et les sanglantes luttes de fractions (3).

C'est dans ce contexte que l'armée qui assumait déjà une grande partie des pouvoirs exécutif a obtenu le feu vert de l'OTAN pour le coup d'Etat.

Si, durant la journée, l'armée n'intervient quasiment pas, se fait discrète à Izmir, occupe la rue à Ankara, il n'en est pas de même la nuit. Les quartiers ouvriers sont systématiquement investis et fouillés. Plus de 5000 arrestations ont eu lieu dans la seule nuit qui a suivi le coup d'Etat. Les responsables des syndicats interdits, aussi bien au

niveau des confédérations, des fédérations que des entreprises, doivent se présenter aux autorités militaires et se voient notifier leur assignation à résidence. Le droit de grève est interdit et les ouvriers des entreprises en grève ont reçu une prime de 70 pour cent de leur salaire alors qu'ils demandaient des augmentations mensuelles de 100 à 200 pour cent. Le patronat turc, par le biais de l'association patronale TISK, ne cache pas sa satisfaction car il n'espérait pas s'en tirer à si bon compte. Il faut dire que si, en Turquie comme ailleurs, l'armée est le bras armé de la bourgeoisie, elle est elle-même partie intégrante de cette bourgeoisie par le truchement de ses sociétés d'investissement et de l'OYAK (Office de la mutuelle d'assistance de l'armée) qui font des forces armées un des plus importants employeurs du pays.

La continuité de la politique économique mise en place par Demirel sur les injonctions du FMI est d'ailleurs affirmée par le main-

tien en place du sous-secrétaire d'Etat au Plan, du sous-secrétaire d'Etat aux Finances et du directeur de la banque nationale, ainsi que par la nomination de T. Ozan, principal conseiller économique de Demirel, comme Premier ministre par intérim.

Pas plus qu'en 1960 ou qu'en 1971, l'armée ne frappera les fascistes même si quelques individus sont sacrifiés pour la forme car cette armée est intervenue pour restaurer les intérêts impérialistes dans la région, liquider des structures politiques devenues inefficaces et institutionnaliser un Etat fort.

L'enjeu pour l'impérialisme est de première importance dans cette région stratégique, il l'est aussi pour le prolétariat mondial car il s'agit, après la chute de la monarchie iranienne, de la première réaction d'envergure de l'impérialisme au Moyen-Orient. La solidarité internationale doit se développer autour de la défense des droits de la classe ouvrière :

**Pour la levée de l'Etat de siège !**  
**Pour la libération des prisonniers politiques !**  
**Pour la liberté pour tous les partis et syndicats ouvriers !**  
**Pour l'armée turque hors du Kurdistan !**

(3) On consultera à ce propos l'article très complet de Chris Kutschera sur «La poudrière kurde», paru dans «Le Monde diplomatique», septembre 1980.

On se reportera aussi à l'ouvrage de

Kutschera, «Le mouvement national kurde» (Ed. Flammarion) et au livre collectif, sous la direction de G. Chaliand, «Les Kurdes et le Kurdistan» (Ed. Maspero).

## Quatrième Internationale



Organe du Comité Exécutif International  
de la Quatrième Internationale

Le numéro 2 de la revue *Quatrième Internationale* paraîtra au début du mois d'octobre et comportera :

- un éditorial consacré aux grèves de Pologne,
- des articles sur
  - les bases politiques et les propositions organisationnelles du «Comité paritaire» d'Ernest Mandel,
  - la «crise du marxisme» de Livio Maitan,
  - les travailleurs palestiniens dans l'économie israélienne d'Emmanuel Farjoun,
  - la restructuration du mouvement ouvrier en Amérique latine d'Adolfo Gilly,
  - la classe ouvrière juive d'Europe orientale avant l'holocauste d'Alain Brossat.

### ABONNEZ-VOUS !!!

1 AN : 4 N°s

Pays	Tarif	Comment payer?
FRANCE	70FF Soutien 140FF	CHEQUES à l'ordre de PEC 2 r. Rich Lenoir 93100 Montreuil
BELGIQUE	500Fb Soutien 1000Fb	Virement au Cpte 001-1020473-12 de Quatrième Internationale 12 rue Buanderie 1000 Bruxelles
AUTRES PAYS	Voie normale 30F suisses OU 16 dollars US Par avion 19 dollars US	CHEQUES à l'ordre de Quatrième Internationale 12 rue Buanderie 1000 Bruxelles

# La fin de la période ouverte par le 25 novembre ?

Francisco LOUÇA

**P**OUR la septième fois depuis le 25 avril 1974, des élections générales vont se dérouler au Portugal. Le 5 octobre, c'est le Parlement qui sera élu, dont sortira le gouvernement que la bourgeoisie attend et souhaite voir gouverner pour une période de quatre ans — ce serait alors le premier gouvernement stable depuis six ans. Deux mois après ces élections législatives, auront lieu les élections présidentielles.

De même que le coup du 25 novembre 1975 avait clos un chapitre important de la « Révolution des œillets » en permettant à la bourgeoisie de reprendre l'initiative sur le plan politique et social, de même cette double élection est censée lui ouvrir le chemin pour en finir avec les compromis politiques qui ont duré pendant toute la phase « novembriste » : il s'agit désormais pour la bourgeoisie de stabiliser sa majorité électorale, d'écarter définitivement le PS et le PCP du gouvernement, de renforcer le front politique constitué par les principaux partis bourgeois.

Dans ce sens, ces élections constituent un test pour mesurer la capacité de résistance de la classe ouvrière, les effets de l'offensive de démoralisation à laquelle elle a été soumise au cours des dernières années, alors que se sont multipliés les démembrements d'unités collectives de production et de coopé-

ratives de la réforme agraire, que des centaines et des centaines de militants syndicaux ont été licenciés, que certaines organisations politiques ont été réprimées, le tout dans un contexte de baisse rapide du pouvoir d'achat, et en général, de profondes défaites sur le front des luttes économiques.

Cet article se propose d'examiner les conditions dans lesquelles se déroulent ces élections, les efforts de la bourgeoisie pour liquider le « novembrisme », ainsi que la riposte du mouvement de masse et des partis politiques.

Une première différence — mais importante — entre ces élections et les précédentes tient à ce qu'elles sont organisées par un gouvernement bourgeois homogène qui intervient directement dans la campagne électorale des partis bourgeois depuis 1974.

Pendant huit mois, le gouvernement a préparé activement sa campagne électorale et a remporté plusieurs victoires politiques importantes. Avant tout, Sa Carneiro est parvenu à s'assurer le contrôle effectif des médias étatisés, qui représentent la grande majorité des quotidiens, la télévision et toutes les chaînes de radio sauf une... qui appartient à l'Eglise.

Jour après jour, les ministres occupent les petits écrans pour une opération d'intoxication qui ne cherche même pas à donner le change. Dans un débat parlementaire à ce propos, le Parti socialiste (PS) a dénoncé l'existence, auprès du ministre de la Communication sociale, d'un cabinet secret dont le rôle est de transmettre chaque jour des instructions gouvernementales détaillées à la radio, la TV et aux journaux — ce qui ne va pas sans provoquer parfois des coïncidences néfastes dans le traitement de l'information, dans les titres ou les unes. En même temps, l'épuration des journalistes et reporters de gauche s'est accentuée tandis qu'une auto-censure féroce est instituée partout, poussant le ridicule jusqu'à limiter la diffusion des prises de positions du président de la République Eanes.

Ensuite, le gouvernement a imposé une austérité très dure, accentuant la baisse des salaires réels, soutenant la politique de licenciements exigée par le patronat pour les branches industrielles les moins rentables. Mais cette offensive gouvernementale a été surtout politique : le gouvernement n'est pas parvenu à créer de nouveaux instruments légaux pour attaquer le mouvement ouvrier, ce qui a limité son action. Il s'est contenté d'utiliser l'arsenal législatif anti-ouvrier légué par les gouvernements socialistes. Mais, pré-

cisément, la bourgeoisie a toujours considéré qu'il était insuffisant et a tenté en conséquence de le modifier.

C'est pour cela que le gouvernement Sa Carneiro a tenté de faire adopter par le Parlement un paquet de lois sociales : des projets de loi destinés à faciliter les licenciements et à limiter les libertés syndicales, conformément aux exigences de la confédération patronale. Mais il a été incapable de les faire approuver. De la même façon, il s'est vu obligé de ratifier 40 contrats collectifs que Sa Carneiro entendait bloquer alors qu'ils avaient déjà été négociés entre les syndicats et le patronat — il s'agissait d'ajourner ce faisant l'application des augmentations de salaires. Mais, malgré ces échecs, Sa Carneiro est parvenu, dans l'ensemble, à imposer une politique de blocage des salaires que peu de luttes sont parvenues à dépasser.

Pour la troisième année consécutive, on a enregistré une forte baisse du salaire réel. Si quelques entreprises, particulièrement combattives, sont parvenues à l'éviter, la grande majorité des travailleurs y a beaucoup perdu. Les travailleurs de la fonction publique par exemple ont eu une augmentation de salaire de 11 pour cent alors que l'inflation a dépassé 24 pour cent dans l'année. Un autre aspect important de cette offensive, sur laquelle nous reviendrons plus loin, sont les mesures contre la réforme agraire, par la mise en œuvre de la loi Barreto (elle aussi élaborée par le Parti socialiste).

Prises dans leur ensemble, ces mesures ont affaibli le mouvement syndical et placé les partis ouvriers, à la veille des élections, dans une situation plus difficile qu'au cours de la période précédente.

Avec ces mesures, Sa Carneiro poursuivait une politique que les commentateurs ont qualifiée « d'italianisation » : accentuation des affrontements, de l'instabilité et de la bipolarisation sociale, épreuve de force entre le gouvernement et le

mouvement syndical, et par là, entre l'AD et le PCP, visant à désagréger la base électorale du PS (celui-ci étant placé devant l'alternative de choisir entre un gouvernement bourgeois stable et homogène ou une coalition qui ne pouvait être que minoritaire pour permettre à Soares de redevenir Premier ministre).

### LES DIFFICULTES ET LA CRISE DE L'ALLIANCE DEMOCRATIQUE

En accord avec les buts qu'il s'était fixés, Sa Carneiro a repris les vieux slogans anti-communistes, il a généralisé l'épuration de l'appareil d'Etat (certaines de ces mesures furent particulièrement impopulaires comme l'éviction de l'ancienne Premier ministre, Lurdes Pintasilgo, qui ne put retrouver ses fonctions à l'UNESCO). Il a même agité la menace d'un coup d'Etat qui aurait été préparé par l'opposition (1). Mais surtout, il a pris le risque de maintenir et d'accentuer les divisions dans les institutions et, partant, l'image de faiblesse de l'appareil d'Etat, en centrant ses attaques contre le président de la République et le Conseil de la révolution, coupables de vouloir prolonger le «novembrisme» en cherchant à nouer une alliance gouvernementale entre le PS et le centre de l'AD.

Cette politique était d'autant plus risquée qu'elle pouvait se retourner contre son initiateur. Il faut se rappeler qu'aux élections du 2 décembre 1979, l'AD n'avait conquis qu'une majorité très précaire (2). Or, en ce moment, tout porte à croire que cette politique va permettre à l'AD de récolter exactement l'inverse de ce qu'elle espérait. Toutes les élections partielles qui se sont déroulées jusqu'alors indiquent une chute électorale vertigineuse de l'AD (il convient de préciser pourtant qu'elles ne sont pas très représentatives, mais que leur effet a exercé un certain impact dans l'opinion publique). Mais surtout, on assiste à la généralisation d'un sentiment de rejet à l'égard du caractère anti-démocratique du gouvernement Sa Carneiro, qui a agi selon le principe: lorsque des journaux critiquent le Premier ministre ou l'exécutif, on licencie les journalistes, si les élections peuvent être gagnées par l'opposition, on modifie la loi électorale...

Quelques échecs sur le terrain parlementaire ont empêché Sa Car-

neiro d'atteindre ses objectifs essentiels. S'il est certain que le mouvement syndical sort affaibli de cet affrontement avec le gouvernement de droite, il n'en reste pas moins que celui-ci, par rapport à ses principaux objectifs, reste loin du compte:

1) En essayant de créer l'image d'un pouvoir bourgeois stable, le gouvernement Sa Carneiro cherchait à attirer les couches de la petite bourgeoisie dont le vote peut être d'un poids déterminant. Il espérait également alimenter une éventuelle abstention ouvrière par le biais de la dégradation permanente des conditions de vie des travailleurs (3). Mais cette image qu'il prétendait se donner a été contrecarrée par la véritable guérilla institutionnelle qui s'est déroulée entre Sa Carneiro et Eanes, entre la majorité parlementaire et le Conseil constitutionnel ou le Conseil de la révolution (qui a le pouvoir de récuser — ce qu'il a fait — des lois votées par le Parlement, en prétextant de leur caractère inconstitutionnel). Par-dessus tout cela, les scandales permanents sur la corruption, le népotisme, les détournements de fonds, ont marqué en permanence ce gouvernement (4).

2) Le gouvernement n'est pas parvenu à mettre en œuvre aucune des grandes transformations économiques qu'il avait annoncées. Après les déclarations de Giscard, il est clair que l'adhésion du Portugal à la CEE sera beaucoup plus lente que prévue: or, c'était l'un des thèmes centraux de la propagande gouvernementale. En plus, le gouvernement a échoué par trois fois dans ses tentatives de modifier l'actuelle loi de «délimitation entre le secteur public et le secteur privé» de l'économie qui devait amorcer la dénationalisation de vastes secteurs de l'économie, telle la banque.

3) Craignant de ne pas gagner les

élections, l'AD a tenté de modifier la loi électorale. Comme la Constitution fixe un système de proportionnelle pour l'élection des députés (un député pour chaque tranche de 25000 électeurs), Sa Carneiro suggéra de faire une exception pour la colonie de Macao, où l'AD est largement majoritaire et qui, avec ses 5000 électeurs, devrait selon lui élire deux députés. Avec deux ou trois autres trucs du même style, les partis de gauche devaient avoir 500000 voix de plus que l'AD pour obtenir une majorité parlementaire. Mais ces projets de l'AD se sont heurtés au veto du Conseil de la révolution et du président de la République.

Après l'annulation d'autres lois importantes (l'une portant sur une nouvelle réglementation de l'élection présidentielle, une «loi de référendum» qui prévoyait que la révision de la Constitution pourrait désormais se faire par la voie du référendum, modifiant ainsi les propres procédures de révision contenues dans une Constitution que Sa Carneiro et son parti avaient adoptées en son temps), l'AD a proposé au Parlement d'autoriser le gouvernement à légiférer par décrets-lois. Il a payé le prix fort pour cette manœuvre: l'AD a perdu la majorité parlementaire, avec le départ de quatre députés qui avaient été élus comme «indépendants» sur les listes de l'AD en 1979 (5).

Ces échecs sont à l'origine des contradictions et des difficultés que connaît actuellement l'AD. La lutte pour le pouvoir au sein de l'AD, qui se concentre autour de la nomination des candidats «éligibles» sur les listes, avec l'exigence formulée par le CDS d'avoir une plus forte représentation parlementaire (6) au sein de l'alliance, rend compte de ces contradictions.

Pour l'instant, l'alliance se maintient unie... en attendant le résultat

(1) Heitor de Souza, «Un défi au gouvernement Sa Carneiro», «Inprecor», numéro 75 du 17 avril 1980.

(2) L'AD a obtenu une courte majorité de sièges au Parlement, même si elle n'a recueilli que 45 pour cent des voix contre 51,1 pour cent pour tous les partis de gauche avec une avance de 300 000 voix.

(3) Jusqu'à maintenant, au cours de toutes les élections législatives, le taux d'abstention a été extrêmement faible, inférieur à 20 pour cent et dans certains cas à 10 pour cent.

(4) C'est l'occasion pour le CDS d'exi-

ger de chacun de ses candidats une déclaration écrite sur «la régularité de sa vie familiale». De fait, une série de scandales «familiaux» ont entraîné l'hostilité de l'Eglise vis-à-vis de l'AD. Comme on dit: «Chat échaudé...».

(5) Il s'agit du groupe de Medeiros Ferreira, Antonio Barreto et autres qui avaient été membres de la direction du PS.

(6) L'Alliance démocratique (AD) est formée par le PSD (Sa Carneiro), le CDS (parti formé de partisans du retour à l'ancien régime) et le petit PPM (monarchiste).

des élections. Une défaite ne pourrait aboutir qu'à son éclatement.

La crise de l'AD est liée à une profonde contradiction au sein de la bourgeoisie: celle qui oppose deux projets politiques distincts, fondés sur deux analyses opposées de l'actuel rapport de forces entre les classes.

## DEUX PROJETS POLITIQUES POUR LA BOURGEOISIE

Pour Eanes, le président de la République, il est indispensable de maintenir une coalition gouvernementale entre le PS et des secteurs du PSD (ce qui suppose aujourd'hui la défaite électorale de l'AD et le remplacement de Sa Carneiro à la direction du PSD), sous le contrôle du président de la République, de telle sorte que la politique d'austérité puisse être négociée et acceptée par le mouvement syndical.

Pour Sa Carneiro, appuyé par l'écrasante majorité des partis politiques bourgeois, une telle solution est impensable. L'AD joue son avenir sur la possibilité pour elle de conquérir une majorité parlementaire pour former un gouvernement stable, inverser d'un seul coup le rapport de forces et ouvrir la voie vers la remise en cause radicale des conquêtes des travailleurs. La preuve en est fournie par son attitude à l'égard de la réforme agraire: dans les derniers jours précédant les élections, les remises de terres aux anciens grands propriétaires vont se multiplier afin de détruire le plus possible d'UCP. Le choix du général Soares Carneiro comme candidat présidentiel de l'AD est cohérent avec une telle politique. D'une part, l'AD a besoin de remplacer Eanes pour rendre son gouvernement viable. D'autre part, elle essaie de regrouper l'extrême-droite de l'armée autour d'un candidat dont le curriculum vitae comprend une collaboration active avec la PIDE (la police politique salazariste), qui a été le numéro deux politique en Angola où il procéda à l'interne-ment des militants du MPLA dans de véritables camps de concentration, avant d'être emprisonné pour sa participation au coup d'Etat avorté du 11 mars 1975.

Ces deux projets politiques de la bourgeoisie reflètent une contradiction au sein du système institutionnel, entre le rôle actif et les pouvoirs importants dévolus à Eanes et les attributions normales du gouvernement qui ont échoué à l'AD pour ces

derniers mois.

L'impérialisme, quant à lui, appuie clairement Eanes (7). Non pas qu'il préfère tellement sa solution pour résoudre le problème politique portugais, mais parce qu'Eanes est l'homme tout indiqué pour le rôle affecté au Portugal: servir de pointe avancée pour la pénétration du capitalisme européen et nord-américain dans d'importantes régions de l'Afrique. Et il faut reconnaître qu'il est en train de remplir ce rôle avec un certain succès (8).

C'est pour cela que Lucas Pires, le seul politicien portugais membre de la Commission trilatérale et dirigeant du CDS, insiste, avec son parti, pour que soient modérées les attaques portées contre Eanes. Une telle position n'est évidemment pas partagée par les principaux dirigeants de l'AD qui ont d'ores et déjà déclaré qu'ils n'accepteraient pas de former un gouvernement, même en ayant gagné les élections, si Eanes était réélu président de la République. Attitude bien imprudente au moment où Soares Carneiro fait d'ores et déjà figure de candidat promis à la défaite.

## LA QUESTION CONSTITUTIONNELLE

Le problème de la révision de la Constitution est au centre de ces élections. De fait, il est décisif, pour que la droite puisse mener à bien son offensive, que le prochain Parlement puisse modifier librement l'actuelle Constitution, élaborée dans la période de montée du mouvement de masse en 1974 et

(7) La revue «Newsweek» s'est faite le porte-parole de cette position en dénonçant Soares Carneiro comme ayant été lié à la PIDE et plus grave encore... comme incapable de gagner les élections.

(8) Il faut souligner l'importance stratégique du Portugal pour l'impérialisme. Les bases militaires des Açores ont été décisives pour le raid américain en Iran et le sont toujours pour le contrôle de l'océan Atlantique. Mettant à profit cette situation et, dans la perspective de renforcer la place du Portugal dans l'OTAN — en anticipant l'intégration de l'Espagne à l'organisation militaire de l'alliance —, Sa Carneiro a cherché à renégocier les accords militaires avec l'impérialisme: il a finalement été décidé d'augmenter les effectifs de la brigade de l'OTAN au Portugal (4000 hommes des troupes spéciales) et de construire un pipe-line le long de la

1975, alors qu'existait une majorité des partis ouvriers à l'Assemblée constituante.

Théoriquement, le Parlement élu le 5 octobre aura le droit de réviser la Constitution, mais il faut une majorité des deux-tiers pour une telle révision, ce qui empêche toute modification du texte constitutionnel qui ne soit pas négociée avec le PS. Par ailleurs, la Constitution actuelle fixe dans son texte même les limites d'une telle révision éventuelle, excluant formellement de nombreux points sur lesquels la droite veut précisément apporter des modifications. Cela touche en particulier certains des droits des travailleurs les plus importants. Dans la Constitution, nous pouvons détacher trois aspects fondamentaux. En premier lieu, son contenu doctrinaire, tel qu'il figure dans le préambule «*Libérer le Portugal de la dictature, de l'oppression et du colonialisme a représenté une transformation révolutionnaire et l'amorce d'un virage historique pour la société portugaise. (...) L'Assemblée constituante réaffirme la décision du peuple portugais de défendre l'indépendance nationale, de garantir les droits fondamentaux des citoyens, d'établir les principes de base de la démocratie, d'assurer la primauté de l'Etat de droit démocratique et d'ouvrir la voie vers une société socialiste, dans le respect de la volonté du peuple portugais.*» Dans la foulée, l'article premier définit le Portugal comme étant une République souveraine, «*engagée dans sa transformation vers une société sans classes*». Sans être décisif, ce contenu doctrinal reste fortement incommode pour un pouvoir bourgeois qui cherche à se consolider.

En second lieu, il s'agit d'une

côté pour approvisionner les nouvelles bases qui doivent y être construites. Il a même été question de baser plusieurs navires disposant d'armement nucléaire dans l'estuaire du Tage.

Ces négociations avec l'impérialisme ont été combinées avec des manœuvres militaires organisées à la hâte contre l'ennemi intérieur. Les manœuvres militaires «préventives» se sont multipliées dans la région de l'Alentejo: débarquement de 1500 marines américains, lâchers de parachutistes, etc. La coïncidence n'est pas fortuite. On apprenait au même moment l'existence d'un plan nommé «Laurinda 80», «plan d'urgence pour la défense de l'ordre démocratique» censé être capable de mobiliser rapidement tous les effectifs militaires du pays. Inutile de souligner le danger que cette machine de guerre représente pour le mouvement ouvrier.

Constitution qui reconnaît d'importants droits démocratiques et pour les ouvriers, y compris le droit au contrôle ouvrier, les droits des commissions de travailleurs et des syndicats. C'est là que la Constitution devient inacceptable pour les partis bourgeois et qu'elle constitue une limitation dangereuse pour l'action des gouvernements qu'elle parvient à imposer.

En troisième lieu, rien de ce qui vient d'être dit n'altère le caractère bourgeois de cette Constitution, qui défend la propriété privée, les pouvoirs de l'appareil d'État (en particulier, l'autonomie et la possibilité d'une intervention politique de l'armée).

Il s'agit donc d'une Constitution qui, si elle ne peut être soutenue ou défendue en aucune manière par le mouvement ouvrier, doit cependant être utilisée lorsqu'il s'agit de soutenir l'action et la défense des conquêtes des travailleurs. Cela implique la formation d'un front sur des bases claires pour refuser la révision constitutionnelle bourgeoise. Le Parti socialiste révolutionnaire (section portugaise de la IV<sup>e</sup> Internationale) a résumé ces objectifs en s'opposant à la révision proposée par Sa Carneiro et en proposant une Charte des droits des travailleurs qui reprend et élargit les conquêtes déjà consacrées par la Constitution.

Ce n'est pas la position des autres partis ouvriers. Le PS, par le biais de son Front républicain socialiste, propose une révision constitutionnelle qui abroge les parties « doctrinales » de la Constitution, maintient ses aspects essentiels en ce qui concerne l'importance des pouvoirs accordés au président de la République, du caractère exceptionnel de l'institution militaire et de la défense de la propriété privée. Quant au PCP, il défend la Constitution dans sa forme actuelle, et fait même de cette défense l'essentiel de l'image de marque du Parti. Certains de ses soutiens les plus extravagants, comme l'ancien Premier ministre Vasco Gonçalves, en viennent à justifier le rôle dévolu aux forces armées avec de savoureux exemples puisés à l'échelle internationale — telle l'intervention des militaires dans le pouvoir civil qui marqua le retour au pouvoir de De Gaulle en 1958. Dans l'ensemble, les organisations d'extrême gauche suivent ces positions et apportent un appui inconditionnel à la Constitution.

Tout au long de l'affrontement avec le gouvernement, le mouvement ouvrier a connu une importante évo-

lution. Son aspect décisif a été l'existence d'une large mobilisation des masses, au contenu directement politique, regroupant des secteurs plus important que ceux qui se reconnaissent traditionnellement dans les mobilisations centrales des syndicats. Les grèves de mars et d'avril ont regroupé des centaines de milliers de travailleurs. Certaines manifestations, organisées par la CGTP contre le gouvernement, ont rassemblé dans les rues des dizaines de milliers de personnes.

#### LA SITUATION DU MOUVEMENT SOCIAL ET L'INTERVENTION DES PARTIS OUVRIERS DANS LES ELECTIONS

Dans un premier temps, ces mobilisations ont été axées sur la défense de la réforme agraire contre laquelle le gouvernement Sa Carneiro avait lancé une attaque d'une rare violence. Au cours de ses huit mois d'activité, il y a eu plus de terres remises aux anciens grands propriétaires que sous tous les autres gouvernements, sans que soit exproprié par contre un seul hectare pour « compléter » la réforme agraire, ainsi que le prévoyait la loi Barreto elle-même. Aujourd'hui, le PC freine les affrontements permanents qui se produisent avec la police lorsque les travailleurs réoccupent spontanément les terres qu'ils considèrent comme leurs, les communistes ont une attitude extrêmement prudente et ils ne contestent pas en pratique les mesures gouvernementales. En plus, le mouvement de solidarité dans les villes n'a pas été poussé très loin. Malgré les expulsions des terres, les activités criminelles de la GNR (gendarmerie), des morts survenues dans l'Alentejo, le mouvement syndical n'a jamais organisé la grève générale qu'il était possible, à certain moments, de lancer.

Ainsi, la tactique des « journées d'action » ou des grandes manifestations syndicales anti-gouvernementales, jamais suivies d'action pratique, s'est rapidement épuisée d'elle-même.

Par ailleurs, le refus de la bureaucratie syndicale de développer une action unie à l'échelle nationale a conduit à la défaite les mouvements revendicatifs des grèves de mars et avril, ce qui a eu pour effet une importante diminution de la participation des travailleurs aux réunions et assemblées syndicales. Il faut rappeler que la dernière tentative de grève générale organisée par le mouvement syndical remonte à 1934 et qu'elle échoua. Et même dans la période de crise pré-révolutionnaire

de 1974-1975, il n'y a pas eu la moindre expérience de grève générale, que ce soit pour des motifs économiques ou pour des motifs politiques.

Si nous ajoutons à ce contexte les effets de la division syndicale, de la politique scissionniste du PS qui a créé l'UGT et du sectarisme syndical absurde du PC, de sa manipulation du syndicat (qui permet au PS de maintenir sans difficulté une centrale syndicale qu'il dirige paritamment avec les partis de l'AD qui se trouvent au gouvernement), nous aurons une photographie complète du mouvement syndical portugais.

Malgré cela, et même dans un contexte d'érosion prolongée du pouvoir d'achat, la combativité ouvrière continue de s'exprimer dans certaines luttes d'entreprises, très dures, dans la zone de la réforme agraire, et par l'importante politisation qui se marque dans certaines grandes entreprises.

C'est cette situation qui a poussé l'AD à mener une politique dure pour rechercher l'affrontement immédiat.

Face à cette politique, les partis ouvriers majoritaires ont cherché avant tout à mettre à profit les contradictions du pouvoir, notamment en appuyant de façon déterminée, tant l'action que la candidature d'Eanes.

Le PS a constitué un Front républicain et socialiste, en s'alliant avec l'ASDI (un groupe scissionniste du PSD, qui, en son temps, regroupa la majorité des députés du Parti) et l'UEDS (la dissidence du PS dirigée par l'ancien ministre de l'Agriculture, Lopes Cardoso). Ce Front espère obtenir 30 pour cent des voix et 87 députés. Appuyant résolument la réélection d'Eanes, le Front s'est déclaré prêt à constituer un gouvernement après les élections, en espérant attirer certains secteurs du PSD qui hésitent à appuyer Soares Carneiro pour les présidentielles. Cette opération de collaboration de classes est reconnue en tant que telle par les dirigeants socialistes. Ainsi Salgado Zenha a-t-il déclaré: « Il est évident que le général Eanes est un indépendant situé politiquement à la droite du PS. On pourrait même dire qu'il est plus proche de l'ASDI et des quelques libéraux qui restent encore au PSD... (9) » De telles déclarations montrent le rôle extrêmement important que pourraient être appelés à jouer les députés de l'ASDI élus sur les listes du FRS, dans le jeu de

balance parlementaire. S'il y a une majorité des partis de gauche, ces élus sur les listes de gauche pourront toujours basculer et donner une majorité à la droite, étant donné l'équilibre relatif des forces.

Une fois de plus, le PCP se présente aux élections sous le sigle de l'APU (Alliance du peuple uni). Le PCP est aujourd'hui le parti national qui a la plus importante force organisée, 220 000 militants, et il dirige de façon incontestée la large majorité du mouvement syndical. Sur le plan électoral, il a dépassé en décembre 1979 le million de votes, mais il pourrait perdre un peu de voix, étant donné la pression du vote utile qui joue en faveur du FRS qui apparaît, sur le plan électoral, mieux à même de s'opposer à la coalition de droite.

Le PCP n'a pas encore défini de position publique à propos des présidentielles, mais il est certain qu'il appuiera Eanes au premier ou

au deuxième tour, selon la situation politique existant à la suite des élections législatives.

La FUP (Force d'unité populaire), constituée par Otelo Saraiva de Carvalho et qui était parvenue à regrouper toutes les forces d'extrême-gauche, moins le PSR, a subi récemment deux malheurs: d'abord, une scission, tous les partis l'ayant quittée, sauf l'OUT (Organisation unitaire des travailleurs, dirigée ou influencée directement par Otelo). Ensuite, elle n'est pas parvenue à présenter des candidats dans toutes les circonscriptions électorales pour des raisons d'ordre juridiques complexes. Ainsi les possibilités de faire élire Otelo député se sont-elles réduites sensiblement, alors que c'était fondamental pour le catapultier vers la candidature présidentielle.

Le POUS (organisation adhérente au CORQI) et le PST (lié à la Fraction bolchevique) se présentent en-

semble dans presque toutes les circonscriptions électorales.

Le PSR, lui, se présente dans toutes les circonscriptions, avec près de 300 candidats dont 45 sont des dirigeants syndicaux, des délégués syndicaux ou des membres des commissions de travailleurs. Ses propositions centrales, découlant d'une orientation générale de Front unique ouvrier, sont la bataille pour une majorité et un gouvernement des partis ouvriers, pour l'unité syndicale et la grève générale, pour que le PC et le PS présentent un candidat civil s'opposant à Eanes et à Soares Carneiro, pour une plate-forme d'urgence reprenant les principales revendications économiques et sociales des travailleurs. □

(9) «O Jornal», 4 juillet 1980.

Pologne

## La mise en place des syndicats indépendants

**D**ANS une interview accordée à l'Agence France-Presse, le 18 septembre dernier, Lech Welesa a reproché aux autorités polonaises de faire obstacle à l'application des accords conclus à Gdansk, puis étendus à l'ensemble du pays.

Au cours de la réunion des délégués des syndicats indépendants qui s'est tenue le 17 septembre à Gdansk, ceux-ci ont fait part du grignotage par la bureaucratie des concessions qu'elle avait été contrainte d'accorder aux grévistes pour leur faire reprendre le travail.

Ainsi Lech Walesa a pris l'exemple de la retransmission de la messe: «Il avait été convenu que la messe pas-

serait sur la première chaîne de radio, et maintenant un envoyé de l'épiscopat vient nous appeler au secours car on leur impose une émission par région, et censurée. J'ai déjà téléphoné deux fois au ministre. Je n'ai pas eu de réponse.» Lech Walesa a poursuivi: «Il va falloir réfléchir à ce qu'on peut faire, y compris la grève. Concrètement, fermement, finie la rigolade; on essaie de nous attirer sur une voie de garage.»

Le dirigeant du MKZ a également signalé que les autorités polonaises utilisaient des astuces juridiques pour refuser d'enregistrer, dans certaines régions, les nouveaux syndicats indépendants.

Cyril SMUGA

Après dix-sept jours de grève générale à Gdansk, soutenue par des grèves de plus en plus nombreuses dans l'ensemble de la Pologne, alors qu'une grève générale pointait, la bureaucratie polonaise a cédé. L'accord conclu le 31 août rendait possible la création de syndicats indépendants de l'Etat-Parti, reconnaissant le droit de grève, garantissait la sécurité des grévistes et des «personnes les aidant». Sur les revendications matérielles, le gouvernement s'engageait à présenter des solutions suivant un calendrier précis (1).

Le 1er septembre, le Comité de grève inter-entreprise (MKS) se

transformait en direction provisoire du *Syndicat indépendant autogéré* ((NSZZ) et prenait possession d'un local provisoire. Des grèves éclataient dans tout le pays, façon de vérifier que «l'accord de Gdansk» pouvait être appliqué ailleurs. En Silésie, où la grève avait paralysé plusieurs dizaines d'entreprises à par-

tir du 28 août, un accord était signé le 4 septembre. Outre les 21 revendications de Gdansk, les travailleurs obtenaient la dissolution du syndicat officiel local, la suppression du système «quatre équipes de six heures», le samedi libre et la retraite à 50 ans pour les mineurs de fond.

### 1 — LA CONSTRUCTION DES SYNDICATS INDEPENDANTS

«Dix-sept jours de grève, menée solidairement dans de nombreuses entreprises, nous ont donné conscience de notre force et de notre valeur.» «Notre force est créatrice et non destructrice, car elle s'expri-

me dans notre fierté ouvrière, notre souci du bien commun, le réalisme

(1) Pour plus de détails, cf. nos articles dans «Inprecor», numéros 82-83 et 84.

de nos revendications et dans la liberté de parole que rien ne peut étouffer. Cette liberté permet de confronter nos réflexions, de progresser vers les justes solutions, qui ne peuvent provenir que du débat, et non de la claque.»

Ces leçons, c'est le comité constitutif du syndicat indépendant du chantier naval de Gdynia qui les tire, dans l'éditorial de son *Bulletin d'information*, numéro un. Et il ajoute: «Nous devons nous organiser et élire de nouveaux représentants (...), adressez-nous vos revendications.»

En l'espace de quelques jours, les syndicats se développent et organisent une majorité de travailleurs de la région de Gdansk. L'acquis de la grève, c'est que les dirigeants sont connus, qu'ils ont la confiance des travailleurs. «Ils nous ont conduits à la victoire» — tel est le sentiment de tous. Et les magouilles qui tentèrent de dissuader les travailleurs d'adhérer au syndicat indépendant font, à Gdansk, long feu. Ainsi, au chantier naval «Commune de Paris» de Gdynia, le conseil d'entreprise insinue dans une circulaire que «en quittant le syndicat (officiel), les travailleurs vont perdre leurs privilèges: vacances, prestations sociales, etc.». «Ce n'est pas vrai ! répondent les militants du NSZZ, nous arrangerons ça, les maisons de vacances ont été construites avec nos cotisations à tous.» Ces quelques mots suffisent. La grève a forgé de solides liens de solidarité, les phrases des bureaucrates n'y peuvent rien.

Le local du MKS — devenu MKZ, comité syndical inter-entreprises — de Gdansk déborde de visiteurs. L'appartement de quatre pièces et l'unique téléphone ne suffisent pas. On commence à dire que les autorités ne respectent pas l'accord. Cette seule rumeur suffira pour que le voïvode (préfet) de Gdansk offre un local plus grand, avec plusieurs lignes téléphoniques. Des délégations ouvrières viennent de toutes les entreprises de la région. On vient chercher des informations, des réponses aux problèmes qui se posent. On s'inquiète de la contre-information insidieuse distillée par les autorités: sur les privilèges des permanents du nouveau syndicat, leurs salaires, les voitures ou appartements qu'ils auraient acceptés. Il n'en est rien, et d'ailleurs, les rumeurs ne prennent pas, on fait confiance. Les dix permanents syndicaux reçoivent 100 zlotys par jour, pour le moment (ce qui est en-dessous du salaire moyen officiel), seul Walesa a eu un appartement — «mais il a cinq enfants, comment veux-tu qu'il puisse vivre dans son deux-pièces avec sa femme !» répond-on,

même si certains pensent qu'il aurait dû attendre.

Les projets de statuts et le programme d'action du syndicat, largement diffusés, sont discutés partout. Les assemblées générales des délégués d'entreprise font le plein. En quelques jours, il y a plusieurs centaines d'amendements. Et, localement, on tente d'obtenir dans chaque entreprise des locaux et le droit d'utiliser le matériel d'imprimerie disponible. C'est là d'ailleurs où le bât blesse: le MKZ n'a toujours pas de ronéo, tout est imprimé à la main, feuille par feuille. Seul le comité de la «Commune» — les «communards» comme on les appelle à cause du nom de leur chantier naval et peut-être aussi à cause de leur radicalisme — obtient l'utilisation d'une photocopieuse.

Mais la confiance venant avec les progrès de l'organisation, le MKZ lance, le 11 septembre, un ultimatum au voïvode: «Si vous ne nous laissez pas l'accès régulier aux médias (en attendant qu'on ait les nôtres), le chantier naval Lénine s'arrêtera.» Le lendemain, les premières tribunes du MKZ ont été acceptées par les quotidiens locaux.

La situation reste d'ailleurs tendue; le même jour, trois départements du Lénine ont fait grève de nouveau: «Pour les 1500 zlotys qu'on nous avait proposé pour nous faire reprendre le 16 août, à ce moment, il y avait des choses plus importantes, mais s'ils les ont proposés, c'est qu'ils les ont !»

## 2 — VERS L'ORGANISATION DE L'ENSEMBLE DE LA CLASSE OUVRIÈRE POLONAISE

Si à Gdansk, et dans une moindre mesure à Szczecin et Wrocław, le passage entre l'organisation des grévistes et le nouveau syndicat s'est fait dans la continuité, tel n'a pas été le cas ailleurs en Pologne. La grève de Gdansk était suivie avec intérêt, parfois des comités ouvriers de mobilisation — semi-clandestins, semi-tolérés — préparaient la grève et contactaient Gdansk, mais ni l'organisation, ni le niveau de conscience ne pouvaient être comparés à celles de Gdansk-Gdynia-Sopot. L'annonce de la signature de l'accord, puis, quelques jours plus tard, la publication intégrale de l'accord par les médias nationaux, ouvraient véritablement une nouvelle ère.

En Haute-Silésie, la victoire de la grève des soixante-douze entreprises et mines laissait avec le MKS un premier stade d'organisation. La dissolution du syndicat officiel local à Jastrzebie faisait du nouveau NSZZ l'unique syndicat. La question

Il faudra que les dirigeants du MKZ descendent sur place, expliquer qu'il faut attendre, consolider l'organisation, qu'on a signé un accord prévoyant un calendrier, qu'il faut tenir les engagements..., pour que les travailleurs reprennent. «A charge de revanche !». Danger de glissements gestionnaires dans ces discours ? Sans doute. La «compréhension» de la mauvaise situation économique du pays rythme ces discours. L'argument, fallacieux, selon lequel «on ne peut distribuer plus qu'on ne produit», porte, alors qu'une autre organisation de la production, basée sur la démocratie ouvrière, libérerait des forces productives insoupçonnées.

Mais, dans ce débat, s'entremêlent des considérations tactiques: sur la nécessité de renforcer le syndicat, de le doter d'une presse pour unifier le niveau de conscience, de ne pas partir trop tôt de peur de n'être pas compris et d'ouvrir la voie à une contre-offensive en règle de la bureaucratie.

Car l'hypothèque n'en continue pas moins de peser sur le nouveau syndicat. Son existence reste inégale à travers le pays, et même à Gdansk, les structures ne se sont pas encore mises en place. Et la discussion sur le rôle du syndicat laisse apparaître des divergences. La prudence des dirigeants du MKZ s'appuie donc sur des réalités objectives (2).

(2) Des problèmes similaires se sont posés lors de la discussion des «21 points» les 16 et 17 août. Avec des arguments pour le moins discutables, les militants de l'opposition ont fait comprendre au travailleurs la différence qu'il peut y avoir entre des revendications immédiates, qui permettent d'instaurer un nouveau rapport de forces et d'avancer sur cette base (syndicat libre !) et le programme d'ensemble d'une société alternative. Cf. «La victoire au bout de la grande grève», «Inprecor», numéro 84.

caux, pour qu'autour de Huta Katowice commence la restructuration syndicale.

Ce qui s'est passé à Walbrzych, en Basse-Silésie, est typique de la création des syndicats dans les régions où la grève a démarré au moment où l'on signait à Gdansk. Les travailleurs, comme en Haute-Silésie, ont obtenu plus que les «21 points». Dans la mine, la direction a même accepté de payer au syndicat indépendant autant de permanents qu'en avait le syndicat officiel. Les autorités ont cherché à préserver l'avenir, en n'entravant pas le fonctionnement du nouveau syndicat. Le président et le vice-président du syndicat sont des membres du Parti, un peu effrayés par l'opposition. Mais Jacek Pilchowski, un rédacteur du bulletin indépendant *Robotnik*, fait également partie du comité constitutif. Plus expérimenté, son rôle n'est pas mince. Et les deux membres du Parti sont allés d'eux-mêmes demander l'aide d'un «ex-

pert» — Jan Litynski, fondateur du KOR et de *Robotnik*. La raison, Litynski l'explique rapidement: «*Le président du Comité, membre du Parti, (...) ne sait pas ce qu'est que l'action collective. Spontanément, il se comportait plutôt comme certains syndicalistes occidentaux, avec des tendances cogestionnaires... L'aide de militants expérimentés lui semble donc nécessaire (3).*»

Dans de nombreuses régions du pays, l'accord de Gdansk a été reçu avec stupeur par les bureaucrates locaux. Ils ont même tenté de «prévenir» la constitution de syndicats libres. Ainsi, à Mielec, dans une usine aéronautique, une réunion de cadres du Parti a adopté une résolution stipulant que «*les travailleurs étaient satisfaits des syndicats existants et n'avaient donc pas besoins de nouveaux syndicats*» ! Puis, la direction a exigé que tous les travailleurs s'engagent par écrit à ne pas adhérer aux nouveaux syndicats. C'en était trop ! Une grève a immé-

diatement éclaté, exigeant l'application de l'accord de Gdansk à Mielec et le limogeage du directeur de l'entreprise et du secrétaire du Parti du département. Après cinq jours de grève, les travailleurs reprenaient le travail et... la construction d'un syndicat indépendant autogéré ! Les grèves provoquées par de telles réactions de l'appareil ont continué dans d'autres villes et n'ont pas cessé jusqu'à aujourd'hui. Même la publication, le lundi 15 septembre, d'un décret autorisant l'enregistrement officiel des syndicats indépendants auprès de la préfecture de Varsovie — signe qu'il n'était pas possible, à cause de l'opposition des caciques locaux, de décréter l'enregistrement local ! — n'a pas eu d'effets immédiats.

#### UNE PREMIERE REUNION NATIONALE DES SYNDICATS INDEPENDANTS

Le 16 septembre, les syndicats indépendants de la Haute-Silésie (Katowice) et de Mazovie (Varsovie et Lodz) ont déposé leurs demandes d'enregistrement. Les autres attendaient le résultat de la réunion nationale commencée à Gdansk, dans le local du MKZ, le mercredi 17 septembre. Un millier de délégués venus de toute la Pologne représentaient des comités constitutifs des syndicats indépendants des entreprises où ils existent. Lech Welesa, le porte-parole du MKZ, en avait présenté le but: «*Je voudrais que cette réunion nous permette de faire le point de la situation et d'ajuster notre comportement pour la suite.*» Réunion informelle donc — on insistait la veille à Gdansk sur le fait qu'il ne s'agissait pas du premier congrès des syndicats indépendants —, qui devait débattre des formes de coordination des différents syndicats, du problème de l'enregistrement officiel de ceux-ci, du stade atteint dans la construction du mouvement, du projet de loi sur les syndicats, des statuts et du programme d'action, ainsi que de l'attitude à observer vis-à-vis des syndicats qui ont rompu en bloc avec le CRZZ officiel. Mais la question d'une éventuelle fédération nationale restait en suspens: à Gdansk, des divergences sont apparues sur cette question au sein du MKZ et une position d'attente — compromis inévitable — était adoptée. Pour Welesa: «*Nous ne sommes pas encore prêts à former une fédération nationale. L'avenir montrera si des gens de toute la*

## Comment vivent les bureaucrates

Lâché par ses pairs, Maciej Szczepanski, ancien directeur de la radio-télévision polonaise, s'était prévu une retraite confortable. Las, en manque d'exutoire à la colère ouvrière et pour sauver d'autres fortunes, ses amis l'ont fait inculper. Un inventaire de ses biens commence. Ce qui suit n'en est qu'un premier aperçu. Il en dit long sur «les liens entre le Parti et la classe ouvrière» tels que les voient les bureaucrates.

Ce monsieur, «malade» lui aussi, possédait:

- une ferme de seize hectares, avec onze chevaux de race, évalués à 336 000 zlotys (salaire moyen officiel : 5 000 zlotys);
- un petit palais près de Varsovie;
- une maison de vingt-trois chambres dans la région de Bieszczady. C'est là qu'on chasse les ours (avis au *Canard Enchaîné*);
- une villa dans la banlieue varsoviennne, avec piscine couverte et sauna, dont le personnel comptait «quatre prostituées de couleur»;
- une résidence safari à Nairobi (Tanzanie, Afrique);
- un immeuble de rapport, uniquement des studios, à Varsovie;
- un complexe de fermes d'élevage porcin;
- trois avions, sept voitures (dont une Mercedes et une BMW);
- deux yachts.

Si cela ne suffisait pas, ajoutons une salle de projection équipée de neuf cents cassettes vidéo (rien que du porno, les aspirations culturelles du monsieur étaient limitées), une piscine, un sauna et un salon de «massage thaïlandais», aménagés dans les locaux de la RTV polonaise, dont il partageait l'usage avec ses amis de la direction.

Enfin, au cas où tout ça tomberait dans les mains des «gueux», le monsieur s'était préparé une caisse noire d'un million de dollars à Londres. Dur pour lui, il a été pris de court.

On tente aujourd'hui de le présenter comme une brebis galeuse, isolée dans un troupeau sain. Qu'on enquête un peu près de Wisla (où on trouvera une villa de Gierek) dans le Beskid Slaski, qu'on se tourne vers Slupsk, où un terrain de datchas a été aménagé par le secrétaire du Parti local pour lui et ses hommes (la plus belle et la plus grosse est, vous l'avez deviné, celle du secrétaire lui-même), qu'on regarde vers la propriété de Cyrankiewicz à Zakopane ou vers ce qu'a mis de côté la famille Jaroszewicz (tous deux anciens Premiers ministres)... Et il ne s'agit là que des exemples les plus connus. A une autre échelle, les mineurs en grève en Silésie ont trouvé la feuille de paie de leur directeur: cent mille zlotys, presque un an de leur salaire!

(3) Interview à «Libération» du 9 septembre 1980.

*Pologne veulent ou non se joindre à nous.»*

Il semble que des résistances vis-à-vis d'un tel projet soient justifiées par l'attitude du syndicat indépendant de la Haute-Silésie: premier à demander son enregistrement officiel et jouant un peu cavalier seul. Une autre question est celle de la presse. Selon certaines informa-

tions, une rotative envoyée par les syndicats britanniques au MKZ serait sous douane dans le port de Gdansk. La prudence de militants du MKZ pourrait être liée au fait qu'ils envisagent la possibilité de se doter d'une presse de diffusion régionale, mais pensent pour le moment que les autorités n'accepteront pas un journal national.

*dernières années, vous n'avez rien. Justement, je viens de recevoir des bons (4) pour des téléviseurs couleur. C'est en principe pour la maintenance, mais ils en ont déjà assez. Ça vous intéresse ?* Deux d'entre eux acceptent, puis se rendent compte de l'erreur, courent dire «non». Il est trop tard, les demandes sont parties !

### 3 — LES CONSEILS D'ENTREPRISE

Dans la plupart des entreprises en grève, les travailleurs avaient dissous les conseils d'entreprise. Cette structure de cogestion, créée au lendemain de la guerre pour officialiser les conseils ouvriers nés spontanément et qui avait participé à l'élaboration du premier plan, avant que celui-ci soit imposé par en-haut (en violation des résolutions prises dans les usines), avait cessé pratiquement de jouer un rôle après 1948.

Ils étaient composés des seuls permanents du syndicat officiel et des membres de la direction et leurs prérogatives avaient été usurpées par la directions et les syndicats. Le nouveau Code du travail, introduit en 1973, légitimait cette usurpation.

Ces structures avaient été à tel point vidées de leur contenu que, même en 1956, les travailleurs n'ont pas tenté de s'en emparer. Les conseils ouvriers sont nés à l'époque spontanément, à côté de ces structures, avant d'être eux aussi détruits et transformés en «conférences d'autogestion ouvrière» (KSR) dont le rôle est purement consultatif et dans lesquels les ouvriers ne sont présents qu'au niveau du sigle !

Après 1976, les militants de l'opposition, en particulier ceux regroupés autour de *Robotnik*, ont commencé une lente reconquête de ces conseils, tentant d'y faire élire des ouvriers combattifs. Ils n'y sont parvenus que rarement, mais cette activité a redonné une certaine stature aux conseils d'entreprise. Le projet de programme d'action, élaboré par le NSZZ de Gdansk, en témoigne. Les syndicalistes indépendants, soucieux de ne pas faire jouer au syndicat le rôle d'un pouvoir ouvrier, se proposent de renouveler les conseils d'entreprise, en renouant avec la tradition qui était la leur dans les années 1944-1949. Conscients de ce danger, c'est sur ce terrain que les bureaucrates multiplient les pressions et les embûches. Le terrain est libre, l'accord de Gdansk n'avance rien de concret sur ce terrain.

Le déroulement des élections au conseil d'entreprise d'un dépôt

de bus de MZK de Varsovie (transports en commun) témoigne de la sourde lutte qui s'engage sur ce terrain. Tous les coups sont permis, et l'inexpérience des jeunes militants laisse un espace aux manœuvres des directions. A MZK, une grève avait eu lieu le 12 juillet. Pas de comité de grève, seulement des délégués élus atelier par atelier, noyés lors des discussions avec la direction dans la masse des «délégués» élus précédemment à toutes les instances sur liste unique. Les travailleurs ont obtenu, entre autres, la dissolution du conseil d'entreprise. De nouvelles élections ont eu lieu début septembre.

Deux jours avant les élections, un contremaître prend à part des militants du syndicat indépendant, anciens délégués ouvriers de juillet, quatre jeunes, 26, 27, 28 et 29 ans, chauffeurs de bus. «Vous êtes sympa, courageux, leur dit-il, vous avez été brimés pendant ces

Au moment des élections, un travailleur se lève: «Il y a là quatre copains, ils ont beaucoup fait, pris des risques, faut les élire pour les protéger. Les élus ne peuvent être virés.». Immédiatement deux autres interviennent: «Ces deux jeunes, ils sont corruptibles. Tenez, il y a deux jours, ils avaient déjà pensé à profiter de votre confiance...» L'autre explique que les vieux — sous-entendu, les anciens membres du conseil — ont de l'expérience, que, s'ils n'ont rien fait, ils n'ont pas fait de mal. Les arguments portent. Un débat houleux s'engage, non sur le rôle du conseil mais sur la confiance qu'on peut ou non accorder à ces «jeunes». Finalement, sur sept élus, ils ne sont que trois. Il y a deux anciens membres et deux qui ne se sont pas montrés ni dans la grève, ni dans l'ancien conseil. Le quatrième délégué n'est pas élu — il n'était pas syndiqué et le syndicat indépendant, «c'est un groupe informel!». Sur les sept, trois sont membres du Parti. Pendant la grève, les quatre délégués représentaient l'ensemble du dépôt... (5).

### 4 — LES REMOUS DANS L'APPAREIL, KANIA REMPLACE GIEREK A LA TETE DU POUP

La nuit du 5 au 6 septembre, le comité central du Parti modifiait la composition du bureau politique du POUP. Le premier secrétaire précédent, Edward Gierek, qui était monté en première ligne en août pour s'opposer aux revendications de Gdansk, «malade», laissait sa place à Stanislaw Kania, morné apparatchik, ancien responsable de l'armée et de la police politique au sein du POUP. Les rumeurs l'avaient tout d'abord présenté comme le partisan de la manière forte (une intervention violente contre le chantier naval *Lénine* de Gdansk avait été préparée durant la seconde semaine de la grève), puis comme le porte-parole de ceux qui prônaient la signature de l'accord. Entre-temps, il est vrai, dans l'armée et dans la police, un courant de sympathie (ou de peur) avec les grévistes s'était développé. A Gdansk, des soldats ont affirmé leur solidarité avec les grévistes. A Lublin, les militants du

comité ouvrier de mobilisation, anciens de la grève générale de juillet dans la ville, avaient reçu l'assurance des policiers que ceux-ci refuseraient de réprimer la grève si elle éclatait. Enfin, des opposants emprisonnés ont raconté qu'ils ont remarqué la sympathie de certains policiers chargés de les garder: on les tenait au

(4) Un certain nombre de produits déficitaires (TV couleur, machines à laver automatiques, voitures...) ne sont accessibles que si on obtient un bon. Sinon, la liste d'attente est de plusieurs années.

(5) Un compte-rendu de ces élections, partiel, a été publié dans «Polityka», hebdomadaire officieux du POUP, du 6 septembre 1980. Inutile de dire qu'on présentait ces élections comme un exemple et qu'on insistait sur la corruptibilité des délégués. Mais c'est aussi un signe des temps, auparavant de tels reportages n'étaient publiés que dans les journaux d'oppositions auto-édités.

courant de la situation et on discutait avec eux des dysfonctionnements du régime !

Mais quelle que soit la volonté de la nouvelle direction de la bureaucratie, qui a reçu un appui très chaud des «frères» soviétiques, ses marges de manœuvres sont réduites. D'abord parce que le POUP ne dispose plus de dirigeants de la trempe d'un Gomulka, capables de gagner la confiance des masses. La majorité des dirigeants stalinien du vieux PC de Pologne ont été assassinés en 1938 lors de la dissolution du Parti par Staline. Le POUP, très faible en 1944, ne s'est construit qu'une fois au pouvoir, recrutant souvent des militants plus soucieux de leur carrière que de l'avenir de la classe ouvrière.

Les dix années durant lesquelles Gierek a dirigé le Parti ont été marquées par un développement phénoménal de la corruption (6) : à tel point que la presse parle aujourd'hui officiellement des «800 propriétaires de la Pologne». De l'aveu même de Kania, «c'est l'absence d'un lien entre le Parti et la classe ouvrière qui est à l'origine de la récente vague de mécontentements». Et Kania, soucieux de rétablir ce lien, s'est déclaré confiant «que le jour viendra» où les ouvriers polonais pourront à nouveau considérer le Parti «comme le leur». Il ne s'est pas avancé à dire quand ce jour viendra (7) !

Juste après le plénum, Kania et les siens sont partis en tournée pour rassurer l'appareil local, et expliquer la nouvelle politique.

Avec une prudence d'autant plus grande qu'une autonomisation des organes locaux s'est faite sentir, notamment dans l'attitude adoptée face aux nouveaux syndicats. Les «liens» entre le Parti et la classe ouvrière sont à tel point «distendus» qu'une coupure profonde apparaît entre l'appareil et les membres de base du Parti. Il paraît que près de 40 pour cent des membres des comités de grève avaient leur carte du Parti en poche, nombreux sont ceux qui se sont attelés à la construction de syndicats indépendants, aux côtés des militants de l'opposition. En face, les réactions de repli «dur» des dirigeants locaux devant l'apparition des nouveaux syndicats (comme à Mielec) n'ont pas arrangé la situation.

La bureaucratie semble aujourd'hui tabler sur une limitation du rôle des nouveaux syndicats, avant d'avoir les moyens de les étouffer. Ainsi, des concessions ont été faites à la hiérarchie catholique (messe retransmise à la radio chaque dimanche), et on compte beaucoup



Walesa communiant

avait été censuré par la TV — pendant les grèves, ne l'a pas déconsidéré complètement. Beaucoup de dirigeants ouvriers sont des catholiques pratiquants, donc «perméables» aux conseils de l'épiscopat. Walesa s'est déjà rendu chez Wyszynski et il a annoncé qu'il avait l'intention de se rendre au Vatican pour rencontrer le pape.

Si la religion catholique n'est pas, pour la plupart des travailleurs, une idéologie de renoncement — «Dieu, donne-nous la force de nous organiser...» priaient les grévistes de Gdansk — elle n'en reste pas moins une de leurs principales préoccupations. Et les concessions faites par le régime à l'Eglise sont interprétées comme des concessions faites aux travailleurs. De là à se laisser convaincre qu'on ne peut pas tout avoir, il y a un pas. Mais certains militants peuvent se laisser convaincre... et franchir ce pas.

D'autre part, et il peut s'agir là d'autre chose que des tentatives individuelles de bureaucrates syndicalistes pour sauver leur place, certains syndicats ont quitté, avec armes et bagages, le CRZZ. C'est sur le rôle «modérateur» de l'Eglise. Cela d'autant plus que Wyszynski — le cardinal primat de Pologne — avait déjà donné des assurances lors de la grève de Gdansk. Son appel au calme et au travail, s'il n'a pas eu l'écho espéré — la hiérarchie catholique a même été dans l'obligation de publier un communiqué expliquant que son porte-parole

le cas de celui des marins et des dockers (qui a annoncé un congrès démocratique pour le 16 octobre), mais aussi des syndicats des personnels hospitaliers et des instituteurs. Il y a eu également une scission, dirigée par des membres du Parti, au sein du syndicat de journalistes. Il n'est pas impossible qu'à défaut d'être capables de se placer à la tête des luttes pour mieux les contrôler et les trahir (à l'instar de Gomulka en 1956), la bureaucratie tente d'unifier tous les syndicats indépendants du CRZZ pour remplacer cette confédération, rejetée par les travailleurs. Quitte à n'avoir qu'une minorité de blocage au sein de la nouvelle fédération.

Quoi qu'il en soit, l'initiative reste pour le moment aux mains des travailleurs. De leur maturité, de leur sens politique, dépendra l'avenir des syndicats indépendants qu'ils construisent et, en fin de compte, de la révolution antibureaucratique dont la victoire de Gdansk pose les premiers jalons. □

17 septembre 1980

(6) Un exemple de cette corruption est la liste des biens de l'ancien directeur de la radio-télévision, Maciej Szczepanski, que nous reproduisons en encart.

(7) Selon le texte du discours qu'il aurait prononcé devant le CC, tel qu'il a été rapporté par les médias polonais.

## Le programme d'action du nouveau syndicat

Le syndicat indépendant représente les intérêts des travailleurs qui y adhèrent; c'est en leur nom qu'il intervient auprès des employeurs, de l'administration et des autorités de l'Etat.

En luttant pour les intérêts de ses membres, le syndicat défend par là même l'amélioration des conditions de travail, de salaire et de vie de l'ensemble des travailleurs. Son activité est fondée sur la profonde conviction que la défense des droits des travailleurs et une authentique représentation des intérêts de leurs différentes couches, sont indispensables pour le bien de la Patrie, de toute la société comme de chaque citoyen.

La réalisation des buts que se fixe le syndicat indépendant exige des conditions, garanties par la loi et respectées par l'appareil d'Etat et par l'appareil politique. Le syndicat s'efforcera d'obtenir ces conditions minimales qui sont indispensables à son activité.

Notre syndicat exigera que les travailleurs, individuellement ou en groupe, puissent faire toute proposition, prendre toute initiative, et que ces initiatives soient prises en considération par les autorités compétentes, directions d'entreprise ou directions supérieures. Cela nécessite la totale publicité des données de la vie socio-économique. Par contre, le syndicat ne prendra pas lui-même des initiatives qui empièteraient sur les prérogatives des directions. Il ne veut ni se substituer à elles, ni y être associé.

Actuellement le syndicat indépendant se donne pour tâche :

- de contrôler la réalisation de l'accord signé, entre le gouvernement et le Comité de grève inter-entreprises (MKS) le 31 août 1980;
- d'organiser son activité;
- de résoudre les problèmes considérés comme les plus urgents;

1 - En accord avec le point 9 de l'accord du 31 août qui stipule que le principe de contrepartie à la hausse des prix doit être présenté avant la fin de l'année 1980, le syndicat propose que la compensation de l'augmentation du coût de la vie se fasse de la manière suivante :

- introduire des montants compensatoires pour tous les travailleurs, les retraités et les pensionnés;

- inclure ces montants dans les allocations familiales (ou dans une allocation spécifique pour les personnes seules).

La base du calcul de ces montants devrait être le minimum social, c'est-à-dire la somme considérée comme nécessaire pour satisfaire les besoins d'une personne pendant un mois. Ce minimum est actuellement de 2200 zlotys. Dans l'avenir, le calcul de ce minimum devrait être effectué par des institutions scientifiques indépendantes. Les montants compensatoires devraient dépendre du nombre de personnes à charge, la hausse du coût de la vie étant ressentie proportionnellement au nombre de personnes composant la famille.

En conséquence, si la hausse du coût de la vie dans la période considérée est de 10 %, la somme versée à une personne seule devrait s'élever à 220 zlotys, à une famille de cinq personnes à 1100 zlotys, à une famille de deux personnes à 440 zlotys.

Les montants compensatoires devraient être introduits au plus tard le 2 janvier 1981. Cette question est importante car le protocole d'accord prévoit, dans son point 10, la régulation du prix de la viande au niveau du prix moyen, ce qui signifie que, d'une part, les prix « commerciaux » vont baisser, mais que, de l'autre, les prix non commerciaux vont augmenter. Si la régulation du prix de la viande a lieu avant l'introduction de l'échelle mobile, les travailleurs les moins rémunérés, les pensionnés et les retraités seront les plus lésés. Si cela devait arriver, il faudrait introduire, en priorité pour ces personnes, une augmentation de salaire compensatoire.

2 - Les conventions collectives sont l'instrument principal de la défense des intérêts des travailleurs. Il faut faire en sorte que les syndicats indépendants soient, avec les autres syndicats, partie prenante dans la négociation de ces conventions.

Cela implique les changements juridiques suivants :

- abolir le monopole de représentation des travailleurs par les directions de branche des syndicats actuels en ce qui concerne les conventions collectives;
- abolir la tutelle du ministre des Salaires, des Prix et des Problèmes sociaux sur ces conventions;
- abolir le monopole de représentation des employeurs par les ministères et les directions centrales des coopératives;
- abolir les limitations apportées à la liberté de négociations des salaires, liées aux décrets sur les salaires promulgués sur la base de l'article 79 du Code du travail.

Les nouvelles conventions collectives signées par le syndicat devraient être limitées dans le temps et ne pas être signées pour plus de trois ans. Il faut prévoir de plus la possibilité de les abroger unilatéralement après un préavis de trois mois (en ce qui concerne les conventions de plus d'un an).

Les conventions signées par le syndicat indépendant peuvent concerner une branche ou un métier. Elles sont signées par les représentants syndicaux des groupes concernés, en fonction de leurs statuts. Le but principal des conventions signées dans les mois à venir doit être la simplification du système des rémunérations, en limitant le nombre de leurs composantes. La rémunération devrait être composée uniquement du salaire, les primes et les suppléments ne pouvant dépasser une part à déterminer du salaire. Il faut liquider les primes dites « de considération » et les autres formes de rémunération qui dépendent du bon vouloir de la direction de l'entreprise.

Les conventions doivent être également un moyen de limiter le salaire aux pièces qu'il faut tendre à éliminer complètement. Il faut de suite limiter les heures supplémentaires sans diminution de salaire.

3 - En conséquence de la grève, dans la majorité des entreprises, les travailleurs ont dissout les conseils d'entreprise, montrant par là que ces conseils représentaient les intérêts des instances supérieures.

res, dont le Conseil central des syndicats (CRZZ), et non pas ceux des ouvriers.

Il faut donc, au plus tôt, élire des conseils d'entreprise qui, comme cela était le cas dans l'immédiat après-guerre, doivent devenir des organes de représentations des travailleurs, indépendants des syndicats et libres de toute tutelle.

Chaque travailleur a le droit d'élire et d'être élu. Ces élections doivent être menées sur la base du système proportionnel. Cela signifie que chaque syndicat, mais aussi toute autre organisation existant dans l'entreprise et tout groupe de travailleurs, doit pouvoir présenter des listes, les électeurs votant pour une des listes en présence. La composition du conseil dépendra du nombre de voix recueillies par chaque liste. Par exemple, si trois listes sont proposées — celle du syndicat indépendant (NSZZ), celle du syndicat officiel (CRZZ) et une troisième liste proposée par un groupe d'ouvriers — et si les voix se répartissent entre 60 % pour la première et 20 % pour chacune des deux autres, alors le conseil d'entreprise comprendra 60 % d'élus du NSZZ et 20 % d'élus de chacune des deux autres listes. A côté du conseil d'entreprise, doivent exister les directions des différents syndicats qui ne peuvent influencer le conseil que par le biais de leurs élus.

3.1 - Les compétences des conseils d'entreprise doivent comprendre la gestion du fonds social (vacances, colonies...) et du fonds de logement, le contrôle du fonctionnement des caisses d'entraide et de prêts ainsi que toutes les compétences prévues par le Code du travail.

Ces compétences comprennent notamment la participation aux décisions concernant les licenciements ou les départs volontaires (le conseil doit donner son opinion et, dans certains cas particuliers, son accord. On abrogera de même le monopole du syndicat officiel sur ces questions) la participation au vote dans le cas de l'appel formulé par un travailleur contre une sanction; l'établissement, en commun avec la direction, de la grille horaire de l'entreprise (si le règlement intérieur ne le prévoit pas); la consultation sur la planification des vacances, etc.

3.2 - La défense des travailleurs fait partie des compétences du conseil d'entreprise dans la limite de ses droits, mais si le conseil ne remplit pas son rôle, le syndicat indépendant prendra directement en main cette défense. Cela concerne, en particulier, les cas de répression pour les opinions exprimées ou de répression anti-syndicale. Si tous les moyens se sont révélés vains, le syndicat est dans l'obligation d'appeler à la grève.

4 - Pour garantir aux travailleurs la sécurité dans le travail, notre syndicat va examiner les nouveaux

postes de travail et vérifier régulièrement le respect des normes d'hygiène et de sécurité. Il présentera ses conclusions aux directions et aux conseils d'entreprise. Dans le cas où le travail sur un poste donné peut être dangereux pour la vie ou la santé du travailleur, le syndicat doit lui interdire de continuer à y travailler. Un travailleur qui arrête de travailler sur décision du syndicat, doit être considéré comme un gréviste.

Nous allons exiger que les règlements concernant les maladies professionnelles et les décrets définissant ces maladies soient actualisés. Cela devra permettre que tous les travailleurs qui accomplissent un travail dangereux soient compris dans les définitions.

5 - Le syndicat indépendant exigera des changements dans la législation du travail de façon à ce que les droits des travailleurs et des employeurs soient égaux.



peuvent laisser croire que le travailleur est soumis à l'autorité administrative de l'employeur. Les récompenses, comme nous l'avons dit, doivent être supprimées. Quant aux sanctions, elles devraient prendre la forme de sanctions financières décidées en commun et dont le montant doit être limité. Seuls les tribunaux et les commissions de conciliation devraient pouvoir décider de ces sanctions.

Il faut également changer les normes concernant les conditions de changement des salaires et du travail par :

- la formulation claire selon laquelle le travailleur peut également avoir l'initiative en ce qui concerne ces changements;
- la limitation de la possibilité de changement du lieu de travail par l'employeur sans préavis (art. 42, paragraphe 4 du Code du travail).

L'égalité des parties est également mise à mal par de nombreux décrets concernant les droits du travailleur dans son nouveau lieu de travail, selon les circonstances qui l'ont amenées à cesser de travailler dans l'ancien. Une des limitations particulièrement flagrantes de l'égalité

Les propositions concrètes concernant cet aspect doivent être élaborées. Nous ne pouvons pour le moment que désigner par des exemples quelques changements nécessaires : le contrat de travail devrait préciser davantage les conditions de rémunération (ce qui était déjà mentionné dans le protocole d'accord, en annexe au point 21), de même que le type de travail et l'endroit où ce travail doit être effectué.

Il faut également changer au plus tôt le décret concernant la cessation du travail sans préavis. Indépendamment des clauses concernant les grèves, déjà mentionnées dans le point 2 du protocole d'accord, il faut introduire la possibilité de cessation de travail par l'employé dans le cas où l'employeur ne respecte pas, de façon flagrante, le contrat de travail (cela demande bien sûr une formulation précise dans le décret). L'égalité des droits n'est pas non plus respectée dans le décret concernant les sanctions et les récompenses, qui

des parties est constituée par le règlement des commissions de conciliations et de recours. Le travailleur doit avoir le droit de faire appel à un avocat — tout comme l'employeur — pour l'assister devant ces commissions.

6 - Le syndicat indépendant tentera d'imposer la réduction de l'éventail des salaires, par l'augmentation régulière des salaires les plus bas. La lutte pour un système d'allocations sociales (retraites, pensions, allocations familiales) qui garantisse le minimum social à tous, est une tâche des plus urgentes.

Nous tendrons à ce qu'aucune mère ne soit obligée de travailler du fait des difficultés matérielles de sa famille. Le point 18 du protocole d'accord concernant l'allongement du congé maternité et le point concernant les montants compensatoires abordent ce problème.

7 - Notre syndicat tentera d'obtenir le droit d'initiative législative au Syndicat indépendant autogéré en ce qui concerne les questions qui font partie de son activité.

8 - Nous allons créer le plus tôt possible l'Université ouvrière qui mènera l'activité de formation.

# La SWAPO face à l'Afrique du Sud

**D**U 11 au 13 septembre se tenait à Paris une conférence internationale sur la Namibie, à l'initiative de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) avec la participation de différents mouvements de solidarité, anti-apartheid, d'organisations démocratiques et de représentants de gouvernements ou de l'ONU. La tenue de cette conférence est liée à la volonté de la SWAPO de faire pression sur le Conseil de Sécurité de l'ONU qui doit examiner la question namibienne au cours du mois de septembre. Cette initiative intervient après plusieurs expéditions meurtrières sud-africaines dans le sud de l'Angola contre des camps de la SWAPO et après trois ans de discussions visant à aboutir à un règlement négocié en Namibie sous les auspices de l'ONU, analogue à celui conclu au Zimbabwe.

Joseph LAREDO

Avec l'aboutissement de l'accord de Lancaster House et la «passation pacifique du pouvoir» à la majorité noire au Zimbabwe, la crédibilité d'une solution en douceur s'est accrue en ce qui concerne la Namibie. Mais, à la différence de l'ex-Rhodésie, il ne s'agit pas de régler le problème posé par une colonie rebelle à la couronne d'Angleterre qui en aurait toujours la responsabilité juridique. Dans le cas de la Namibie, il s'agit d'une ancienne colonie allemande, placée sous mandat britannique par Union sud-africaine interposée. L'annexion demandée à l'ONU par l'Afrique du Sud fut refusée en 1946.

Cela changea peu de chose et ce que l'Afrique du Sud appelle depuis 1925 la «5e. province de l'Union» continuera à être mise en coupe réglée, les décisions de l'ONU ayant autant d'efficacité que celle de la défunte Société des Nations: entre 1947 et 1966, l'ONU adoptera la bagatelle de 73 résolutions exigeant fermement la mise sous son contrôle de la Namibie et la suppression du régime d'apartheid. En 1967, l'ONU met fin officiellement au mandat sud-africain. Treize ans après, l'exploitation se poursuit tout aussi illégalement et tout aussi féroce-

ment «indigènes»: Ovamboland, Okavangoland, Hereroland, Kaokoland, Damaraland et le Caprivi oriental. L'Ovamboland, puis l'Okavangoland furent en 1975 déclarés autonomes, suivis une année plus tard par le Caprivi oriental et le Rehoboth. Les trois premiers servent de bases militaires, de bastions armés, sous la loi martiale depuis mai 1976.

Cette politique d'éclatement territorial, d'indépendances factices en s'appuyant sur des critères tribaux, avait pour but, au moment de l'effondrement de l'empire colonial portugais, d'assurer une zone-tampon entre le bastion blanc et des Etats qualifiés de communistes, et surtout de maintenir la domination blanche sur les richesses du pays et sur une main-d'œuvre migrante bon marché (1).

## LA DOMINATION SUD-AFRICAINE

C'est avec l'arrivée au pouvoir en RSA du Parti nationaliste, en 1948, que l'apartheid va être définitivement institutionnalisé en Namibie où il va servir de terrain d'essai pour la politique des bantoustans. Pour parvenir à constituer ces réserves, le premier obstacle pour l'administration sud-africaine était l'existence d'importants ghettos urbains et, notamment, dans l'un des quartiers de la capitale, Windhoek. On décida donc de déporter 15000 Africains à Katatura. La réponse à la campagne de résistance et de boycottage des Africains fut la répression brutale, le 10 septembre, d'une manifestation pacifique, répression qui fit 13 morts et 44 blessés. La lutte se poursuivra néanmoins et ce n'est que 9 ans plus tard que les Sud-Africains arrivèrent à leurs fins. La naissance de la SWAPO est liée à cette vague de luttes.

Le plan définitif de la bantoustanisation fut mis au point par la commission Odendaal en 1964. Il répertoriait 12 nations africaines et leur attribuait à chacune un territoire. En y regardant d'un peu plus près, on s'aperçoit que l'ensemble de ces territoires devant accueillir une population approchant le million ne représentent que 39 pour cent du pays, les blancs (moins de 100000 personnes) se réservant les 61 pour cent restants qui regroupent la quasi-totalité des terres cultivables, les gisements de minerai, les voies de communication, les ports et, notamment, Walvis Bay (le seul port en eau profonde du pays par lequel transitent 90 pour cent des exportations du pays et c'est de plus une base militaire sud-africaine sur la côte atlantique).

La deuxième phase eut lieu en 1969 avec la création de six na-

En effet, avec un territoire grand comme la France, l'Allemagne et la Suisse réunies, la Namibie est, sur le territoire africain, à l'exception de la Libye, le pays possédant le plus fort potentiel de ressources par habitant. L'Afrique du Sud y a développé l'exportation des richesses minérales. En 1977, ces exportations s'élevaient à 300 millions de rands (1 rand équivaut environ à 6 francs français). La Namibie, premier producteur mondial de gemmes, est le quatrième exportateur africain derrière la RSA, le Zaïre et la Zambie. Toutes les compagnies minières étrangères doivent affecter au moins 50 pour cent de leurs béné-

(1) Le salaire d'un blanc est en moyenne 24 fois supérieur à celui d'un noir: 3000 rands par an contre 125.

fices à des firmes sud-africaines ou à des sociétés para-étatiques. Toujours en 1977, sur 1135 millions de Produit Intérieur Brut, 425 millions de rands ont quitté la Namibie. Les exportations namibiennes représentent environ 10 pour cent des recettes en devises de la RSA. On voit donc les motivations très concrètes

de la politique annexionniste de l'Afrique du Sud. Cependant elle n'est pas la seule concernée dans l'affaire car les nombreux minerais extraits en Namibie intéressent les grandes puissances impérialistes : cuivre, plomb, zinc, cadmium, argent et, par dessus tout, les importantes réserves d'uranium.

## LES MANOEUVRES IMPERIALISTES

En avril 1977, le groupe des cinq pays occidentaux membres du Conseil de Sécurité entamaient une série de discussions parallèles avec la SWAPO d'une part, et la RSA d'autre part. Ces négociations, interrompues par la SWAPO en mai 1978, après le massacre de Kassinga, reprenaient à la suite du sommet des pays de la ligne de front, tenu à Luanda en juin 1978. Pour sa part, la RSA avait établi en 1977 le plan Vorster qui prévoyait la formation d'un gouvernement intérimaire dont le président aurait été le chef collaborateur Clemens Kapuuo qui devait être assassiné au début 1978 et le Premier ministre Dirk Mudge, membre du Parti républicain (blanc) et président de la conférence constitutionnelle de Windhoek (conférence de la Turnhalle convoquée par les Sud-Africains). Ce plan excluait bien entendu la SWAPO, seule organisation à mener une lutte armée à partir de ses bases angolaises. Sous les pressions occidentales visant à l'organisation d'élections non-ethniques incluant la participation de la SWAPO et le retrait des troupes sud-africaines, le gouvernement Vorster fit de nouvelles propositions en juin 1977: le président de la République nommerait un administrateur général qui gouvernerait le pays en attendant l'élection d'une assemblée constituante, prévue dans un délai de six mois. Les troupes sud-africaines se retireraient avant l'indépendance — ce qui veut dire pas avant les élections. En ce qui concerne les prisonniers, des juristes internationaux auraient à déterminer lesquels sont des prisonniers politiques et lesquels sont des prisonniers de droit commun. Bien entendu, ces propositions n'abordaient pas, et pour cause, les questions économiques, pas plus que la question de Walvis Bay. L'Afrique du Sud va par là mener une double politique: d'une part, elle accepte en juillet 1978 le plan de règlement occidental, de l'autre, elle continue une politique du fait accompli; le 20 septembre 1978, alors qu'il quittait son poste, Vorster annonçait le rejet des propositions du secrétaire général de l'ONU sur la période de transition devant conduire à l'indépendance et sa décision d'organiser des élections. Le Premier ministre qui lui succéda,

### URANIUM NAMIBIEN : LA « FRENCH CONNECTION »

La mine de Rossing au nord du port de Walvis Bay est en effet la plus grande mine à ciel ouvert du monde, les prévisions sont de 5000 tonnes d'oxyde d'uranium produites par an et cette production est d'ores et déjà vendue jusqu'à la fin des années quatre-vingt, au tiers du cours mondial. Des prospections en vue de l'ouverture d'une deuxième mine sont menées par la compagnie sud-africaine *Anglo-American* d'Harry Oppenheimer et par la compagnie française *Total*. Les actions de la *Rossing* se répartissent comme suit :

- *Rio Tinto Zinc Corporation* (Grande-Bretagne): 46,5 %
- *I.D.C.* (gouvernement sud-africain): 13,2 %
- *Rio Algom Mines* (Canada, contrôlé à 51 % par la *Rio Tinto*): 10 %
- *Total-Compagnie française des pétroles*: 10 %

- *General Mining and Finance Corporation* (RSA): 6,8 %
- autres: 13,5 %

Cet uranium a été importé illégalement en transitant par la France. Le transport, assuré par la compagnie française UTA et par la *South-African Airways*, était destiné en partie à l'Angleterre, l'autre partie étant transformée en France avant d'être dirigée sur différentes usines d'enrichissement en Europe (2). Ce trafic fut révélé par la presse (*Libération* des 3, 4 et 5 décembre 1979) et par les mouvements anti-apartheid, ce qui amenait UTA à annoncer, le 7 décembre 1979, qu'elle ne transporterait plus d'uranium namibien et que le transit se ferait par bateau. On comprend mieux dans ces conditions l'empressement des puissances impérialistes à prévenir les bouleversements sociaux en Namibie et les pressions exercées pour arriver à une solution néo-coloniale garantissant leurs profits.

### QUELQUES DONNEES SUR LA NAMIBIE

La classe ouvrière namibienne compte environ 50000 personnes dont 43000 soumises au système du travail contractuel. Elles se répartissent comme suit, dans les principaux secteurs :

- agriculture 10900
- mines 12000
- services publics, commerce et industrie 14000

Les travailleurs se sont soulevés contre ce système de travail contractuel, notamment lors des grèves de 1971. A l'époque, existait une agence de recrutement officielle ayant le monopole sur l'ensemble des travailleurs du pays, la SWANLA (South West Africa Native Labour Association — Association de la main-d'œuvre indigène du Sud-Ouest africain). Cet organisme embauchait 500 travailleurs par semaine, avec des contrats de un à un an et demi, prévoyant une peine d'emprisonnement en cas de rupture de la part du salarié, ou plutôt du « serviteur » selon les termes du contrat qui le lie à son « maître ». Ces travailleurs sont concentrés dans des « compounds », sortes de foyers où leurs familles ne peuvent les accompagner pour nombre d'entre eux, et où ils vivent entassés dans des barraques. C'est dans l'un de ces foyers, Katatura, que 6000 Ovambos se sont mis en grève en 1971. 12000 autres travailleurs les ont rejoints dans un mouvement qui a touché 8 mines.

La SWANLA dut finalement réembaucher les Ovambos et fut démantelée par la suite, ses fonctions étant dévolues aux autorités des bantoustans. Avec ces grèves, s'annonçait la remontée des luttes du début des années soixante-dix en Afrique australe.

(2) « The Rossing File » par Alun Roberts, Editions du CANUC, Londres.

Pieter Botha, qui était ministre de la Défense depuis 1966 et connu pour être un «faucon», ardent partisan de l'intervention en Angola contre le MPLA, organisait des élections en décembre 1978, que remportait — ô surprise — l'organisation que dirigeait Dirk Mudge et le Parti républicain, la *Turnhalle Democratic Alliance* (qui reçoit des fonds des chrétiens-démocrates de RFA, en plus des subsides sud-africains). La Namibie se trouvait ainsi dotée d'une assemblée taillée sur mesure, à laquelle ne participe aucune force représentative de la volonté du peuple namibien. En avril 1979, quarante responsables de la branche intérieure de la SWAPO, qui n'a pas participé aux élections de 1978, sont arrêtés sur ordre de l'administrateur sud-africain, le juge Martinus Steyn. La RSA fit connaître peu après, dans une lettre aux cinq occidentaux, sa décision de doter de pouvoirs législatifs l'assemblée que l'ONU n'a pas reconnue, tout en spécifiant que cela ne constituait pas une déclaration unilatérale d'indépendance à la rhodésienne et qu'elle ne rejetait pas l'idée d'une négociation avec l'ONU.

La RSA modifie alors l'assemblée de cinquante membres en y ajoutant quinze nouveaux sièges, et ce, pour tenter d'associer le *Namibia National Front*, dirigé par la SWANU (Union nationale du Sud-Ouest africain, d'orientation «libérale», et implantée principalement chez les Hereros) et la SWAPO-démocratique d'Andreas Shipanga. Les deux organisations refuseront cette offre de collaboration.

Les propositions sud-africaines à l'ONU consistent, parallèlement à l'acceptation de la création d'une zone démilitarisée de 50 kilomètres de large de chaque côté de la frontière entre la Namibie et ses deux voisins du nord, l'Angola et la Zambie, à la mise en avant de six conditions. Botha réclame, le 5 décembre 1979, un accord sur :

- le nombre de bases sud-africaines restant dans la zone démilitarisée ;
- des arrangements acceptables sur le désarmement des guérilleros de la SWAPO lors de la fermeture des bases, sept jours après la validation des élections ;
- le déploiement d'un «pourcentage acceptable» des forces de l'ONU à l'intérieur de la zone démilitarisée ;
- des «dispositions pratiques» entre les forces de l'ONU et les autorités sud-africaines ;
- la confirmation que les propositions occidentales sur l'accession de la Namibie à l'indépendance, après des élections sous le contrôle de l'ONU, demeurent inchangées ;

— la confirmation que la demande de la SWAPO (abandonnée par celle-ci), visant à obtenir des bases en Namibie, «lesquelles ne figurent pas dans les propositions de règlement» ne sera de nouveau avancée.

Le même jour, l'assemblée votait une loi offrant une amnistie aux guérilleros de la SWAPO qui se rendraient volontairement, mais la même loi prévoit que ces guérilleros devront quand même passer 30 jours en prison pour raisons «d'identification sanitaire et de réhabilitation à la vie civile». D'autre part, cette «amnistie» ne s'appliquera pas aux «insurgés» des affrontements avec les forces de sécurité.

Les premiers pas en vue des modalités pratiques du règlement se concrétisaient avec la visite en Namibie au début 1980 d'une délégation présidée par le vice-secrétaire général de l'ONU, Urquhart, et comprenant le général Prem Chand qui commandera les casques bleus chargés de contrôler le futur cessez-le-feu. Au mois de mai dernier, le gouvernement sud-africain ajoutait à ses précédentes propositions ou réclamations les points suivants :

- l'arrêt de la reconnaissance par l'ONU de la SWAPO comme seul représentant légitime du peuple namibien ;
- la possibilité d'entretenir durant les trois premiers mois de la période de transition la moitié de ses bases en Namibie ;
- la participation de l'UNITA aux discussions sur la future zone démilitarisée.

Derrière ce masque de négociateur, le Premier ministre Botha poursuit sa politique d'agression contre la SWAPO et l'Angola. Durant les vingt derniers jours de juin, l'armée sud-africaine a lancé une opération militaire de grande envergure qui aurait fait 300 morts dans les camps de la SWAPO. Selon les sources sud-africaines, 250 tonnes d'armes et de munitions auraient été saisies dans 30 dépôts et plusieurs tonnes de médicaments détruites. Le bilan semble cependant avoir été lourd pour les troupes racistes (plusieurs dizaines de tués). Les officiels sud-africains déclaraient avoir détruit «la principale base logistique de la SWAPO et son quartier-général opérationnel» et même «la totalité des structures militaires de la SWAPO dans le sud de l'Angola». Malgré cette victoire qui se voulait définitive, les Sud-Africains tentaient à nouveau en juillet une autre opération qui ne rencontrait pas le succès escompté. Rappelons qu'en dehors des pertes humaines, le préjudice subi par l'agriculture angolaise depuis 1978, du fait des raids dans la province de Cunene, est estimé, par les autorités angolaises, à 36 millions de dollars. Comme on le voit, l'Afrique du Sud n'a qu'une confiance très limitée dans les capacités des casques bleus de maintenir l'ordre impérialiste et préfère tenter de mettre à genou les nationalistes tout en sachant qu'elle devra accepter de négocier avec la SWAPO qui incarne, même de manière déformée, les aspirations élémentaires des Namibiens.

#### EXTRAIT DU PROGRAMME POLITIQUE DE LA SWAPO

Le gouvernement d'une Namibie vraiment libérée sera donc amené à prendre les mesures suivantes :

- 1 — Mener le combat pour abolir toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme et l'esprit destructeur de l'individualisme et de l'avidité de richesses et de pouvoir des individus, groupes ou classes.
- 2 — Assurer que les principaux moyens de production et d'échange du pays soient la propriété du peuple.
- 3 — Travailler à créer une économie nationale intégrée dans laquelle il y ait un équilibre adéquat entre le développement industriel suivant les lignes ci-dessous :
  - \* établissement d'une industrie de transformation
  - \* réforme agraire radicale visant à donner la terre aux paysans
  - \* établissement d'associations collectives de paysans
  - \* mise en place de ranches et de fermes d'Etat, dans le but de faire de la Namibie une nation auto-suffisante sur le plan agricole
  - \* cultiver la confiance en soi de notre peuple.

## LA SWAPO : LUTTE ARMÉE ET JEU DIPLOMATIQUE

La SWAPO fut fondée à la fin des années cinquante : au départ, c'était une organisation basée chez les Ovambos (l'organisation s'appelait alors OPC — Congrès du peuple d'Ovamboland) (3) qui prit, après deux ans d'existence, en 1960, le nom de SWAPO. Comme les autres organisations nationalistes d'Afrique australe, elle prend le tournant de la lutte armée au cours des années soixante, avec la création en 1966 de la PLAN (Armée de libération populaire de la Namibie), dont les activités prédominantes dans le nord du pays se combinent à celles de la branche intérieure. Il faut signaler que la SWAPO n'est pas interdite en tant que parti, ce qui lui permet d'avoir une apparition publique sous forme de meetings — ce qui accroît d'autant plus son audience à l'intérieur du pays — étant entendu que ceux-ci sont violemment dispersés par la police et que les uns après les autres, les dirigeants de l'aile intérieure sont arrêtés, emprisonnés, torturés. Au plan militaire, la SWAPO a remporté des succès certains : attaque en mai 1980 de l'aéroport militaire d'Ondanga (Ovamboland) et destruction de deux hélicoptères et d'un jet ; et surtout, — il faut y voir une réplique en forme de démenti aux raids sud-africains de juin —, le 27 juillet dernier, les guérilleros attaquaient au mortier la ville de Ruacana à la frontière angolaise : 40 obus tombaient sans faire de victimes parmi la population de cette petite ville qui abrite des stations de pompage d'un com-

plexe hydro-électrique géant, dont le barrage se trouve en Angola. Cette action était manifestement destinée à montrer que ces installations, vitales pour l'approvisionnement énergétique du pays, ne sont pas hors de portée pour la SWAPO. Malgré cela, il est certain que confrontée à un appareil imposant (la RSA dispose de 40 bases et de 75 000 à 100 000 hommes dans le nord de la Namibie), la SWAPO ne peut espérer remporter une victoire militaire. Cela a conduit cette organisation à s'appuyer, beaucoup plus encore que ne l'ont fait les nationalistes du Zimbabwe, sur les gouvernements occidentaux et sur l'ONU. La SWAPO justifiera sans doute sa politique par ce « pragmatisme » qui va sans doute devenir la vertu la plus recherchée des dirigeants nationalistes d'Afrique australe. Mais il est une autre « vertu » que la SWAPO partage avec les autres organisations de la région, c'est l'absence de démocratie en son sein. Deux affaires l'illustrent, quelle que soit l'évolution ultérieure des personnes impliquées.

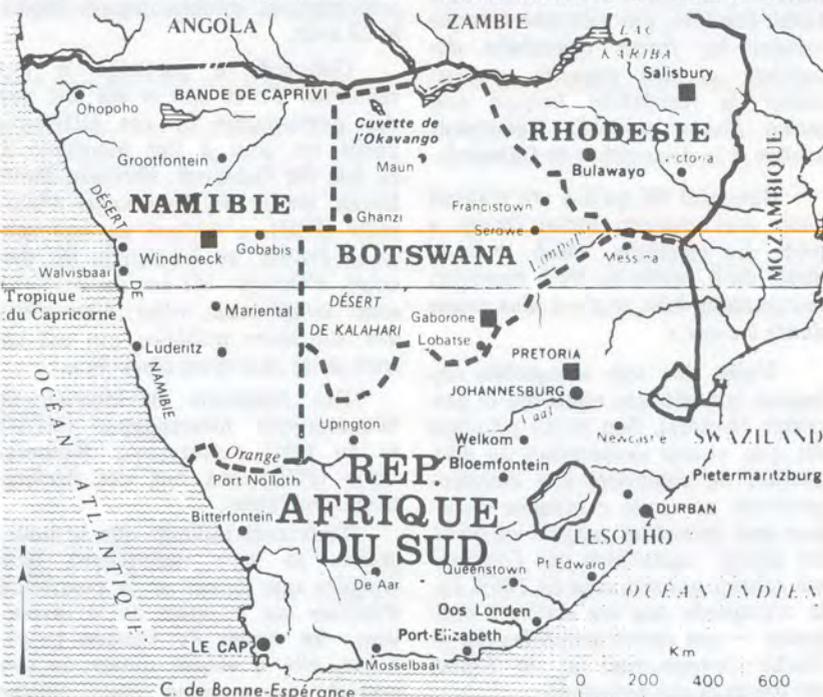
Le 21 avril 1976, Andreas Shipanga et 58 autres responsables de la SWAPO, dont plusieurs animateurs de la guérilla et la quasi-totalité de la direction de la Ligue des jeunes, furent arrêtés par les Zambiens. Shipanga fut transféré en juillet en Tanzanie où il fut détenu sans jugement durant deux ans avant d'être libéré en mai 1978. L'ancien secrétaire à l'information fut exclu avec dix autres membres du comité central

de la SWAPO, accusés « d'avoir organisé et dirigé un complot contre-révolutionnaire visant à saper la lutte de libération », en voulant faire participer la SWAPO à la Turnhalle. Un millier de guérilleros environ furent arrêtés lors de ces événements. Si les positions pro-occidentales de la SWAPO-démocratique que Shipanga a fondée à sa libération font une large part à l'avenir de la libre entreprise, il n'en reste pas moins que la direction de la SWAPO n'a rien fait pour traiter publiquement cette affaire et apporter des preuves tangibles de la trahison d'autant de cadres. Les autres faits plus récents concernent l'exclusion par le comité central, réuni du 17 au 19 juillet 1980, du vice-président de la SWAPO, Mishake Albert Muyongo, avec huit autres responsables, sous l'accusation d'avoir organisé une scission de la région est de la Namibie (la bande de Caprivi). Cette accusation semble vérifiée par la reconstitution de la CANU (Union nationale africaine de Caprivi qui avait fusionné en 1964 avec la SWAPO), qui a d'ailleurs aussitôt été interdite sur son territoire par le gouvernement zambien. Cependant, la direction autour de Sam Nujoma, actuel président, ne s'est pas expliquée sur les « dissensions » qu'avait évoquées Muyongo.

Dans la situation présente, les positions de la SWAPO ne sont pas différentes de celles de Mugabe ou de N'Kommo. Plus encore, la SWAPO a depuis longtemps accepté le cadre défini par les 5 puissances occidentales. Ce sur quoi les dirigeants comptent, c'est l'organisation d'élections quand bien même elles se feraient sur une base raciale, sous l'égide de l'ONU. Ces élections verraient effectivement une large victoire de la SWAPO, mais, pour les occidentaux, les leçons des élections au Zimbabwe montrent que Shipanga pourrait dans une telle confrontation subir le sort de Muzorewa et qu'après tout mieux vaut un régime néo-colonial avec à sa tête un dirigeant nationaliste « réaliste » qu'une guerre civile immédiate. Cela ne veut pas dire pour autant que des explosions sociales analogues à celles qui sont prévisibles au Zimbabwe, en relation avec la remontée des luttes en Afrique du Sud même, ne viendront pas perturber la mécanique bien huilée des manœuvres impérialistes. Les militants de la IVe Internationale devront redoubler d'efforts pour soutenir la lutte des masses namibiennes, dénoncer les projets impérialistes et exiger : Afrique du Sud hors de Namibie !

Septembre 1980

3) L'Ovamboland est la région du nord, frontalière avec l'Angola.



# L'offensive bourgeoise et la question des élections

Lars PALMGREN

**A**UJOURD'HUI, tout le monde parle, à Managua, de l'importance du discours que le dirigeant sandiniste Humberto Ortega a prononcé le 23 août dernier, lors d'un énorme rassemblement appelé pour célébrer la clôture de la campagne d'alphabétisation au Nicaragua.

Dans son discours, Ortega a répondu à la campagne menée par quatre partis bourgeois qui réclament la convocation d'élections dans un délai rapide. Il a déclaré que les priorités de la révolution étaient d'une part la reconstruction de l'économie détruite et d'autre part l'accroissement de la mobilisation des masses et de leur niveau d'organisation.

*«La démocratie commence lorsqu'on a atteint un niveau économique tel que les inégalités sociales commencent à diminuer, a dit Ortega, lorsque les travailleurs et les paysans voient leur niveau de vie s'améliorer...»*

*«Et, même dans des formes plus avancées, la démocratie signifie la participation des travailleurs à la gestion des usines, des haciendas, des coopératives et des centres culturels.»*

Ortega a conclu en disant que les élections n'auraient probablement pas lieu avant 1985. *«Et alors, a-t-il dit, il y aura des élections pour établir le pouvoir révolutionnaire, il n'y a aucun doute là-dessus.»*

La plupart des gens en concluaient que *«la révolution était entrée dans une nouvelle phase»*. Ce qu'il fallait entendre par là dépendait bien sûr de la personne à qui l'on s'adressait.

Cela n'a pas la même signification pour Enrique, jeune cadre de 20 ans des Jeunesses sandinistes, qui revient de la campagne d'alphabétisation, et pour quelqu'un comme Carlos Gabuardi, secrétaire général du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP).

*«Eh bien ! Nous y voilà !»* tel est le commentaire d'Enrique après le discours d'Ortega. *«Maintenant, personne ne peut plus avoir aucun doute sur le type de société que nous sommes en train de construire au Nicaragua. Personne ne peut plus douter que ce sera un Etat où les ouvriers*

*et les paysans auront le pouvoir et où l'économie sera organisée pour satisfaire leurs besoins.»*

*«Ceux qui en doutaient avant, poursuit Enrique, n'ont plus aucune raison de le faire.»*

Lorsqu'Enrique parle, sa voix vibre d'enthousiasme. Il est heureux.

Au siège du COSEP, il n'y a ni enthousiasme, ni bonheur de vivre.

Deux journalistes de *La Prensa*, le journal bourgeois, arrivent en même temps que moi. Répétant les mots d'Enrique, ils disent: *«Nous y voilà !»* Mais lorsqu'ils continuent, on perçoit un ton hystérique dans leur voix. *«Voilà, le communisme est là, disent-ils, le marxisme-léninisme a gagné !»*

Le secrétaire général du COSEP, Carlos Gabuardi, paraît un peu plus calme. Mais ce n'est qu'une apparence. *«Mon impression est que nous venons d'entrer sous le règne du totalitarisme»* dit-il.

*«En fait, le discours d'Ortega signifie l'instauration d'un régime totalitaire, où un groupe prend le pouvoir, excluant tous les autres Nicaraguayens qui ont participé à la lutte contre Somoza.»*

Dans son bureau, Gabuardi a un immense portrait d'Augusto Cesar Sandino, au-dessus de son imposante table. Sandino, qui a dit une fois que *«seules les forces organisées des ouvriers et des paysans peuvent mener la révolution jusqu'à son terme final»* semblait légèrement sourire à la déclaration de Gabuardi.

Gabuardi dit qu'il a cru d'abord avoir mal entendu lorsqu'Ortega a parlé des élections. *«Mais, maintenant, dit-il, après les trois nouvelles lois publiées hier, il n'y a plus aucun doute à avoir.»*

L'une des lois auxquelles Gabuardi fait allusion concerne le processus électoral. Son point principal dit que *«toute nomination ou désignation de candidats aux élections générales et toute campagne publique sont interdites jusqu'à ce qu'elles soient autorisées par l'organisme central qui sera créé en 1984. Cela n'empêche pas les activités politiques — qui seront garanties par le Statut fondamental et le Statut des droits et des garanties»*.

La seconde loi interdit à la presse de publier des articles concernant la pénurie de biens de consommation, ce qui pourrait encourager la spéculation. Pour cette raison, toutes les informations doivent d'abord être contrôlées par un service gouvernemental spécial de l'information.

La troisième loi dit la même chose au sujet des informations concernant la sécurité intérieure, telles que les affrontements armés et les attaques contre les dirigeants de l'Etat.

Les deux dernières lois doivent être appréciées par rapport au rôle que le quotidien *La Prensa* a joué, en répandant des faux bruits sur les difficultés d'approvisionnement en biens de consommation et des affrontements armés à travers tout le pays, en particulier au nord. De telles spéculations sont des armes dont *La Prensa* et l'opposition bourgeoise se sont servies pour créer un mécontentement qu'elles pouvaient utiliser au niveau politique contre le FSLN et le gouvernement.

Aucune déclaration conjointe de tous les partis bourgeois au sujet de ces nouvelles lois et du discours d'Ortega n'a encore été rendue publique. On sait cependant qu'ils ont tenu des réunions pratiquement ininterrompues depuis le 23 août.

Gabuardi a participé à ces réunions. Et ce qui a été dit par des porte-parole de ces différents partis est tout à fait identique à ce que dit Gabuardi. Wilfredo Montalvan, leader du Parti social-démocrate (PSD), a déclaré par exemple à *La Prensa*, au lendemain du discours d'Ortega: *«Si ces déclarations sont confirmées, c'est bien alors une dictature militaire qui est en train de se mettre en place ici.»*

Des dirigeants du Mouvement démocratique nicaraguayen (MDN) et du Parti conservateur démocratique (PCD) ont fait des déclarations semblables.

Tout ceci indique que la bourgeoisie se sent maintenant plus éloignée que jamais de la possibilité d'influer sur le cours de la révolution. Au cours de l'année précédente, elle a essayé d'user de son pouvoir économique pour obliger

le FSLN à faire des concessions au niveau politique. Le discours d'Ortega a été la réponse.

Mais ce discours met non seulement fin aux illusions de la bourgeoisie sur ses possibilités de gagner quelque pouvoir politique, mais il annonce également un nouveau plan économique.

Le bilan — non officiel — du premier plan économique — le plan de 1980 de réactivation économique — montre que la participation du secteur privé ne correspond en rien à ce qui avait été prévu et que les objectifs économiques projetés par le plan n'ont pas été réalisés.

Cela veut dire que la situation économique est très mauvaise. Ortega a lancé un avertissement : «*Nous ne devons pas nous faire d'illusions et croire qu'à court terme nous serons capables de récolter les fruits des biens matériels créés par la sueur de notre classe ouvrière. Le programme économique pour 1981 consiste principalement à consolider les bases de la révolution.*»

«*Mais, a-t-il continué, notre programme pour 1981, dans le*

*même temps, malgré les difficultés se propose de satisfaire les besoins des travailleurs. Le processus économique proposé dans le plan de 1981 nous permettra de mettre progressivement fin à la dépendance dans laquelle nous nous trouvons à l'égard de l'impérialisme.*»

Cela indique que le FSLN et le gouvernement auront au cours de la prochaine année une attitude plus ferme à l'égard des propriétaires qui rechignent à reconstruire le pays.

Pendant la semaine précédente, des travailleurs, sous la direction de la Fédération sandiniste des travailleurs, ont pris en charge la production dans des usines où les propriétaires refusaient d'accorder satisfaction aux revendications des ouvriers.

L'offensive des travailleurs s'est accompagnée d'avancées sur le plan organisationnel. Le commandant Monica Baltodano, une des principales dirigeantes du FSLN, responsable des organisations de masse, m'a dit au cours d'une interview qu'elle s'attendait à ce que les trois syndicats de l'Intersyndicale

(1) s'unifient bientôt avec deux autres syndicats — la CAUS (Centrale d'action d'unification syndicale) et FO (Front ouvrier) — sur un programme commun. Cela aidera à différencier des syndicats tels que la CAUS et FO qui, malgré des divergences idéologiques et des conflits occasionnels avec les Sandinistes, soutiennent le processus révolutionnaire, de ceux qui, tels la CTN (Centrale des travailleurs nicaraguayens) et la CUS (Confédération d'unification syndicale) qui soutiennent la bourgeoisie d'opposition et ses alliés impérialistes.

Le type d'unité syndicale projeté par Baltodano serait un grand pas en avant pour la classe ouvrière. □

(1) Les trois syndicats de l'Intersyndicale sont la Centrale sandiniste des travailleurs (CST), l'Association des travailleurs de la terre (ATC) et la Confédération générale du travail-indépendante (CGT-i) — qui a des liens avec le PSN (Parti socialiste nicaraguayen, appellation du PC pro-Moscou).

Nicaragua

## Comment le FSLN combat la contre-révolution

Will REISSNER

**A**U cours de la campagne d'alphabétisation au Nicaragua, il y eut un certain nombre d'attaques contre de jeunes alphabétiseurs et de jeunes volontaires médicaux dans les campagnes. Le gouvernement révolutionnaire du Nicaragua, tout en luttant vigoureusement contre ceux qui procédaient à ces attaques, faisait cependant la différence entre les contre-révolutionnaires déterminés et les paysans influencés par la propagande anti-communiste.

Il y eut un exemple concret de cette attitude à la mi-juillet dans la région de Yali. Un petit groupe de contre-révolutionnaires s'était introduit au Nicaragua depuis le Honduras et avait lancé des attaques contre les équipes d'alphabétisation et sanitaires. Un membre d'une équipe sanitaire avait été assassiné, ainsi qu'un membre de la milice. La milice est intervenue rapidement contre les contre-révolutionnaires et a capturé les leaders du groupe. Au cours de leur interrogatoire, ils ont admis

avoir reçu des vivres, des armes et de l'argent de la part de 26 paysans de la région.

Ces paysans furent arrêtés. Lorsqu'on les interrogea, ils expliquèrent qu'on leur avait dit que la révolution sandiniste était en train d'installer «*un Etat marxiste totalitaire*» et que leur liberté religieuse serait réduite et leurs terres saisies par le gouvernement.

Les 26 paysans furent détenus pendant 11 jours dans un centre d'éducation et, le 3 août, ils furent relâchés. Le gouvernement sandiniste, à l'occasion de leur libération, tint un meeting d'explication au village de La Rica, situé près de la zone où les contre-révolutionnaires avaient opéré.

Tomas Borge prit la parole au cours de ce meeting et saisit l'occasion pour expliquer les buts et la nature de la révolution et pour répondre à la propagande contre-révolutionnaire. Son discours fut largement reproduit dans le numéro du 4 août du quotidien du FSLN, *Barricada*.

Borge commença par répondre à l'accusation selon laquelle les San-

dinistes étaient «*des ennemis de la religion*», disant que cela était de la propagande anti-communiste primaire. «*Tant que le Sandinisme existera, le Christianisme existera*, a dit Borge, re. «*Tant que le sandinisme existera, le christianisme existera*, a dit Borge, en ajoutant : *Nous nous entendons très bien avec les chrétiens, y compris avec les prêtres; l'Eglise, dans son ensemble, soutient la révolution.*»

Borge s'attaqua ensuite à l'argument selon lequel les brigades d'alphabétisation ne faisaient que répandre le communisme. «*Ceux qui ont dit que les membres des brigades étaient des communistes ont menti, parce que les jeunes ne connaissent rien du marxisme, bien qu'ils aient envie de connaître cette science.*»

«*Les membres des brigades*, continua Borge, *enseignent aux paysans beaucoup plus qu'à lire et à écrire. Ils enseignent la petite histoire, reconstituée à partir de la vieille histoire cachée. Nous pensons que c'est ce qui fait peur aux ennemis de notre révolution, ce que*

les paysans apprennent aujourd'hui, parce que cela veut dire qu'il n'y aura pas de retour de l'exploitation.»

«La révolution n'essaie pas de 'domestiquer' les esprits des gens ou de leur prendre leurs terres, a continué Borge. Mais, au contraire, nous sommes en train de distribuer la terre, de créer des coopératives dans diverses parties du pays afin d'aider les paysans à ensemercer.» Il ajouta que les 26 paysans libérés avaient eu la possibilité de retourner travailler la terre, si bien que leurs familles n'avaient pas souffert de leur emprisonnement. Mais Borge a dit très clairement que «l'on confisquerait la terre» de ceux qui collaboreraient avec les groupes contre-révolutionnaires ou ceux qui récidiveraient.

Borge a rappelé aux paysans relâchés que, s'ils avaient été capturés par la garde nationale somoziste, ils ne seraient pas vivants à l'heure actuelle.

Il a conclu sur des remarques d'ordre général, sur la nécessité pour la révolution de maintenir ses forces armées. La révolution n'abandonnerait «jamais un fusil, jamais un revolver», face à la «revendication insensée» de désarmement des milices sandinistes.

Ceux qui demandent cela, a-t-il dit, «essayent de nous désarmer, mais nous ne nous trouverons pas dans la situation dramatique du gouvernement d'Unité populaire au Chili, lorsque les réactionnaires n'ont pas accepté les mesures démocratiques prises par le gouvernement Allende.»



Borge a souligné que c'était parce qu'Allende n'avait pas d'armes qu'il avait été vaincu. La révolution nicaraguayenne, de son côté, a des armes et elle arme la population tout entière par l'intermédiaire des milices. Ceux qui demandent le désarmement de la population doivent penser que «les sandinistes sont des

idiots, qu'ils n'ont lu aucun livre d'histoire.»

Il a ajouté qu'aujourd'hui, les armes étaient différentes de celles qui existaient sous le régime de Somoza. «Elles ne tirent plus sur des innocents; aujourd'hui, elles servent à défendre le peuple.» □

**Bolivie**

## Le peuple bolivien sous la botte : un tournant dans la situation latino-américaine?

Jean-Pierre BEAUVAIS

**T**ROIS semaines ne s'étaient pas écoulées depuis les élections générales du 29 juin — saluées par toutes les puissances impérialistes comme un pas avant vers la stabilisation de la situation bolivienne — lorsque les militaires se sont une nouvelle fois emparés du pouvoir à La Paz.

Ce coup d'Etat, la féroce dictature du général Garcia Meza, ne peuvent être analysés comme de simples rééditions des multiples «pronunciamentos» et régimes militaires qu'a connus ce pays, en particulier les quinze dernières années.

Des facteurs aussi variés que les méthodes emplo-

yées, les objectifs affirmés, le contexte national, régional et international, se combinent pour conférer au régime de Garcia Meza des caractéristiques dont certaines sont relativement nouvelles en Bolivie et même en Amérique latine.

«Ce coup d'Etat est le premier de l'ère Reagan,» écrivait peu après les événements de La Paz un éditorialiste argentin au service de Videla. Ce commentaire, bien que fondé sur une anticipation hasardeuse des résultats des prochaines élections américaines, est révélateur de la perspective dans laquelle se placent les dictatures du «cône sud» de l'Amérique latine, dont le rôle aujourd'hui est déterminant à La Paz.

Beaucoup plus significatif toutefois serait de rappeler que ce coup d'Etat victorieux est le premier depuis le triomphe de la révolution nicaraguayenne...

# I La marche au coup d'Etat

## PROCESSUS DEMOCRATIQUE ET DECOMPOSITION POLITIQUE

Le coup d'Etat du 17 juillet clôt et marque l'échec d'une timide tentative de «démocratisation» qui s'était ouverte début 1978, avec la phase finale de la dictature du général Banzer.

Ce dernier avait pris le pouvoir en août 1971 pour mettre un terme, dans le sang, à la crise pré-révolutionnaire que vivait alors la Bolivie (1970-1971).

Les sept années qu'a duré son régime ont été une des périodes les plus difficiles qu'ont connues la classe ouvrière et le peuple bolivien dans son ensemble.

Ouverture systématique du pays aux capitaux impérialistes, aux multinationales et à leurs associés argentins et surtout brésiliens; répression et surexploitation féroce des travailleurs dans les villes, les mines et à la campagne; corruption généralisée, ce sont quelques-unes des caractéristiques, peu originales d'ailleurs, de la période Banzer. L'incapacité du régime à maîtriser — même partiellement — une situation économique catastrophique aggravée par les effets de la crise au niveau international, la multiplication des conflits internes au sein de la hiérarchie militaire au pouvoir, la mise à jour de nombreux scandales allaient conduire à la chute du dictateur et, dans un contexte économique et politique cahotique, à la timide — et perpétuellement remise en question — ouverture d'un «processus démocratique», sous la pression, notamment, de l'ambassade américaine.

Cette tentative d'ouverture démocratique, pour limitée et prudente qu'elle fût, n'allait pas donner à la bourgeoisie une stabilité quelconque.

Les formations bourgeoises, divisées à l'extrême et issues en majorité de l'éclatement du MNR (Mouvement nationaliste révolutionnaire), s'entredéchirent plus sur des querelles de personne que sur les solutions à apporter à la crise qui va s'aggravant.

En deux années, du début 1978 aux premiers mois de 1980, c'est à une véritable décomposition des appareils politiques bourgeois traditionnels à laquelle on assiste.

Durant cette courte période, deux élections générales totalement frauduleuses seront organisées, trois coups d'Etat aboutiront tandis que d'innombrables autres tentatives avorteront, deux gouvernements ne seront acceptés que parce qu'ils sont officiellement «provisaires».

Au-delà de cette décomposition des formations politiques bourgeoises, de l'impuissance caricaturale des parlements successifs et de la paralysie d'une partie de l'appareil d'Etat qui en a directement résulté, ce sont deux facteurs nouveaux et le risque de leur combinaison qui, dans ce contexte, ont alerté le plus les secteurs essentiels de la bourgeoisie en Bolivie, en Argentine, au Brésil et avec eux l'impérialisme américain :

- l'approfondissement des divisions au sein des forces armées;
- la renaissance et le nouveau surgissement sur la scène politique du mouvement ouvrier bolivien.

facilitée; comme cela a été mis en évidence durant la période pré-révolutionnaire de 1970-1971.

Certes, à aucun moment depuis la chute de Banzer et jusqu'au coup d'Etat du 17 juillet dernier, ne s'est développée — même embryonnairement — semblable situation au sein des forces armées.

Mais la décomposition accélérée des appareils politiques bourgeois, combinée à l'ampleur croissante de la crise économique, a accentué les divisions, la multiplication des clans et cliques parmi les officiers supérieurs.

Chaque groupe, chaque secteur politique dans sa déliquescence et sa démission ne comptait plus que sur ses propres contacts, sa propre clique chez les officiers pour tenter d'influer sur le cours des choses.

Cette situation a été révélée dans toute son ampleur par le coup d'Etat du colonel Natusch, le 1er novembre 1979, et son éphémère mais sanglante dictature renversée dès le 16 du même mois.

Natusch s'est lancé dans cette opération sans l'aval d'une bonne partie de ses pairs qui la considéraient comme prématurée et mal préparée, mais en liaison étroite avec des politiciens proches de l'ancien président Victor Paz Estenssoro, aujourd'hui dirigeant de la fraction la plus conservatrice issue du MNR, l'*Alianza MNR*, et à laquelle sont d'ailleurs liés... les maoïstes du PCML.

## RENAISSANCE DU MOUVEMENT OUVRIER

Outre l'approfondissement des divisions au sein de la haute hiérarchie militaire et les risques que cela impliquait pour la cohésion de l'institution, c'est d'une donnée plus essentielle, nouvelle dans son ampleur, dont Natusch a été le révélateur involontaire: la renaissance, le nouveau surgissement sur la scène politique du mouvement ouvrier et des masses exploitées. Une donnée qui n'entraîne pas dans les plans des partisans — boliviens et impérialistes — de l'ouverture démocratique timide et limitée. Ils misaient au contraire sur une relative passivité des masses, suite à la dictature de Banzer.

La multiplication des luttes revendicatives et démocratiques au cours de l'année 1978, la prépara-

## DIVISIONS AU SEIN DE L'ARMEE

Les divisions au sein des forces armées n'étaient pas un fait totalement nouveau en Bolivie.

L'intervention directe et quasi-permanente de celles-ci dans la vie politique — notamment à cause du manque d'assises, de l'incohérence de partis bourgeois atomisés et incapables de jouer leur rôle dans la stabilisation du système de domination — n'a cessé d'engendrer conflits et différenciations dans la hiérarchie militaire.

Conflits nés des problèmes — forts concrets — de répartition des «bénéfices» et prébendes liés à

l'administration quotidienne des affaires de la bourgeoisie et de son Etat.

Différenciations, surtout, qui ne sont autres que l'expression d'intérêts sectoriels au sein de la classe dominante qui, ailleurs, s'expriment dans le cadre de ses organisations politiques. Cet état de choses, maintenu aux échelons supérieurs de la hiérarchie, s'est toujours révélé maîtrisable. Mais le réel danger pour l'ordre établi est qu'en cas d'intense polarisation des conflits de classe dans le pays, leur traduction au sein de l'institution militaire — dans son ensemble cette fois —, s'en trouve d'autant plus

tion puis la tenue en mai 1979 du congrès de la COB (Centrale ouvrière bolivienne), la grève générale que cette dernière déclencha en août 1979 contre les fraudes massives et grossières des élections de juillet, avaient, avec une force croissante, jalonné la rentrée du mouvement ouvrier bolivien sur la scène politique après l'accumulation de défaites qu'avaient signifiées les années noires du «Banzerisme».

Et c'est dans leur riposte au coup d'Etat de Natusch que les travailleurs et les masses boliviennes feront la véritable démonstration de la renaissance de leurs forces.

Malgré l'occupation militaire des principales villes du pays, notamment

La Paz, et l'état de siège, c'est à une véritable insurrection populaire de masse que doivent s'affronter les partisans de Natusch. Derrière la Centrale ouvrière bolivienne, c'est massivement et spontanément que se mobilisent les mineurs, les travailleurs des principales zones industrielles, les étudiants et de nombreux groupes paysans.

Après des affrontements qui se solderont par plus de 300 morts, 200 disparus et 400 blessés, mais aussi abandonné par les autres secteurs de l'armée renforcés dans leur conviction qu'il s'agit d'une aventure prématurée, Natusch doit reculer et abandonner le pouvoir.

---

### LE POINT CULMINANT DE LA CRISE

---

L'aventure de Natusch, pour éphémère qu'elle ait été, est à de nombreux égards le moment-clé de cette période cahotique qui prendra fin avec le coup d'Etat du 17 juillet.

Révélatrice des divisions, de la crise au sein de la hiérarchie militaire, elle sera aussi le point culminant de cette crise.

Retournés dans leurs casernes, traumatisés dans leur ensemble — et malgré leurs divergences — par l'échec d'un des leurs face à la mobilisation populaire et ses conséquences potentielles, les militaires vont sans difficultés et à-coups s'attacher à reconstituer leur unité, tout en fixant d'étroites limites à l'action de la présidente provisoire nommée après le 16 novembre, Lidia Gueiler.

Au centre de cette opération, on trouve déjà le général Garcia Meza qui, dans un premier temps, obligera la présidente Gueiler à nommer les généraux Ruben Rocha et Armando Reyes — qui avaient appuyé Natusch — à la tête de l'armée et ensuite s'imposera lui-même à ce poste.

Révélatrice de la radicalisation, du degré et de la capacité de mobilisation des travailleurs boliviens, la riposte au coup d'Etat de Natusch

sera de son côté le point culminant de cette vague de mobilisations.

Certes cette victoire sera ressentie et comprise comme telle par les travailleurs boliviens. Elle ouvre immédiatement une nouvelle étape de la radicalisation d'importantes couches des masses opprimées. Elle renforce la COB. Elle stimule la volonté unitaire de nombreux secteurs, ce qui se concrétise au niveau paysan par le développement de la *Confederacion Unica de Campesinos de Bolivia*, avec la participation de la plupart des associations et partis paysans et dont l'intégration au sein de la COB donne une dimension nouvelle à l'alliance ouvrière-paysanne.

Cette victoire, il faut l'ajouter, crée aussi de dangereuses illusions sur les rapports de forces réels dans le pays. La mobilisation, les combats de rue ont fait reculer un secteur aventuriste — et conjoncturellement isolé — des forces armées. C'est une expérience essentielle faite par les masses. Ce n'est pas pour autant une victoire sur l'armée et les classes dominantes dans leur ensemble comme beaucoup, au sein de la gauche, le croiront.

---

### MANOEUVRES ELECTORALES : DIVISION ET COLLABORATION DE CLASSE

---

Très rapidement alors vont commencer les manœuvres politiques dans la perspective des élections de juin 1980, manœuvres qui seront autant d'entraves à ce nouvel élan de la mobilisation ouvrière et populaire.

Le PCB (Parti communiste bolivien) et le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire — formation

social démocrate liée à l'Internationale socialiste), principales organisations ouvrières réformistes dont les directions sont restées largement passives lors des mobilisations contre Natusch, considèrent qu'il faut faire de celles-ci le point de départ d'une mobilisation pour la campagne électorale. Campagne qu'ils feront en

coalition au sein de l'UDP (Union démocratique populaire) avec l'un des partis bourgeois les plus importants, le MNRI (Mouvement national révolutionnaire de gauche) de Siles Suazo, évidemment étranger à l'insurrection populaire de novembre 1979.

Cette orientation n'est pas nouvelle pour ces deux organisations. Dans cette période cruciale, et malgré l'expérience toute fraîche des potentialités d'une mobilisation indépendante et unitaire des travailleurs et des masses, elle conduira un secteur très important à mettre ses énergies et sa force au service d'une coalition dont le programme et les objectifs sont ceux d'une importante fraction de la bourgeoisie bolivienne et aussi de l'impérialisme. Le Département d'Etat américain, par l'intermédiaire de son ambassade à La Paz, et la social-démocratie allemande, en particulier, apporteront ouvertement durant toute la campagne un soutien politique et matériel à l'UDP et à son candidat à la présidence, Siles Suazo, qu'ils jugent le plus apte dans le chaos bolivien à canaliser et contenir la montée des masses.

Cette orientation signifie aussi une profonde division au sein d'un mouvement ouvrier qui s'était retrouvé uni dans l'insurrection. La COB dont le poids et le prestige s'étaient considérablement renforcés sur la base de son rôle dirigeant dans la mobilisation contre Natusch en fera la première les frais.

Si, lors des affrontements de novembre, les directions du PCB et du MIR n'avaient pas usé du poids important qu'ils ont au niveau de l'appareil et des organismes dirigeants de la Centrale ouvrière, s'ils avaient, en fait, «laissé faire» leurs dirigeants syndicaux, leur attitude en vue des élections sera totalement différente.

Ils feront tout pour s'opposer à une candidature de la COB ou appuyée par la COB, qui aurait pu prolonger au plan électoral la récente mobilisation indépendante et unitaire des travailleurs et des masses.

C'est dans ce cadre qu'il faut replacer la candidature de Juan Lechin, le secrétaire général de la COB. Une partie de la base de la COB, la majorité des organisations révolutionnaires, dont nos camarades du *POR(Combate)*, sont favorables à sa candidature à la présidence de la République comme candidat de la COB. Après de nombreuses hésitations et tractations, Lechin est finalement candidat, mais non de la COB afin, dira-t-il, de «préserver l'unité et l'indépendance du syndicat»; en fait, pour ne pas affronter directement l'orientation des directions du PCB et du MIR.

Lechin est appuyé et présenté par une coalition regroupant, notamment, son propre parti, le PRIN, une petite formation composée de membres de l'appareil syndical qui lui sont inconditionnels et plusieurs organisations révolutionnaires dont le PRT(B), VC del POR et POR (Combate).

L'impact initial de cette candidature, perçue avant tout par les travailleurs comme la candidature du secrétaire général de la COB, conduira à de nouvelles pressions de la part du PCB et du MIR et à de nouvelles tractations confuses — et pour l'essentiel secrètes — entre ces derniers et Lechin.

Finalement, Lechin se retirera sans même consulter ses alliés (lâchés sans alternative de par les contraintes du processus électoral) pour préserver sa situation et son poste au sein de l'appareil syndical que le PCB et le MIR prétendaient incompatibles avec sa candidature.

Collaboration avec une partie de la bourgeoisie et ses tuteurs impérialistes, division, confusion, absence d'alternative de classe. La contradiction entre le panorama électoral et le contenu et la signification des mobilisations de novembre est totale. L'effet démobilisateur et désagrégateur est considérable.

Aux élections, les travailleurs n'auront le choix qu'entre Siles

Suazo, le Parti socialiste (*Uno*) de M. Quiroga Santa Cruz, une organisation au programme radical, mais non exempte de confusions, indépendante de la bourgeoisie, mais encore peu présente dans le mouvement syndical et dans les mobilisations des travailleurs.

Face à cette situation, et alors que ses efforts pour redonner plus de cohésion à l'armée combinés à ses préparatifs de coup d'Etat allaient bon train, le général Garcia Meza pouvait déclarer avec un total cynisme, mais aussi un certain réalisme — de son point de vue : «*Les forces armées respecteront les résultats des élections du 29 juin, selon le candidat qui sortira vainqueur.*»

## II Les résultats électoraux et le coup d'Etat

Malgré les pressions et les menaces des militaires et l'activité terroriste impunie de groupes civils d'extrême-droite, les élections générales ont pu se tenir à la date fixée, le 29 juin.

Les pressions internationales, le nombre des candidatures bourgeoises, l'attitude de la présidente Gueller et aussi la stratégie de l'état-major militaire autour de Garcia Meza, avant tout préoccupé par la préparation et le choix du moment pour son coup d'Etat, sont autant d'éléments qui ont contribué à faire de ces élections, paradoxalement, les moins frauduleuses depuis longtemps.

---

### POLARISATION

---

Bien que de manière partielle et déformée, les résultats électoraux reflètent la polarisation de classe et le poids accru du mouvement ouvrier sur la scène politique. L'UDP et Siles Suazo présentés par le PCB et le MIR comme l'alternative ouvrière et réformiste, qui ont mené avec beaucoup de moyens une campagne démagogique nationaliste et populiste, tout en se maintenant dans un cadre parfaitement acceptable pour leurs soutiens bourgeois et impérialistes, recueillent environ 40 pour cent des voix, dans leur majorité d'ouvriers et de paysans.

Le PS (*Uno*) qui, aux précédentes élections, avait fait des scores extrêmement modestes (2 à 3 pour cent) recueille cette fois un peu plus de 12 pour cent des voix.

C'est là, malgré les confusions du PS (*Uno*), l'expression d'un refus de la collaboration de classe, de la collaboration avec la bourgeoisie pratiquée au sein de l'UDP, de la part de secteurs parmi les plus radicalisés et les plus avancés des travailleurs. C'est dans les quartiers ouvriers de La Paz et des principales villes du pays, et aussi dans certaines zones minières, que le PS (*Uno*) réalise ses meilleurs scores, devançant souvent l'UDP.

A eux seuls, PS (*Uno*) et UDP sont donc majoritaires dans le corps électoral.

A droite également, la polarisation est évidente. Elle se traduit par une sérieuse défaite de Paz Estensoro, candidat de l'Alliance-MNR, au profit de l'Alliance démocratique nationale (ADN) de Banzer, l'ancien dictateur. Ce dernier reçoit un peu plus de 20 pour cent des votes. Sans pour autant faire des gains spectaculaires, par rapport aux précédentes consultations, où la fraude avait joué massivement en sa faveur, Banzer a réussi, au cours de ces élections, à étendre l'influence et à consolider les structures de l'ADN, désormais la principale force politique de la droite.

C'est un grand pas en avant dans la réalisation de son projet parallèle mais distinct de celui de Garcia Meza. Tirant les leçons, à la fois de ses huit années de dictature — en particulier de la faiblesse que constitue l'absence d'une base sociale politiquement organisée — et de la décomposition de la plupart des formations politiques bourgeoises traditionnelles, Banzer, tout en maintenant des liens étroits avec de nombreux militaires, s'était lan-

cé dans la construction de ce «nouveau parti» qu'est l'ADN.

Lieu de rassemblement des secteurs les plus réactionnaires de la bourgeoisie, des activistes de l'extrême droite fasciste ou fascisante et de nombreux officiers fidèles à sa personne, l'ADN, sous l'impulsion de Banzer, et au moyen d'une propagande anti-communiste et patriotique chauvine, a systématiquement cherché à regrouper une partie de la petite-bourgeoisie et les secteurs les plus attardés de la paysannerie, victimes de la crise et effrayés par le chaos et la remontée du mouvement ouvrier.

Cela, dans le but de consolider et d'organiser la base sociale potentielle d'une future dictature militaire, mi-militaire, à la tête de laquelle il se projetait dans chacun de ses discours électoraux.

---

### ULTIMES CONCESSIONS

---

Aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue, il revenait au nouveau Parlement — au sein duquel les rapports de forces étaient à peu près identiques aux pourcentages de voix recueillies — d'élire le futur président. Siles, avec l'accord du PCB et du MIR, a dans les discussions préliminaires donné toutes les assurances possibles à la droite — en particulier à Paz Estensoro — pour garantir son élection.

Ces assurances étaient aussi destinées aux militaires: aucune nationalisation; plan de redressement économique préparé conjointement avec le patronat et le Fonds monétaire international; gouvernement où, dans

tous les cas, les représentants du MIR et du PCB seraient largement minoritaires et où la désignation des ministres de la Défense et de l'Intérieur — des militaires — reviendrait en fait à l'état-major. Le PCB affirmait même ne revendiquer aucun ministère pour faciliter un large accord !

On pouvait difficilement aller plus loin...

Les élections passées, Siles, certain d'être désigné par le Parlement, accorde des concessions propres à satisfaire les militaires les plus exigeants : pour la première fois depuis

de nombreux mois, le risque d'un coup d'Etat à court terme semblait s'éloigner. La vigilance des organisations ouvrières, syndicales et politiques, les plus combatives tendait à se relâcher.

C'est le moment que Garcia Meza choisit pour déclencher le coup d'Etat. Un coup à l'évidence planifié depuis longtemps, où peu de place était laissée à l'improvisation et où les erreurs commises par Natusch allaient soigneusement être évitées.

---

## L'OBJECTIF : ECRASER LE MOUVEMENT OUVRIER

---

La précision et la brutalité des premières déclarations des conjurés ne laissent guère de place à l'exégèse. Il s'agit d'en terminer pour longtemps avec les tentatives d'ouverture politique «propices au désordre, à l'instabilité et à la subversion», selon Garcia Meza.

Il s'agit d'écraser le mouvement ouvrier en liquidant ses dirigeants, en détruisant ses organisations.

C'est l'école de Pinochet, en plus fruste encore, en plus brutale si cela est possible.

Tout, dans le déroulement du coup, dans les premières mesures gouvernementales, va dans ce sens. Il faut arrêter — et si nécessaire assassiner — le maximum de dirigeants politiques et syndicaux, très vite, avant tout début de résistance organisée : les opérations déclenchées à La Paz cinq heures après le soulèvement de la garnison de Trinidad permettent de s'emparer, dans l'assaut du local de la COB, d'un bon nombre des dirigeants de la centrale ouvrière, dont Juan Lechin, et des partis de gauche, dont M. Quiroga Santa Cruz, réunis avec eux pour débattre d'une riposte aux événements de Trinidad.

Les premières actions, comme cet assaut du local de la COB, la prise du palais présidentiel et l'arrestation de l'ensemble du Conseil des ministres, l'occupation des studios de radio et de télévision, des rédactions des quotidiens, du central téléphonique, sont menées par des commandos para-militaires vêtus en civil et circulant en ambulances pour ne pas attirer l'attention de la population et retarder d'éventuelles mobilisations.

Chaque ville est coupée du reste du pays, quadrillée ; commencent les rafles aveugles et, à la faveur du couvre-feu, la recherche systématique de tous les cadres politiques et militants connus de la Sécurité militaire.

En quelques jours, tant à La Paz qu'en province, ce seront plusieurs milliers de personnes qui seront arrêtées, parquées dans les stades, torturées ou déportées dans la jungle amazonienne.

Combien parmi elles ont été assassinées froidement, comme M. Quiroga Santa Cruz, le dirigeant du PS (*Uno*) ?

Parallèlement, les partis politiques sont interdits, les syndicats dissous, la presse, la radio, la télévision, placés directement sous l'autorité de l'armée, l'université fermée pour une période indéterminée...

Toutes ces mesures, toute cette terreur n'empêcheront pas le peuple bolivien de manifester massivement son opposition au coup d'Etat.

Malgré les arrestations et les menaces, le pays sera paralysé, pendant plus de 48 heures, par une grève quasi générale très largement suivie.

Dans les quartiers populaires de La Paz, de Santa Cruz et d'autres villes encore, les patrouilles mili-

taires seront plusieurs jours durant harcelées par des noyaux de francs-tireurs.

Les principales routes d'accès à La Paz seront coupées par des paysans mobilisés.

Dans les zones minières surtout, la résistance sera massive, appuyée par l'ensemble de la population.

Il faudra faire intervenir l'aviation pour que les radios des mineurs se taisent.

Prudente, l'armée encerclera les agglomérations minières pour affamer les grévistes retranchés et leurs familles. Ne pouvant se permettre, étant donné la situation économique catastrophique de la Bolivie, de voir la production minière paralysée longtemps, le gouvernement adoptera une tactique différenciée. Dans certains cas, il y aura négociation pour assurer la reprise du travail, dans d'autres, ce sera le massacre comme à Caracoles, où, selon les témoignages recueillis par *Amnesty International*, il y aurait eu 900 morts et disparus après l'intervention de l'armée et de l'artillerie, le 4 août, soit 18 jours après le coup d'Etat lui-même.

Mais les actions frontales de résistance, non coordonnées, de plus en plus isolées, ne pouvaient continuer sans devenir suicidaires.

Partout le travail a repris ; mais, dans les mines, la production, selon les ingénieurs étrangers, a baissé de 60 pour cent.

Des formes de résistance de ce type se développent, dans la perspective d'une lutte à long terme ; des inscriptions hostiles au régime apparaissent sur les murs, les premières publications clandestines circulent. Siles Suazo enfin, s'appuyant sur la légitimité des urnes, a constitué dans la clandestinité un «gouvernement légal» ce qui, au plan international, gêne considérablement la dictature.

---

## RESISTANCE DES TRAVAILLEURS ET ISOLEMENT INTERNATIONAL

---

A deux mois du coup, un premier bilan de la situation peut être dressé.

Si les militaires contrôlent le pays, leur régime ne dispose pour l'instant d'aucune base sociale significative et organisée.

C'est là, toutefois, une donnée qu'il faudrait très largement nuancer si, comme le donnent à penser plusieurs informations concordantes, Banzer et l'ADN décidaient finalement — sous la pression de l'Argentine et du Brésil — d'appuyer le nouveau régime, et même d'entrer dans un gouvernement remanié.

S'ils se sont abstenus de le faire jusqu'alors, c'est notamment parce que le coup d'Etat court-circuitait leur propre projet.

Une telle décision, de plus, renforcerait la junte dans les prochaines discussions sur la renégociation de la dette extérieure.

Si, malgré les sabotages, malgré la baisse de la production dans les mines, l'activité est normale, dans l'ensemble, la dictature n'a pas pour l'instant atteint son objectif : écraser, détruire le mouvement ouvrier.

En dépit des trahisons et des divisions si évidentes durant la campagne électorale, en dépit de l'arrestation, la disparition d'un grand nombre de ses dirigeants et de ses cadres, les putschistes ont une fois encore sous-estimé les traditions de lutte et d'organisation, la combativité et le courage des travailleurs boliviens et de leur avant-garde, les mineurs.

Ces traditions, combinées aux effets et aux leçons tirées de la rapide remontée des luttes de ces deux dernières années, n'ont pu être anéanties par les putschistes dont la tactique a été de «frapper dur et fort», très rapidement.

Avoir dû négocier la reprise du travail dans un nombre important de mines, en renonçant dans l'immédiat à leur militarisation complète, est le symbole même des reculs des militaires par rapport à leurs objectifs initiaux et ouvertement proclamés.

C'est là, à terme, une faiblesse considérable de la dictature qui se combine avec deux autres facteurs autrement plus menaçants dans l'immédiat. La situation à l'intérieur de l'armée d'abord, où des signes d'opposition au cours actuel ont pu être relevés.

Des désertions de soldats ont eu lieu lors des combats dans les régions minières et récemment la junte a fait état de difficultés pour enrôler de nouvelles recrues dans le cadre d'un plan d'accroissement des effectifs. Dans un pays où plus de 50 pour cent de la population potentiellement active est sans emploi, c'est là un extraordinaire aveu d'isolement.

Les actions répressives les plus dures continuent systématiquement à être menées par des groupes paramilitaires, composés d'officiers en civil, d'activistes de la Phalange bolivienne, un groupe d'idéologie fasciste et de lumpens liés au trafic de la drogue; et il est confirmé que plusieurs unités ont refusé de s'y associer.

On assiste à de nombreuses mutations dans le corps des officiers, étroitement contrôlé par des spécialistes de la Sécurité militaire argentine. Le colonel Mario Vargas Salinas, commandant la garnison de Cochabamba, le général Hugo Echeverría, commandant des blindés de Santa Cruz, tout en déclarant respecter la discipline hiérarchique, ont annoncé qu'ils ne soutenaient pas le gouvernement dans lequel, par ailleurs, aucun officier de la garnison de La Paz n'a accepté de participer.

Si le général Garcia Meza avait réussi à s'assurer solidement le contrôle de l'appareil militaire entre l'échec de Natusch et le 17 juillet, il n'a pu pour autant supprimer tous les effets des divisions antérieures. C'est en partie cela que reflète la situation actuelle des forces armées, mais c'est aussi le produit des méthodes grossières et expéditives de la plupart des membres du gouvernement, en particulier du ministre de l'Intérieur, le colonel Arce, et de leurs liens trop connus et trop voyants, pour de nombreux officiers, avec le trafic de la drogue et avec la mafia, cause de discrédit supplémentaire au niveau international.

On aborde là une autre faiblesse du régime — la plus sérieuse en ce moment: son isolement international.

S'il est soutenu politiquement, aidé économiquement et financièrement par les dictatures voisines, en premier lieu par l'Argentine — une donnée essentielle sur laquelle nous reviendrons plus loin —, le régime a été unanimement condamné sous une forme ou une autre par la plupart des autres pays latino-américains et la totalité des puissances impérialistes.

L'OEA (Organisation des Etats américains), à l'initiative des pays du Pacte andin, du Mexique et aussi des Etats-Unis, a publié une condamna-

tion très ferme des méthodes du nouveau régime. Seuls le Chili et le Paraguay s'y sont opposés tandis que le Brésil et l'Argentine... préféraient s'abstenir, bien que, pour une bonne part, ces méthodes soient celles des officiers et des «spécialistes» argentins présents à La Paz.

Même si cette abstention est avant tout une couverture de leurs actions en Bolivie — pendant et après le coup d'Etat —, elle traduit bien le degré d'isolement du régime.

Les effets économiques de cette situation sont catastrophiques; la suppression — au moins temporaire — de toute aide gouvernementale de la part des Etats-Unis et de la quasi-totalité des pays européens a des effets immédiats sur un pays au bord de la banqueroute, dont le montant de l'endettement extérieur dépasserait maintenant celui du Produit National Brut et qui, précisément, doit de toute urgence renégocier l'ensemble de sa dette pour éviter une asphyxie totale.

A ce niveau, ni l'Argentine, ni le Brésil ne sont en mesure de renflouer seuls l'économie bolivienne.

La combinaison des développements à l'intérieur du pays — avant tout le fait qu'une résistance ouvrière existe, encore faible, embryonnaire, mais bien réelle — et de l'isolement international ouvre de grandes possibilités d'action et d'impact politique, en Bolivie même, aux indispensables campagnes de solidarité du mouvement ouvrier international avec le peuple bolivien.

De même que la solidarité avec la révolution nicaraguayenne et avec les combattants salvadoriens, la solidarité avec les travailleurs boliviens doit être, dès à présent, au centre de toutes les actions de soutien aux luttes des peuples d'Amérique latine, tant le caractère, la signification et les implications du coup d'Etat lui confèrent une dimension internationale.

### III La dimension internationale du coup d'Etat

De façon immédiate, cette dimension est donnée par le rôle direct — et de toute évidence, décisif — qu'ont joué les militaires argentins.

Une participation de cette ampleur, politique et technique, longuement planifiée et à laquelle les Etats-Unis sont étrangers est un fait politique nouveau et majeur en Amérique latine, qui devra être analysé avec plus de recul, mais dont on peut déjà cerner les principaux aspects et leurs implications.

Selon le journal *Folha de Sao Paulo*, dès le mois de mai, des officiers supérieurs de l'état-major brésilien en visite en Argentine ont été informés d'un plan de coup d'Etat à La Paz. Ces officiers auraient interprété la démarche de leurs collègues argentins, toujours selon *Folha de Sao Paulo*, comme un moyen de tester l'attitude du gouvernement brésilien.

Plus tard, mais avant les élections du 29 juin, les membres d'un groupe théâtral cubain ont été

arrêtés à La Paz, en même temps que des artistes boliviens. Plusieurs d'entre eux sont formels: parmi les policiers en civil qui les ont interrogés, certains avaient un fort accent argentin.

De nombreuses personnes, — dont des étrangers — arrêtées en différents endroits immédiatement après le coup, puis relâchées, affirment la même chose.

Les rares témoins de l'assaut du local de la COB aujourd'hui en liberté et qui osent parler — dont une

journaliste se trouvant à l'intérieur et qui a pu s'échapper — sont formels: le groupe d'assaut, composé de civils, était partiellement encadré par deux ou trois Argentins, là encore aisément repérables à cause de leur accent.

Dans les heures qui ont suivi le coup, la télévision bolivienne a pu diffuser des programmes argentins grossièrement anti-communistes, amenés sur place à l'avance, et dont certains ont déjà été utilisés dans le passé par les militaires de Buenos-Aires pour encourager la population à «coopérer avec les actions anti-terroristes».

On pourrait ainsi multiplier les exemples, qui tous se recourent. D'ailleurs des informations concordantes émanant d'officiers supérieurs péruviens et équatoriens et reprises par plusieurs journaux latino-américains, parlent de 200 spécialistes de la lutte anti-subversive, «prêtés» par Videla au nouveau régime bolivien.

L'utilisation systématique de groupes para-militaires habillés en civil est elle-même une tactique particulière des militaires argentins depuis plusieurs années.

Plus que la reconnaissance diplomatique immédiate, l'importante aide rapidement fournie au nouveau régime est une autre preuve de cette implication directe.

Rappelons que dès le lendemain du coup d'Etat, Garcia Meza annonçait que Buenos-Aires avait promis un prêt d'urgence de 50 millions de dollars en cas de suspension temporaire de crédits de la part d'autres pays.

Fin août, un prêt de 200 millions de dollars était annoncé ainsi qu'un important don de blé qui n'a-

vait pas été prévu dans les plans d'échange entre les deux pays.

Les motifs économiques avancés pour expliquer l'intervention sont peu convaincants. L'Argentine a certes des intérêts en Bolivie, mais ils n'étaient absolument pas menacés par l'arrivée au pouvoir de Siles Suazo. Les relations commerciales entre la Bolivie et l'Argentine sont importantes, surtout pour la Bolivie dont l'Argentine est le premier partenaire commercial latino-américain (235 millions de dollars en 1978), loin devant le Brésil (100 millions de dollars, toujours en 1978) et le Pérou (25 millions de dollars également pour 1978).

Or, le seul contentieux potentiel sérieux entre les deux pays concernait la renégociation des tarifs du gaz naturel que la Bolivie vend à l'Argentine très largement en-dessous des tarifs mondiaux. L'UDP prévoyait le doublement du prix du gaz; mais ce ne peut être évidemment une justification au rôle joué dans le coup d'Etat.

Quant à l'hypothèse selon laquelle il s'agirait d'un nouvel aspect de la vieille lutte d'influence dans la région entre le Brésil et l'Argentine, elle est contredite par de nombreux faits, depuis les liens étroits entre militaires boliviens et brésiliens, remontant à l'époque de Banzer, jusqu'aux informations données par les officiers argentins eux-mêmes à leurs collègues brésiliens sur la préparation d'un coup d'Etat.

Mais surtout, cette hypothèse ne tient pas compte du récent rapprochement entre les deux dictatures, du développement de leur coopération à tous les niveaux, en particulier celui de la prétendue «sécurité continentale», de leur volonté de créer à terme un véritable axe politique, ce qui, à bien des égards, changeraient les données politiques de la région.

## METTRE EN ECHEC LES POLITIQUES «D'OUVERTURE DEMOCRATIQUE»

Les motivations des militaires argentins pour intervenir comme ils l'ont fait sont uniquement politiques, mais elles dépassent largement le strict cadre bolivien; elles répondent fondamentalement aux mêmes préoccupations et aux mêmes objectifs que leur rapprochement avec Brasilia.

Il s'agissait d'aider puissamment à mettre fin à une situation dont les développements potentiels pouvaient présenter un danger pour leur régime. Mais ce faisant, il s'agissait surtout de mettre en échec, de donner un coup d'arrêt à la politique des pourtant timides «ouvertures démocratiques», à la politique «d'institutionnalisation», selon le vocabulaire en vigueur dans les pays concernés.

Au-delà de divergences secondaires, de conflits bilatéraux entretenus avant tout pour des raisons intérieures, comme celui entre l'Argentine et le Chili à propos du canal de Beagle, les militaires argentins, brésiliens et chiliens font la même analyse de la situation latino-américaine.

Depuis un an au moins, en fait depuis la victoire de la révolution nicaraguayenne, qu'il s'agisse d'éditoriaux de porte-parole officiels des états-majors ou d'études publiées par des instituts travaillant en liaison avec les écoles de guerre sur la situation régionale et internationale, leurs grandes conclusions sont convergentes.

\* Il y a une «instabilité croissante» dans de nombreux pays et globalement au niveau continental.

\* C'est une situation qui «favorise le développement des organisations subversives et l'extension de leur activité», le Nicaragua et l'Amérique centrale étant là au centre de leurs préoccupations.

\* Il y a dans le continent une tendance à l'interdépendance croissante des différentes situations nationales, d'où les tentatives d'étendre le concept de «sécurité nationale», par lequel depuis longtemps les militaires tentent de donner une pseudo-justification idéologique à leur politique répressive, à celui de «sécurité régionale» ou «sécurité continentale».

\* Il y a une perte relative d'influence et d'initiative politique des Etats-Unis dans la région.

\* La tactique dominante de l'administration Carter, en liaison avec l'influence croissante des gouvernements européens, conduit à favoriser et appuyer la politique des processus dits de «démocratisation». C'est là une tactique «gravement erronée» et «dangereuse». Elle est «l'un des facteurs de l'instabilité croissante et de l'extension de l'activité subversive».

En d'autres termes, il faut stopper cette politique d'ouverture démocratique, d'institutionnalisation puisqu'elle est facteur d'instabilité dans la région et que — étant donné qu'il y a interdépendance croissante — elle est une menace directe.

C'est très exactement le cadre politique et la justification de la participation au coup d'Etat bolivien.

Dans un éditorial intitulé «*Les leçons de Bolivie*», un journaliste argentin, connu pour exprimer les positions du gouvernement, n'écrivait-il pas quelques jours après le coup d'Etat: «*Les élections dans ce pays avaient été artificiellement prématurées et les notions de démocratie imposées depuis Washington ne peuvent pas être exportées en Amérique latine, particulièrement dans une nation qui manque de protection contre la menace marxiste, l'infiltration et la subversion.*»

Cette divergence tactique est intrinsèquement liée à la nature, à la justification et à la survie de ces dictatures, produits de la domination impérialiste. Mais, de plus, elle se nourrit de la contradiction objective de cette politique de l'impérialisme et de secteurs importants de la bourgeoisie latino-américaine; contradiction révélée avec plus de clarté que jamais auparavant par la modeste tentative d'ouverture démocratique bolivienne.

Les tentatives de «démocratisation», «d'institutionnalisation» ont

été menées pour remédier au discrédit et à la dangereuse usure politique de dictatures militaires, comme c'était le cas en Equateur, au Pérou, en Bolivie.

Il s'agit de créer les conditions permettant que se mettent en place des solutions de rechange politiques garantissant à la bourgeoisie et à l'impérialisme le maintien et la stabilité de leur domination. Mais ces tentatives, de par leur nature, s'accompagnent nécessairement d'une réanimation, d'une relance du mouvement de masse. Le caractère explosif des contradictions sociales en Amérique latine, encore accentuées par les effets de la crise mondiale, rendent difficile, sinon impossible, de maintenir cette réanimation dans les limites souhaitées.

Tout contexte d'ouverture, aussi limité soit-il, permet aux travailleurs, aux couches exploitées, de se remobiliser, de se réorganiser, de se renforcer. La puissance et le rythme de ce processus inévitable dépend évidemment de facteurs tels que les traditions de lutte et d'organisation ou le poids des défaites antérieures.

En même temps, au plan économique, les conditions de l'exploitation impérialiste, le passif généralement désastreux du régime précédent (dictature en crise) et, depuis plusieurs années, les effets de la crise internationale, interdisent d'envisager une politique significative de concessions permettant de satisfaire au moins certains des besoins élémentaires des masses.

Au contraire, la situation exige très rapidement des mesures dites d'austérité; en d'autres termes, l'accroissement de la surexploitation et du chômage qui peuvent, alors que le mouvement ouvrier se remobilise et se renforce, conduire à des conflits durs, à de véritables explosions.

En contribuant puissamment, et sans doute de façon décisive, à la réussite du coup d'Etat de Garcia Meza, les militaires argentins, au nom de leurs collègues dans la région, ont mis en évidence les contradictions et l'impasse de cette tactique de l'impérialisme et de ses alliés dans sa mise en œuvre.

La mettant en échec en Bolivie, c'est son application ailleurs dans le continent (et donc, essentiellement, chez eux) qu'ils espèrent voir remise en question.

C'est dans cette perspective, d'ailleurs, qu'ils placent beaucoup d'espoirs en une victoire de Reagan aux prochaines élections américaines.

Quels seront les effets de cette politique offensive, qui ne manque évidemment pas de relais ni de sympathies aux Etats-Unis ?

Préfigurerait-elle — indépendamment du résultat des élections américaines — un nouveau cours tactique de l'impérialisme dont, à terme, un axe Brasilia-Buenos-Aires pourrait constituer le fer de lance ?

Le précédent de la participation directe, autonome et d'ampleur à un coup d'Etat dans un autre pays du continent — comme l'a fait l'armée

argentine — pourra-t-il être invoqué à l'avenir, dans un autre contexte ? Avec l'accord et l'appui de l'impérialisme, par exemple...

Ce sont là quelques-unes des questions essentielles que pose, au niveau latino-américain, le coup d'Etat de La Paz; des questions d'actualité alors que, malgré des inégalités, le développement des mobilisations ouvrières, et plus généralement, la remontée des luttes, se poursuivent à l'échelle du continent; alors que s'approfondit le cours de la révolution nicaraguayenne, que les affrontements prennent une nouvelle ampleur au Salvador et, qu'au Pérou, par exemple, prototype même d'un « processus d'institutionnalisation », Belaunde Terry est confronté à une vague de luttes revendicatives d'une ampleur imprévue.

Dans une bonne mesure, la réponse à ces questions sera fonction des développements de la situation bolivienne; de la capacité du prolétariat et de l'ensemble des masses exploitées à se réorganiser, à se mobiliser pour interdire à Garcia Meza de réaliser ses sinistres objectifs.

Notre solidarité doit être à la hauteur de ce difficile combat et de ces enjeux considérables. □

17 septembre 1980

## Asie du Sud-Est

# L'évolution des partis communistes thaï et philippin (2)

Nous publions ici la suite de l'article sur l'évolution des mouvements communistes thaï et philippin. La première partie de cet article, parue dans le précédent numéro de notre revue (84 du 11 septembre 1980)\*, traitait de l'importance des luttes engagées en Thaïlande et

aux Philippines, du rôle qu'y jouent les partis communistes thaï et philippin, de la politique de la bureaucratie chinoise et de la définition de l'impérialisme par le PCT et le PCP comme « l'ennemi principal », des positions internationales du PCP.

Paul PETITJEAN

LES conflits militaires en Indochine et l'invasion de l'Afghanistan ont rendu plus crédible, aux yeux de nombreux militants du Sud-Est asiatique, la théorie du « social-impérialisme » et d'un monde dominé par le heurt entre deux « super-puissances ». Dans la déclaration adop-

tée lors de son IIIe Congrès, le Parti socialiste thaïlandais (maintenu) « condamne » dans le même mouvement « l'occupation du Kampuchea et l'occupation soviétique de l'Afghanistan » (22). Le Parti communiste des Philippines (PCP), dans un article d'Ang Bayan, dénonce l'invasion de l'Afghanistan, renvoyant aux précédents hongrois de 1956 et tchécoslovaque de 1968, analysant la

politique soviétique dans le cadre d'un conflit entre deux « super-puissances » pour le contrôle du Tiers-Monde et de ses richesses (23).

\* Le numéro 84 d'« Inprecor » est disponible à la librairie La Brèche (9 rue de Tunis, Paris 11e). Il peut aussi être envoyé contre un chèque de 10 F à l'ordre de P.E.C., en précisant « Inprecor numéro 84 » (INPRECOR - Boîte Postale 57 - 93101 Montreuil).

La politique de la bureaucratie soviétique doit être dénoncée : elle porte un tort considérable à la cause du socialisme dans le monde. Mais analyser cette politique comme celle d'un «social-impérialisme» analogue à celui des Etats-Unis et éviter de soumettre les orientations de la bureaucratie chinoise à une analyse critique de fond peut conduire ces partis à couvrir les pires crimes commis au nom du communisme ainsi que la constitution de blocs contre-révolutionnaires.

#### LES POSITIONS DU PCT FACE A LA CRISE SINO-INDOCHINOISE

Jusqu'au mois de juillet 1979, le Parti communiste de Thaïlande (PCT) utilisait une poste radio-émetteur à partir de la province chinoise du Yunnan. Le 7 juillet, la *Voix du peuple thaïlandais* diffusait une longue déclaration signée du porte-parole du Comité de coordination des forces patriotiques et démocratiques, Sri Inthapanti. Elle dénonçait en termes très violents le Vietnam pour son occupation du Cambodge (et du Laos) et pour la menace qu'il faisait peser sur la Thaïlande.

*«Le monde a été le témoin d'une révolution d'un genre nouveau, un produit d'exportation de l'Union soviétique. (...) Elle peut créer de toutes pièces ou appuyer toutes sortes de fronts unis pour allumer des guerres civiles sans importer quel pays avant d'y envoyer ses troupes ou celles de ses laquais, comme cela s'est passé en Angola. Elle peut aussi envoyer ses troupes ou celles de ses satellites pour renverser les gouvernements légitimes et occuper sans vergogne n'importe quel pays avec la collaboration de quelques traîtres qui ouvrent la porte de leur pays à l'ennemi — comme Heng Samrin — telle est la révolution socialiste au Cambodge...»*

*«La vérité est que le Vietnam a envoyé des troupes près de la frontière thaïlandaise et qu'il est prêt à envahir le pays à tout moment. Des tentatives ont été faites pour mettre sur pied un front uni et une armée*

(22) «TIC News», 31 mai 1980, «Special Features», p.2.

(23) «Ang Bayan», 31 décembre 1979.

(24) Le texte de cette déclaration est reproduit dans le «Bulletin thaï d'information» numéro 19, p. 27 à 32.

(25) Des sources proches du PCT affirment que cette aide incluait nécessairement la présence des soldats vietnamiens et laos dans les rangs de la résistance thaï. C'est cela qui aurait amené le PCT à la refuser, par peur d'une mise sous tutelle. D'autres sources affirment que l'aide était proposée «à la carte», que le PCT avait la liberté de décider celle qui lui convenait et que son rejet de la proposition vietnamienne était

*fantôme. A Bangkok, l'Union soviétique essaie, à l'heure actuelle, d'amener certains groupes militaires à fomenter un coup d'Etat...*

*«La guerre de destruction et le génocide au Cambodge, les larmes du peuple lao, les souffrances des Vietnamiens eux-mêmes, devant risquer leur vie pour échapper à l'obligation d'aller combattre un pays frère et à l'oppression exercée par la classe dirigeante et les détenteurs du pouvoir, enfin, l'envoi d'espions vietnamiens qui se sont immiscés dans la foule des réfugiés, tout cela devrait nous avertir, nous le peuple thaï, du désastre qui nous guette...»*

*«Le peuple thaï s'unira pour défendre son pays (...). Au lieu de créer un sentiment de solidarité parmi le peuple, la classe dirigeante continue (de réprimer), les neuf-dixièmes de l'armée étant chargés de la répression et le dixième qui reste étant envoyé aux frontières. (...) Il y a toutes les raisons de promouvoir l'unité nationale. (...) Le gouvernement doit cesser de réprimer le peuple, de commettre des injustices, ces actions font obstacle à la défense du pays contre les agresseurs qui représentent la véritable menace aujourd'hui (24).»*

Cette déclaration, diffusée environ un mois avant que la *Voix du peuple thaïlandais* n'interrompe ses émissions, fut longtemps la seule prise de position officielle du CCFPD-PCT sur le conflit sino-indochinois. Elle semblait bel et bien définir l'URSS et le Vietnam comme les «ennemis principaux» du moment, utilisait un vocabulaire et des arguments directement tirés de la propagande chinoise (y compris sur des questions comme l'Angola), apparaissait comme un appel encore voilé à la formation d'une union nationale incluant le PCT et les forces gouvernementales, temporairement réconciliés.

Cette déclaration sanctionnait, du côté thaï, la rupture entre le PCT et le PC vietnamien. Pendant longtemps, le PCT avait reçu une aide simultanée de la Chine (équipements, formation politique...), du Laos (camps de regroupements, achemine-

dû aux pressions chinoises, Pékin ne voulant pas d'un développement révolutionnaire en Thaïlande. Voir notamment le «Bulletin thaï d'information», numéro 19, p. 10 et 11.

(26) Diverses publications clandestines locales du PCT ont donné une version très violente des traitements indignes auxquels les militants du PCT auraient été soumis au Laos en 1979. Voir notamment les références données par Santi Mingmonkol, «Laos Deserts Old Comrades», «South-East Asia Chronical», numéro 73, p. 24 et 25. Selon d'autres sources, y compris du PCT, le retrait des camps du Laos se serait opéré dans des conditions correctes. La revue «South-East Asia Chronical» a, par ailleurs, publié deux articles partiellement

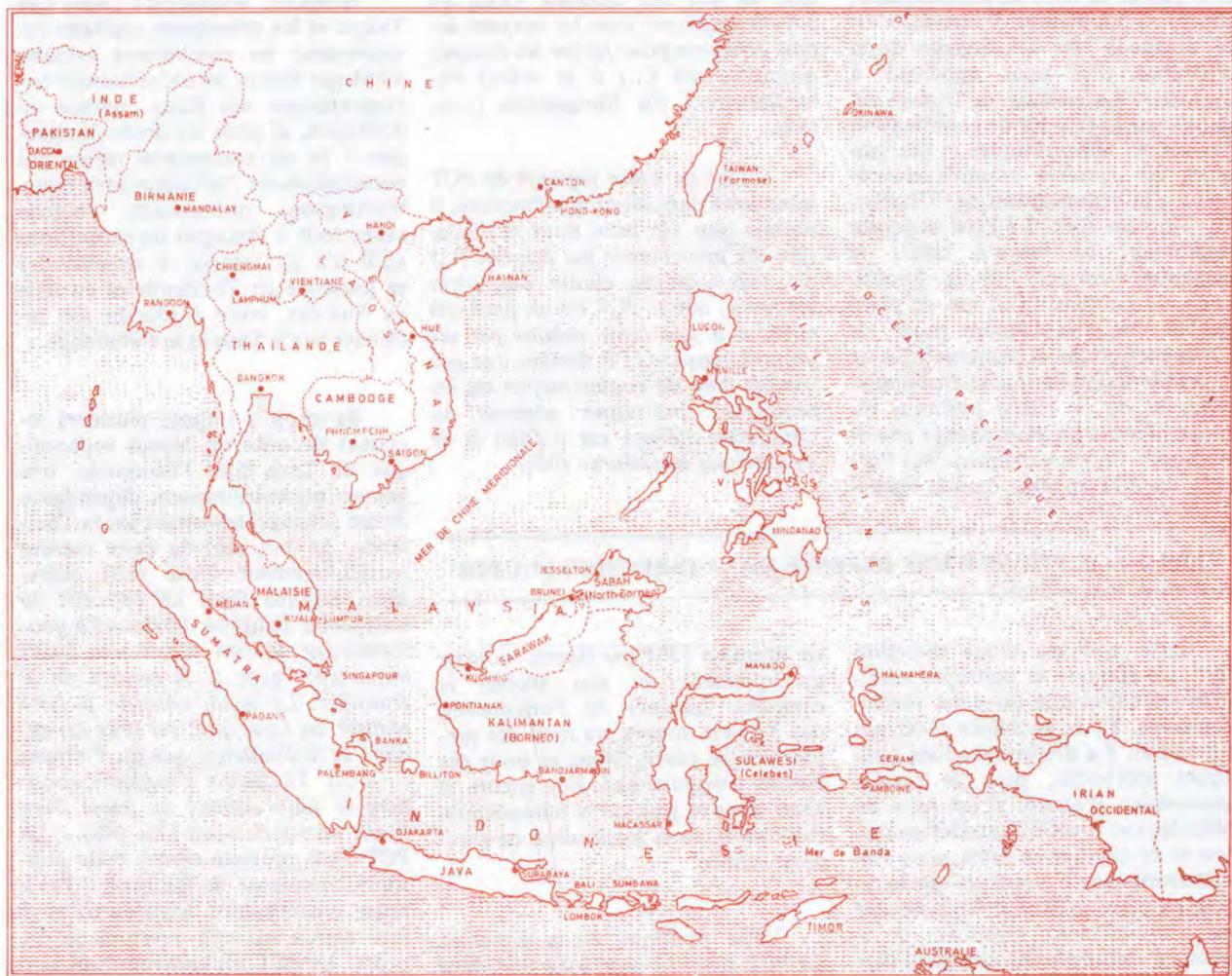
ment de l'aide...), du Vietnam (transports, entraînement militaire et formation médicale...), des Khmers rouges (camps situés au Cambodge après 1975...). Depuis longtemps aussi, des divergences politiques s'étaient faites jour entre le PCT et le PCV, ce dernier reprochant aux Thaïs leur alignement sur Pékin dans le conflit sino-soviétique et critiquant la pauvreté de leur stratégie nationale.

Malgré ces divergences politiques importantes, ce n'est qu'en 1978-1979 que la rupture est intervenue. En 1975, au lendemain de la victoire des révolutions indochinoises, la direction vietnamienne a proposé au PCT une aide massive pour donner un coup de fouet aux luttes de libération en Thaïlande, aide qui fut refusée (25). La rupture s'est, dans les faits, opérée avec l'affaire cambodgienne. Hanoi fit savoir (probablement en 1978) au PCT que l'aide ne pourrait être maintenue si les communistes thaï ne rompaient pas avec le bloc sino-khmer rouge anti-vietnamien. Le PCT refusa de se désolidariser publiquement du «Kampuchea démocratique». En septembre 1978, Pham Van Dong, Premier ministre du Vietnam, déclarait, lors d'une visite à Bangkok, que l'aide au PCT était interrompue. Mais la rupture ultime n'est pourtant intervenue qu'au début 1979, après le renversement du régime Pol Pot, les camps du PCT au Laos étant fermés en quelques mois (26).

La direction vietnamienne porte certainement une lourde responsabilité dans cette rupture, ou du moins dans la confusion profonde que cette rupture et l'intervention de ses forces armées au Cambodge ont provoqué dans les milieux anti-impérialistes thaï. Elle n'a, en effet, jamais fait savoir publiquement et politiquement la nature réelle des problèmes posés dans la crise indochinoise. Elle est passée du silence à l'anathème, reprenant dans sa dénonciation du régime de Pol Pot de faux documents forgés hier par la droite et qualifiant les PC maoïstes de la région de «partis réactionnaires», instruments dociles de la politique d'expansion territoriale de Pékin en Asie du Sud-Est (27).

contradictoires sur l'évolution du PCT dans son numéro 69 : Helen Chaune, «Crisis for revolutionaries» et Martha Winacker, «An other view of the crisis».

(27) Voir notamment la brochure «La vérité sur les relations vietnamo-chinoises durant les trente dernières années», ministère des Affaires étrangères de la République socialiste du Vietnam, Hanoi, 1979, p. 17 : «En Asie du Sud-Est, toujours aux fins d'expansionnisme et d'hégémonisme, ils utilisent plusieurs instruments : la "cinquième colonne" constituée par les ressortissants chinois, les organisations dites "communistes" d'obédience pékinoïse, les minorités ethniques d'origine plus ou moins chinoise vivant dans la région.»



Mais les responsabilités vietnamiennes, quelles qu'elles soient, ne sauraient estomper celles de la direction du PC thaïlandais. Les déclarations des organismes officiels de la résistance thaï au sujet du Cambodge donnent une image de la situation qui n'a que peu de rapport avec la réalité. Or, elle ne peut invoquer, elle qui est aux premières loges, l'ignorance. Il est possible de dresser aujourd'hui un bilan partiel de ce que fut l'orientation de la direction khmère rouge après la prise de pouvoir en 1975, même en se gardant de la propagande occidentale d'hier et vietnamienne d'aujourd'hui (28).

Trois éléments de ce bilan sont maintenant largement incontestables. Très tôt, la direction du PCK — et notamment la fraction Pol Pot — a commencé à régler les différends au sein du parti et de l'armée par des purges secrètes et l'élimination physique de « déviants » ; ces purges ont pris une ampleur de plus en plus démesurée en 1977-1978. Le régime a détruit le pouvoir des anciennes classes dominantes et l'emprise impérialiste sur le pays, mais il a d'emblée soumis une partie considérable de la population laborieuse à un régime autoritaire de déportation forcée (le « peuple nouveau »), il n'a jamais

tenté d'instaurer des structures démocratiques de masse quelles qu'elles soient et a peu à peu perdu la base populaire qui était la sienne dans les anciennes zones libérées du fait de la brutalité aveugle du système mis en place (29). Enfin, la direction Pol Pot a joué un rôle actif dans l'ouverture du conflit frontalier avec le Vietnam, jouant par ailleurs à fond la « carte chinoise » contre Hanoï.

Dire cela, c'est dire que le régime du PCK a rapidement perdu la représentativité et la légitimité populaires qu'il avait gagnées au cours de la guerre de libération. C'est l'un des régimes qui a commis les crimes les

(28) On peut notamment se reporter pour l'analyse des événements cambodgiens à deux études reproduites dans le « Journal of Contemporary Asia », numéro 1-2, 1980 : Ben Kiernan, « Conflicts in the Kampuchea Communist Movement » et Gavan McCormack, « The Kampuchea Revolution 1975-1978 : The Problem of Knowing the Truth ».

Voir aussi le document polycopié de Stephen Heder, « From Pol Pot to Pensive to the Village », « International conferences on Indochina », Chulalongkorn University, Bangkok, 19-21 juin 1980.

Ces trois auteurs ont longtemps soutenu les Khmers rouges. Ils défendent aujourd'hui des points de vue différents par rapport à la présence vietnamienne au

Cambodge. Stephen Heder (travaillant actuellement sous contrat pour le Département d'Etat américain) la décrivant comme proprement coloniale et McCormack pensant qu'elle est aujourd'hui la seule solution possible. Mais, tous trois, à partir d'études de qualité, tirent un bilan essentiellement identique du régime Pol Pot.

(29) On doit noter que même la direction chinoise ne peut plus complètement nier la gravité de la politique khmère rouge. Dans une interview accordée au journaliste Nayan Chanda, Han Nianlong, vice-ministre des Affaires étrangères, tout en cherchant à justifier la poursuite d'une aide multiforme aux forces de Pol Pot, se voit obligé de reconnaître que ce que dit Nayan Chanda (à savoir que la peur des

Khmers rouges l'emporte dans la population cambodgienne sur celle des Vietnamiens) est vrai : « Je crois entièrement ce que vous dites, et je crois qu'il s'agit là d'un fait. » Il note que le PCK a été « plutôt loin dans l'application de sa politique erronée ». Il exprime l'espoir que les Khmers rouges aient changé leur politique mais semble septique : « Bien sûr, il nous reste à voir s'ils ont vraiment changé (...). Ce n'est qu'alors que nous aurons un espoir. » Il n'essaye pas de défendre les Khmers rouges en tant que représentants du peuple cambodgien. Le seul argument réel avancé pour appeler à les soutenir est qu'ils sont la force la plus efficace pour combattre les Vietnamiens. Voir « Far Eastern Economic Review », 18-24 avril 1980, p. 19 et 20.

plus graves, au nom du communisme, contre sa population. Pourtant, c'est ce régime-là que les organes de la résistance thaï nous appellent à soutenir ! Le message de Nouvel an, publié par le Comité de coordination des forces démocratiques et patriotiques, est consacré presque exclusivement à la dénonciation de l'URSS et du Vietnam (30). Le Parti socialiste (maintenu) va jusqu'à saluer le caractère « correct » de la « politique » du nouveau front mis en place par la direction khmère rouge (le Front patriotique et démocratique de la grande union nationale du Kampuchea) et de la « ligne politique du gouvernement du Kampuchea démocratique » (le gouvernement Pol Pot) (31). Le PST appelle, dans la résolu-

tion de son IIIe Congrès, « tous les pays à employer tous les moyens les plus efficaces pour forcer les troupes vietnamiennes (...) à se retirer immédiatement du Kampuchea (...) » (32).

Quant au cadre régional du PCT interviewé dans les monts Phuphan, il déclare que « la lutte pour la libération du pays menée par Pol Pot (...) est juste », qu'elle mérite « un plein soutien », que le PCK est un parti qui cherche à « se tenir debout par ses propres moyens » ; il déclare « ne pas vouloir faire de commentaires sur les problèmes politiques apparus au Cambodge même » car il s'agit là de « problèmes intérieurs » (33).

## LES IMPLICATIONS D'UNE DEFENSE DE LA DIRECTION POL POT

Cette apologie d'une direction dont on connaît la politique criminelle est écœurante pour des révolutionnaires. Et le problème n'est pas que moral, il a des implications politiques profondes, pour le peuple cambodgien d'abord. Il est juste de défendre son droit à l'autodétermination et de dire que ce droit, pour être réellement exercé, implique que le régime en place à Phnom Penh ne soit pas profondément dépendant de la présence vietnamienne comme il l'est actuellement. Mais il est impossible de prétendre que les Khmers rouges (honnis du gros de la population) et les Khmers serei ou serika (agents des forces impérialistes ou simples profiteurs) dirigent une lutte de libération nationale ! Armer les guérillas khmères rouges et khmers serei à la frontière thaï, c'est justifier, aux yeux d'une partie de la population cambodgienne, le maintien de la présence vietnamienne perçue comme une protection indispensable ! Et connaissant ce qui s'est passé au Cambodge, l'argument selon lequel on ne saurait discuter des « problèmes » posés par la politique de PCK après la victoire de 1975 pour ne pas s'ingérer dans les « affaires intérieures » d'un pays ou d'un parti frère, est évidemment irrecevable pour des internationalistes. La politique du PCT revient en l'occurrence à refuser un devoir de solidarité envers le peuple cambodgien, solidarité qui aurait dû pourtant s'exprimer dès avant la chute du régime Pol Pot et contre ce régime (34). C'eût été le meilleur moyen d'éviter que Hanoi ne se décide finalement à imposer une « solution militaire » pour résoudre son conflit avec le régime Pol Pot.

On peut dire que le PCT reproduit en l'occurrence la politique (aux conséquences dramatiques) poursui-

vie jusqu'en 1978 par Hanoi : couvrir publiquement de son silence le caractère criminel de l'orientation des Khmers rouges, au nom des rapports entre partis frères et pour des raisons d'opportunité. Pire encore, il entre dans le jeu de la bureaucratie chinoise et de la *Realpolitik* de grande puissance.

Cette politique de la direction du PCT place la résistance thaï dans une contradiction insoluble. D'un côté, elle continue à définir le régime de Bangkok et l'impérialisme (notamment américain) comme l'ennemi principal, de l'autre elle enjoint ces mêmes forces d'intervenir plus activement dans la région contre l'URSS et le Vietnam. Cette politique, au fond contradictoire, n'est pas pour rien dans la confusion qui se manifeste sur ces questions dans les milieux anti-impérialistes de Bangkok. Elle risque de favoriser la remontée de sentiments étroitement nationalistes qui bénéficieront en dernière analyse aux courants de droite et d'extrême droite. Elle explique l'absence de réaction face aux menées contre-révolutionnaires du régime thaï et de l'impérialisme pour combattre les révolutions indochinoises.

(30) On trouvera l'essentiel de ce message du CCFPD (Comité de coordination des forces patriotiques et démocratiques) dans le « Bulletin thaï d'information », numéro 20 et 21, p. 20 à 22 et sa version intégrale dans « TIC News », 31 janvier 1980.

(31) Message de solidarité du PST à l'Etat du Kampuchea démocratique, « TIC News », 15 mai 1980, p. 2 et 3.

(32) « TIC News », 31 mai 1980, « Special Features », p. 2.

(33) « TIC News », 15 juillet 1980, « Special Features », p. 12.

(34) Voir notamment à ce sujet l'article de Pierre Rousset, « Towards a Criti-

Bangkok, Washington (ainsi que Tokyo et les principales capitales européennes) ne combattent évidemment pas contre les déformations bureaucratiques des Etats ouvriers indochinois, ni pour les droits des peuples ! Ils ne combattent même pas essentiellement l'influence soviétique. Washington, notamment, cherche avant tout à étrangler les révolutions qu'il n'a pu vaincre, à reconsolidier sa présence en Thaïlande et en Asie du Sud-Est, voire à rétablir son influence sur le Laos et le Cambodge.

Bangkok a imposé plusieurs semaines de suite un blocus économique du Laos dont l'économie, très pauvre, est extrêmement dépendante de ses échanges transitant par la Thaïlande. Le but réel de cette mesure particulièrement grave était clairement indiqué dans un éditorial de l'officieux *Bangkok Post* : « Le gouvernement laotien reçoit une leçon importante avec la fermeture de la frontière. La leçon consiste à faire réaliser au Laos qu'il est plus dépendant de la Thaïlande que du Vietnam (...). La Thaïlande a toujours considéré le Laos comme un jeune frère ayant besoin de notre aide (35). » Le PCT a-t-il protesté contre cette politique impudente de Bangkok ? Pas à notre connaissance. Mais on ne peut être neutre sur une question de cet ordre. Le PCT souhaiterait-il un blocus plus long du Laos au nom du combat contre l'URSS ? On espère que non...

Le PCT a, par contre, fait connaître très vite sa position sur les combats frontaliers et sur l'incursion vietnamienne du printemps. *Forward News* du 27 juin critique le gouvernement thaï parce qu'il a été obligé de reconnaître que les informations alarmistes diffusées au début des combats étaient exagérées et il conclut que « face à cette situation, le peuple thaï doit s'unir étroitement et s'organiser afin d'être entièrement prêt à démasquer, à résister à l'invasion vietnamienne et à s'opposer à la répression intérieure poursuivie par le gouvernement » (36).

cal Solidarity », « AMPO », second trimestre 1980. La revue japonaise « AMPO » (publiée en anglais) a ouvert dans son numéro du premier trimestre 1979 un débat sur l'Indochine et sur les problèmes de fond soulevés par la crise sino-indochinoise, débat qui se poursuit depuis dans chaque numéro.

(35) Editorial du « Bangkok Post », 17 juillet 1980.

(36) « The Patriotic Thai People Must Be United and Fully Prepared to Resist the Invaders », article de « Forward News », 27 juin 1980, reproduit dans « TIC News », 30 juin 1980.

L'article, comme les précédents, fait silence sur les responsabilités thâi dans l'aggravation de la tension frontalière. Il y a, par exemple, des patrouilles militaires thâi en contact avec des officiers américains qui pénètrent en territoire cambodgien pour accompagner des groupes khmers serei et khmers rouges. Est-ce admissible pour des révolutionnaires thâi ? Si oui, le PCT souhaiterait-il joindre ses forces à la Sainte-Alliance nouée à la frontière et voudrait-il participer à ces opérations en direction du Cambodge tout en appelant, par ailleurs, soldats et officiers de l'armée gouvernementale à désertir ?

Cette orientation du PCT est très grave en ce qu'elle couvre des manœuvres impérialistes menées à partir du territoire thaïlandais contre les révolutions indochinoises. Il importe que ce soit dit par des militants activement engagés dans le soutien aux luttes du peuple thâi. Les appels lancés par les organismes officiels de la résistance thâi en faveur des Khmers rouges (et plus généralement du bloc anti-vietnamien) ont placé les militants engagés dans la solidarité dans une situation difficile : beaucoup

d'entre eux sont pour les mêmes raisons prêts à continuer leur soutien à la résistance thâi mais ne veulent accorder aucune aide aux Khmers rouges, ni aux Khmers serei, ni aux manœuvres thâi et américaines à la frontière. Nombreux aussi sont ceux qui n'acceptent pas la politique internationale de Pékin.

La Coordination des forces patriotiques et démocratiques (dirigée par le PCT) semble l'avoir compris. Dans une lettre, en effet, le CCFPD, tout en réaffirmant sa position propre, s'affirme prêt à « tisser des liens plus larges avec les organisations politiques progressistes de divers pays en vue d'un soutien et d'une solidarité mutuels. De telles organisations n'ont pas nécessairement besoin d'avoir les mêmes vues politiques et d'analyser la situation mondiale dans les mêmes termes que nous pour autant qu'elles désirent vraiment soutenir notre combat » (37).

Plus fondamentalement, le débat semble bel et bien en voie de s'engager dans les milieux anti-impérialistes thâi (et philippin), y compris sur l'Indochine et sur la politique chinoise.

Kem Kongdul cherche toujours à analyser les problèmes surgis entre le PCT et le PCC comme des produits de situations différentes et non des lignes de fait opposées. Il affirme encore que « la Chine continue à leur apporter son soutien en tant qu'obligation internationale envers la classe ouvrière ». Mais il est tout à fait nouveau et important que ces « différentes perspectives » sur des questions-clés soient admises publiquement.

C'est dans ce cadre que l'on peut probablement comprendre l'interruption des émissions de radio de la Voix du peuple thaïlandais depuis le 11 juillet 1979. L'arrêt du fonctionnement de cette radio, émettant depuis Kunming en Chine du Sud, semble refléter un compromis temporaire : la direction du PCT accepte de payer le prix du soutien accordé par Bangkok aux Khmers rouges en s'abandonnant son principal instrument de propagande, mais elle préfère interrompre carrément les émissions plutôt que de les poursuivre en cessant de dénoncer le régime thâi. Ce n'est qu'une hypothèse, mais elle apparaît logique. L'appareil du PCT ne veut ni rompre avec Pékin, ni tirer les conclusions ultimes de l'orientation de la bureaucratie chinoise. Il est par ailleurs probablement soumis à de très fortes tensions internes, vu la situation contradictoire dans laquelle il se trouve.

#### LES PREMIERS INDICES D'UN DEBAT DE FOND

Le Parti communiste de Thaïlande défend officiellement la ligne internationale de la bureaucratie chinoise, mais il cherche à définir ses propres objectifs nationaux. Or, la politique régionale de Pékin a des implications directes en Thaïlande même : nouer une alliance anti-vietnamienne aussi large que possible en privilégiant les liens avec le régime de Bangkok. Et, lors d'une interview accordée au *Bangkok Post*, un dirigeant chinois a publiquement fait savoir les conséquences que le PCT devait, aux yeux de Pékin, tirer de la situation : Ji Peng Fei, vice-Premier ministre déclarait à cette occasion que les communistes thâi devaient constituer un front uni avec le gouvernement pour répondre à la « menace » vietnamienne (38). C'est précisément ce que le PCT ne veut pas faire.

*comme son ennemi principal. De plus — en ce qui concerne l'attitude vis-à-vis de l'ASEAN — nous considérons l'ASEAN comme une ennemie de la révolution du peuple thâi (...). Sur ce point (notre position) est différente de celle de la Chine. En ce qui concerne la position chinoise — ils considèrent peut-être l'ASEAN d'un point de vue stratégique global. La Chine cherche peut-être à gagner le soutien de ces pays mais, nous, nous sommes engagés dans une lutte politique, nous ne sommes pas encore en position d'agir en tant que gouvernement d'un pays. En conséquence, notre attitude par rapport à une telle question diffère de celle de la Chine, telle qu'elle est aujourd'hui comprise (39).»*

Une forte pression semble bien s'exercer sur l'appareil national de la part de la base et de l'appareil de certaines régions du PCT pour que le débat s'ouvre sur un ensemble de questions, y compris celles concernant la politique chinoise. La revue *Siam Nikorn*, quant à elle, a publié à la mi-1980 une série d'articles contradictoires sur le Cambodge qui reflète certaines préoccupations des milieux anti-impérialistes militants de Bangkok (40).

Le Parti communiste des Philippines a adopté une position similaire à celle du PCT — et donc de Pékin — sur les conflits indochinois, bien

L'existence de divergences entre la direction du PCT et la direction chinoise apparaît maintenant publiquement. Kem Kongdul, membre du Comité régional du Nord-Est, notait en effet dans l'interview citée plus haut : « Il est vrai qu'il y a quelques différences de perspectives entre notre parti et le parti chinois. Par exemple — en ce qui concerne l'attitude vis-à-vis des Etats-Unis — nous considérons toujours les Etats-Unis comme notre ennemi principal alors que la Chine considère l'URSS

(37) Lettre du CCFPD, datée du 15 juillet 1980 et signée du secrétaire de cet organisme, Thirayuth Boonmi.

(38) Cité par le « Bangkok Post » du 21 octobre 1979.

(39) « Phuphan Interview », « TIC News », 15 juillet 1980, « Special Features », p. 12 et 13.

(40) On trouve notamment un article typiquement pro-chinois qui fait une analyse de la situation mondiale en termes de confrontation entre « super-puissances » et qui fait abstraction de la lutte de classe, un article très critique vis-à-vis du régime Pol Pot et un autre présentant une analyse des

« erreurs » de la direction Pol Pot. Pour ce dernier article, voir aussi le document d'un groupe de travail du PCT (et non de son BP) publié par Marcel Barang, « Le Matin », 27 décembre 1979 et « Far Eastern Review », 11 janvier 1980.

Dans une interview de février 1980, un militant, parlant au nom du PCT définit « trois erreurs » du gouvernement Pol Pot : absence de tradition de travail en milieu urbain, évacuation de Phnom Penh par crainte des activités de la CIA, absence de travail international. Il explique ces « trois erreurs » par le fait que le PCK aurait presque exclusivement combattu dans la jungle. Mais il considère la direction Pol Pot comme une direction sœur. (Document dactylographié).

qu'en termes nettement plus mesurés. Dans un article d'Ang Bayan, il dénonce avant tout dans l'invasion du Cambodge la main du «social-impérialisme soviétique» et reproche à la «direction vietnamienne» de se «laisser utiliser» par l'URSS et l'appelle à «rectifier ses graves erreurs et à rompre complètement avec le social-impérialisme». L'article donne une vision totalement coupée de la réalité de la situation au Cambodge et de l'histoire du PCK (41).

La commission préparatoire pour le Front national démocratique, dirigée par le PCP, a par ailleurs adopté une résolution déclarant son «soutien à la juste lutte du peuple du Kampuchea pour regagner son indépendance nationale et sa souveraineté», sur une ligne analogue à celle d'Ang Bayan. Cette déclaration se réfère à la «formation rapide d'un front uni international contre l'hégémonisme» (à savoir l'URSS) sans préciser plus avant qui fait parti de ce «front» (42). Plus tard, Ang Bayan a publié un article justifiant pour l'essentiel l'intervention chinoise au Vietnam, sans se soucier apparemment que cette «leçon», prétendument socialiste, ait été payée de la vie de milliers de travailleurs et de paysans chinois et vietnamiens (43).

Mais, derrière l'apparente orthodoxie pékinoise de ces déclarations, l'existence d'un débat au sein de l'appareil du PCP s'est manifestée très tôt. Dans BMP, paraissait, au printemps 1978, un article sur le conflit sino-vietnamien qui notait que l'interruption de l'aide chinoise au Vietnam «rappelait d'une certaine façon juillet 1960 quand l'URSS a brutalement retiré des centaines d'ingénieurs russes, de conseillers économiques et de techniciens des entreprises chinoises à moitié construites afin de les rapatrier. Les facteurs en cause dans ces deux confrontations ne sont pas sans rapport : dispute frontalière, pouvoir hégémonique, attitude à l'égard du Tiers-Monde et, particulièrement, coopération avec les Etats-Unis». Il renvoie d'un certain point de vue dos à dos Hanoi et Pékin en soulignant le «soutien ouvert» accordé par la Chine à l'ASEAN, en fonction «d'intérêts purement nationaux», se «refusant à soulever le problème de la structure contre-révolutionnaire de l'ASEAN». Le Vietnam «faisant exactement de même» en ouvrant l'Asie du Sud-Est à l'URSS, «peut-être en partie afin de neutraliser l'ASEAN». Et l'article concluait que «pour les forces du mouvement de libération nationale du Tiers-Monde qui refusent toujours la "logique du moindre mal" des

choix hégémoniques, le conflit Chine-Vietnam n'est pas un événement heureux» (44).

Deux mois plus tard, BMP reproduisait dans une rubrique *Forum*, aujourd'hui fermée, deux articles : l'un critiquant la position, exprimée en juillet, qui affirmait que la politique chinoise restait celle d'une puissance socialiste et internationaliste (à la différence de l'URSS) et l'autre qui développait ce même article, niant tout caractère internationaliste à la politique chinoise et affirmant que le PCP devait clairement faire savoir qu'il n'abandonnerait pas la lutte armée, à la différence de ce que le vieux PC avait fait en 1945 sur injonction de Staline (45).

Pour comprendre pourquoi un tel débat, qui perce de façon informelle, met tant de temps à mûrir, il faut revenir sur la profondeur de l'engagement maoïste de ces partis.

L'engagement maoïste militant dans le Sud-Est asiatique fut doublement vécu comme une rupture avec des «modèles» réformistes qui avaient fait faillite. Sur le plan international, la direction chinoise dénonçait en effet alors la volonté de «détente» avec l'impérialisme manifestée par Moscou, la politique de «coexistence pacifique» et l'illusion de la «voie pacifique au socialisme». C'était l'époque où la Chine apparaissait comme le centre possible d'un recomposition révolutionnaire du mouvement communiste mondial et comme le soutien le plus actif des mouvements de libération.

Sur le plan national, l'adhésion au maoïsme apparaissait comme une réponse à de graves difficultés (en Thaïlande) ou à des échecs sanglants (aux Philippines) et est devenue un élément des luttes en cours entre divers courants politiques. La féroce répression déclenchée en 1958 en Thaïlande a mis en terme à la tentative du PCT de poursuivre un travail urbain, politique et syndical plus ou moins légal. Elle a conduit les militants à se replier dans les campagnes puis à se réfugier dans la jungle. Le PCT s'est tourné vers les régions périphériques du pays, à la recherche de zones où il pouvait organiser une base de masse à l'abri d'une répression précoce. Progressivement l'aile maoïste du parti s'est emparée des leviers de commande au cours d'une obscure lutte de tendance (46).

Le nouveau parti communiste (dit «rétabli») aux Philippines s'est constitué sur la base d'une critique en règle des «erreurs de droite et de gauche» commises successivement

par l'ancienne organisation, paralysée par un fonctionnement de cliques et tributaire des changements d'orientation brutaux opérés par Moscou (47). La faillite du PKP (parti communiste pro-Moscou) s'est, en effet, jouée dans les années quarante; il a d'abord accueilli l'armée américaine en «libératrice» avant de se lancer, face au tournant de la situation nationale et internationale vers la «guerre froide», dans une guérilla (le soulèvement des Huks), mal préparée et poursuivie de façon aventuriste. Durement frappés par la répression, les dirigeants du PKP survivants ont, pour la plupart, capitulé politiquement dans les années cinquante et soixante. Dans les années soixante-dix, ils ont préconisé une orientation de collaboration critique avec le régime Marcos.

L'adhésion au maoïsme fut d'abord l'expression d'un engagement révolutionnaire. Elle fut renforcée par le fait que de nouvelles générations militantes ont accédé au marxisme bien souvent uniquement au travers des écrits de Mao. Des individus ont certes toujours eu une connaissance beaucoup plus étendue des textes marxistes classiques, mais, dans l'ensemble, la formation politique de ces mouvements s'est presque exclusivement appuyée sur des brochures définissant la politique nationale de leur parti et sur quelques courts documents de Mao, tels ceux rassemblés sous le titre *Cinq rayons sacrés* (48). Ce n'est que tout récemment que le PCP a publié un premier ouvrage d'éducation marxiste élémentaire un peu systématique et que l'organisation a pris en main la distribution d'une série d'ouvrages de Lénine. Le PCT ne semble pas l'avoir encore fait.

(41) «Ang Bayan», 15 janvier 1979.

(42) «Liberation», numéro spécial, 1er février 1980.

(43) «Ang Bayan».

(44) «BMP», 29 juillet 1978.

(45) «BMP», septembre 1978.

(46) Voir Sylvia et Jean Cattori, «L'Enjeu thaïlandais», L'Harmattan, Paris, 1979, p. 161 et s.

(47) Cette analyse apparaît dans l'un des principaux documents adoptés lors du Congrès de fondation du PCP, «Rectify Errors and Rebuild the Party», 26 décembre 1968. Publié récemment par le Filipino Support Group en Grande-Bretagne.

(48) Les «Cinq rayons sacrés» regroupent de courts essais politico-moraux de Mao : «Servir le peuple», «A la mémoire de Norman Bethune», «Comment Yukong déplaça les montagnes», «Combattre le libéralisme», «Sur la rectification des idées erronées au sein du parti».

C'est dans ce contexte que le gros des militants révolutionnaires du Sud-Est asiatique a vu — et continue souvent à voir — dans les œuvres de Mao « non seulement une réponse correctement et pleinement élaborée au problème de la révolution démocratique populaire dans un pays semi-colonial et semi-féodal, mais aussi le résumé le plus récent et le plus complet de l'expérience du prolétariat et des peuples du monde » (49). De façon générale, la lecture des événements internationaux s'est faite avec les lunettes de la direction chinoise.

L'introduction du document central du Congrès de constitution du PC philippin, en 1968, résume bien la place accordée à la Pensée Mao Zedong et à la Chine : « Tous les révolutionnaires prolétariens doivent s'exprimer et agir en accord avec la Pensée Mao Zedong qui est à l'apogée du marxisme-léninisme dans cette ère mondiale (...). Sous la direction directe du président Mao, la République populaire de Chine est devenue la base centrale de la révolution mondiale. Elle est le centre de gravité des campagnes du monde encerclant les villes du monde (50). »

A cette adhésion politico-idéologique, il faut ajouter, dans le cas du Parti communiste de Thaïlande, le poids d'un appareil comprenant de nombreux Thaïs d'ethnie chinoise, proches par leur culture et leur langue de la Chine; beaucoup d'entre eux ont longtemps vécu à Pékin ou à Kunming. Le mouvement communiste en Thaïlande a, en effet, été largement constitué par des militants d'ethnie chinoise (et vietnamienne dans le Nord-Est) (51). Ce n'est pas le cas aux Philippines où la place de la communauté chinoise est différente de celle qu'elle occupe en Thai-

lande. Il faut noter, par exemple, que le PCP est le seul parti de cette région à n'avoir jamais eu de poste radio-émetteur au Yunnan.

Dans le cas du mouvement communiste thaïlandais beaucoup plus que dans celui du mouvement communiste philippin, Pékin dispose probablement de moyens de pression très directs sur l'appareil du parti. Mais, dans les deux cas, la réévaluation de leurs rapports à la direction chinoise n'est pas simple. Le temps des nuances est passé : on ne peut même plus être à la fois maoïste et pro-Pékin ! Les tenants de la « voie capitaliste » d'hier sont au faite du pouvoir, tel Deng Xiaoping, le « second Kroutchtchev chinois », ou spectaculairement réhabilités, tel Liu Shaoqi lui-même, le « premier Kroutchtchev chinois ». Les dauphins d'hier ont été successivement dénoncés, tels Lin Piao et les « Quatre ». Mao, le président, est aujourd'hui de plus en plus officiellement et brutalement critiqué pour la politique qu'il a suivie à partir de la fin des années cinquante. Les « modèles » tant chantés, comme la commune paysanne de Dachai, sont attaqués et qualifiés de « fraudes ». Les orientations de développement et les thèmes idéologiques spécifiques du maoïsme sont, un à un, abandonnés au profit de la ligne combattue en son temps par Mao. La presse chinoise « oublie » symboliquement de parler du quatrième anniversaire de la mort de Mao, dont les portraits sont peu à peu décrochés des murs. La « grande révolution culturelle prolétarienne » est maintenant considérée comme l'une des plus grandes calamités qui ont frappé la Chine.

Dans une récente interview, Deng Xiaoping s'explique sans détour sur le bilan qu'il tire du rôle de Mao Zedong. Il se réfère à la « Pensée Mao Zedong » en termes élogieux

mais en la datant spécifiquement de l'époque de Yennan et il insiste sur le changement du rôle de Mao au milieu des années cinquante : « Il a joué un rôle si important que, sans lui, le peuple chinois aurait sans doute mis beaucoup plus de temps pour trouver son chemin dans les ténèbres. (Il) a su adapter les principes du marxisme-léninisme à la réalité de l'histoire chinoise (...). Oui, avant les années soixante — pour être tout à fait exact, disons avant la seconde moitié des années cinquante — le président Mao a eu quelques (sic) idées qui, dans leur ensemble (sic) étaient justes. D'ailleurs, ses principes ne nous ont-ils pas conduits à la victoire et aidés à conquérir le pouvoir ? »

Mais il décrit le « Grand Bond en avant » de la fin des années cinquante comme une « erreur », note que « malheureusement, vers la fin de sa vie, il a commis de graves erreurs. Et d'abord la Révolution culturelle, dont le Parti, le pays et le peuple ont beaucoup souffert ». Mao a eu alors « des idées malsaines et des raisonnements injustes, (...) la victoire avait gommé en lui toute prudence, ou alors il avait peut-être perdu tout contact avec la réalité, (...) il a été trop loué, trop adulé, il a fini par abandonner le centralisme politique, cette direction collective à laquelle il avait tant tenu ! C'est là sa plus grande erreur. (...) Voilà comment s'est développé en lui le patriarcat. Il n'y avait plus, dès lors, de normes ni dans le parti ni dans le pays », il s'est trompé en choisissant un successeur (Lin Piao), ce qui était de sa part « une pratique féodale », il a couvert la montée en puissance de Chiang Ching, une femme politiquement « à mille lieues au-dessous de zéro... » (52).

Le jugement de Deng est clair : le rôle historique de Mao reste globalement positif du fait de son action dans la lutte pour la prise de pouvoir. Mais les orientations et la pratique du président à partir du milieu des années cinquante sont à condamner.

(49) *Appréciation portée encore récemment* (lors de sa réunion de juin 1979) par le Comité central du PCP dans sa résolution « Our Urgent Tasks » (document polycopié). Le seul fait de caractériser ainsi les ouvrages de Mao qui ne disent rien de pénétrant sur les luttes de classes dans les centres impérialistes montre l'ampleur de la coupure opérée entre ces partis du Sud-Est asiatique et les développements dans les autres régions du monde, y compris dans le Tiers-Monde comme, par exemple, l'Amérique latine.

Notons que des militants, membres du PCT ou du PCP, reconnaissent surtout le rôle joué par Mao dans l'application du marxisme-léninisme à la réalité chinoise, sans en faire un nouveau théoricien de la révolution mondiale.

(50) « Rectify Errors and Rebuild the Party », op. cit., p. 2. Ce document de ré-

férence du PCP salue aussi Lin Piao (le dauphin d'alors) et la Révolution culturelle chinoise, parsonnage et épisode de la Chine contemporaine aujourd'hui dénoncés à Pékin.

(51) L'implantation vietnamienne au Nord-Est a probablement disparu depuis longtemps. Mais, le fait que le PCT se soit d'abord implanté dans des secteurs non thaï et que son appareil reflète encore partiellement cet état de chose a posé un problème durable. Certains militants du PCT reconnaissent que cela a créé des difficultés au sein de l'appareil mais affirment que cette situation est aujourd'hui dépassée grâce à l'arrivée aux postes de responsabilité d'éléments plus jeunes et plus uniformément intégrés à la société thaï proprement dite. C'est probablement vrai sur

le plan local et peut-être régional. Mais sur le plan national ?

(52) La première partie de cette interview, réalisée par Oriana Fallaci, est parue dans « le Nouvel Observateur » du 13-19 septembre 1979. Notons qu'il critique aussi le rôle de Staline et de la bureaucratie soviétique. Deng déclare en effet, rejoignant des propos tenus précédemment par Mao, que « Staline a commis des erreurs par rapport, aussi, à la Révolution chinoise : par exemple, après la Seconde Guerre mondiale, il ne voulait pas que nous rompiions avec le Guomindang et que nous commencions la guerre de libération » (voir le « Courrier de la Sera », 29 août 1980, p. 3).

C'est aussi ce qui s'est passé aux Philippines, le PKP a accepté de suivre une ligne décidée à Moscou et rejetée par le PCC. Il est dommage que cette question ne soit jamais traitée dans les documents du PCP.

Les développements actuels en Chine doivent permettre d'ouvrir un large débat critique au sein du mouvement révolutionnaire mondial sur le bilan de la révolution chinoise depuis la prise de pouvoir, débat qui dépasse de beaucoup la seule opposition Deng/Mao et touche à des questions fondamentales de la transition au socialisme et de la démocratie ouvrière.

Réévaluer la nature de l'orientation de la direction chinoise, c'est ouvrir toute une série de débats, à la fois indispensables et explosifs : sur le maoïsme lui-même, sur l'histoire des PC thaï et philippin, sur la situation internationale et les perspectives de la révolution mondiale, sur l'URSS et la bureaucratie dans les Etats ouvriers... On comprend que les directions du PCT et du PCP hésitent devant l'ouverture d'un tel débat aux mille facettes. Pourtant, il est d'autant plus important qu'il se combine avec une lente réorientation de la stratégie nationale de ces partis.

#### L'EVOLUTION DE LA STRATEGIE NATIONALE

L'une des particularités du PCT (hormis, peut-être, dans certaines zones) et du PCP, c'est d'avoir engagé la lutte armée sans bénéficier, au préalable, d'une implantation de masse, organisée, dans des secteurs clefs de la société. En conséquence, le développement de leurs luttes diffère notablement des précédents chinois ou vietnamien et se rapproche (surtout dans le cas du PCP) d'expériences latino-américaines des années soixante. Kem Kongdul notait à sa manière cette différence quand il faisait remarquer qu'en Chine le PCC avait déjà à sa disposition une force militaire notable quand la guérilla s'est déclenchée, ce qui ne fut pas le cas du PCT (53). Cette différence est due au fait que la guérilla a succédé, en Chine, aux importants soulèvements ouvriers et paysans qui ont marqué l'histoire de la seconde révolution chinoise, alors que les guérillas thaï et philippines ont été organisées indépendamment d'un véritable soulèvement de masse.

L'analyse des relations entre travail militaire, travail politique et travail de masse en Thaïlande est rendue difficile, notamment du fait du caractère clandestin de ces partis et des grandes différences de situations régionales. Le PCT n'est pas une organisation pyramidale. La direction nationale définit les grandes orientations politico-idéologiques, mais elle ne contrôle pas le travail pratiquement réalisé dans chaque région. La base de masse (minorités montagnardes, lao-thaï, thaï) du PCT est différente suivant les zones, ainsi que son

histoire. Mais un fait est frappant, c'est l'absence de programme politique détaillé en ce qui concerne le travail de masse et surtout le travail paysan. Le PCT ne possède, à notre connaissance, qu'un «programme en dix points», très général, qui n'a commencé à être détaillé qu'à partir de janvier 1978 (54). Il n'a pas de programme agricole précis dont la diffusion pourrait permettre de sensibiliser les masses paysannes, même là où sont infrastructure organisationnelle reste très faible.

Le PCP possède un tel programme, le «Guide révolutionnaire pour la réforme agricole» (55), paru pour la première fois en 1972. C'est ce programme qui est utilisé par les militants du PCP, plutôt que le «programme en dix points» du Front national démocratique qu'il dirige et qui, lui, n'avance pas explicitement le mot d'ordre de distribution des terres, se contentant de parler en termes généraux de la nécessité d'une «véritable réforme agricole». Mais, jusqu'à aujourd'hui, le travail de masse paysan a été surtout réalisé par la guérilla elle-même.

Les lendemains de la loi martiale, établie en 1972, furent marqués pour le PCP par une série d'erreurs : activisme étudiant imprévoyant face à la répression, orientation frappée du sceau du «militarisme»... Pendant un temps, les réseaux urbains du PCP eurent essentiellement une fonction d'appui technique à la guérilla (collecte de fonds, d'armes, etc.). A tel point que lorsque des mobilisations de masse commencèrent à se dessiner, dans les villes, contre le régime de la loi martiale, les militants du PCP furent incapables d'intervenir, laissant l'initiative à des courants chrétiens. Il en est de même en Thaïlande où le PCT, se trouvant incapable d'organiser concrètement le mouvement étudiant en 1973, au moment de la chute de la dictature; l'initiative fut alors laissée à de petits groupes dirigés par des militants comme Seksan Praesertkul et Thirayud Boonimie (qui ont rejoint depuis les zones contrôlées par le PCT).

Le PCP modifia progressivement son orientation, mettant de plus en plus l'accent sur la nécessité de poursuivre un véritable travail de masse politique, y compris dans les villes; sur la nécessité de construire des organisations de masse et de renforcer corrélativement les rangs du parti pour lui donner un caractère de masse; la nécessité de modifier la composition sociale du parti en faisant des efforts de recrutement non seulement dans le milieu paysan mais aussi chez les ouvriers; la nécessité de combiner plus dialectiquement la mobilisation des masses urbaines et rurales. Le PCT semble avoir suivi,

après 1973, une évolution parallèle à celle du PCP, bien que peut-être plus inégale.

La déclaration, publiée à l'occasion du 11e anniversaire de la fondation du PCP rappelle cette évolution et souligne le rôle du 3e Plénum du Comité central, tenu en décembre 1975, qui, le premier, a tiré un bilan critique de la stagnation organisationnelle du parti et surtout du Comité central de juin 1976 qui adopta la résolution *Nos tâches les plus urgentes*. Cette résolution notait aussi que, sur le plan idéologique, il fallait avant tout lutter contre les «tendances dogmatiques», plus prononcées que les «tendances empiriques» (56).

Le PCT et le PCP ont tous deux récemment décidé d'accentuer leurs efforts en direction de la classe ouvrière industrielle. Et, lors du grand rassemblement ouvrier du 1er mai, qui s'est tenu cette année à Manille, fort selon la presse de 30000 personnes (57), l'influence du PCP et du Front national démocratique était sensible.

Le temps est maintenant loin où le PCP se fixait pour objectif la constitution dans la province du nord-est de l'île de Luzon, Cagayan Valley, d'un «Yennan» philippin (à l'image du précédent chinois), base qui se voulait militairement inexpugnable malgré l'absence de mobilisations révolutionnaires des masses dans le pays. La répression mit alors un terme à cet espoir.

Le PCP (comme le PCT) continue évidemment à accorder une importance cruciale au travail en secteur rural où se trouve la majorité de la population. Mais, sur le plan stratégique, les conceptions du mouvement communiste philippin (et d'une partie au moins du mouvement communiste thaïlandais) se sont enrichies. La résolution adoptée en 1976 reprend plus systématiquement ce qui n'était qu'esquissé, dans l'ouvrage de référence du PCP, *Philippine Society*

(53) «Phuphan Interview», op. cit., p. 7.

(54) On trouvera la présentation de ces «Dix points» dans le «Bulletin thaï d'information», numéros 14 à 19. Le point 6 concerne la réforme agricole et la distribution des terres aux paysans, mais il note que l'application des mesures agricoles dépend des organismes régionaux et ne cherche pas à décrire la progression possible du travail de masse en milieu rural.

(55) On trouvera ce programme dans une brochure de l'Union des démocrates philippins (KDP) aux Etats-Unis : «People's War in the Philippines».

(56) La déclaration commémorant le 11e anniversaire du Congrès de fondation du PCP a été reproduite dans «Ichtys», 22 février 1980, p. 21 à 27. On y trouve des citations du document de 1976, «Our Urgent Tasks».

(57) Chiffre avancé dans «Bulletin Today», 2 mai 1980.

and Revolution (58), sur la fonction du travail urbain. Nos tâches urgentes analyse la perspective stratégique du travail urbain en ces termes : « En combinant des méthodes légales et illégales, nous pouvons développer le mouvement révolutionnaire de masse dans les villes. Notre principale tactique (...) est, pour employer une métaphore, de conquérir la forteresse ennemie de l'intérieur. (...) Il faut pénétrer les luttes économiques (des travailleurs) et les élever au niveau de luttes politiques de façon à ce que la classe ouvrière dans son ensemble ne soit pas seulement capable de lutter le plus efficacement possible pour ses intérêts propres mais soit aussi à même de se lier pleinement au reste de la population dans la montée puissante de la révolution démocratique populaire. (...) »

« La population des villes doit réaliser que le développement à long terme du travail clandestin mené sur place et la croissance soutenue des actions de masse préparent le jour final où sera renversé le système dominant, où un soulèvement général se combinera avec une offensive générale de l'armée populaire (59). »

Cet enrichissement de la perspective stratégique de la révolution d'une part et du travail de masse mené conjointement en secteur urbain et en secteur rural d'autre part, est très important. Néanmoins, un certain nombre de problèmes continuent à se poser.

En ce qui concerne la combinaison des luttes des masses rurales et urbaines, la référence continue à la stratégie de « l'encercllement des villes par les campagnes » semble bloquer un certain nombre de débats, même aux Philippines. On trouve le passage suivant dans un article d'Ang Bayan consacré au Nicaragua et à l'Iran : les leçons de ces révolutions montrent « au peuple iranien qu'il

n'y a pas d'autre alternative que la lutte armée, l'effort révolutionnaire dans les villes ne jouant qu'un rôle secondaire et un rôle d'appui » (60). C'est là une curieuse façon d'aborder le problème, alors que la « leçon » iranienne c'est justement l'importance stratégique et la capacité autonome (et non le rôle de simple « appui » à une guérilla rurale) de mobilisation des masses urbaines : n'ont-elles pas été capables, alors même qu'il n'y avait pas de parti révolutionnaire de masse, par des mobilisations intenses et répétées, de miner politiquement l'armée (qui était la plus puissante armée du Tiers-Monde) jusqu'au moment où un secteur de cette armée est passé du côté des masses et les a aidées à s'armer pour l'insurrection ?

En Thaïlande, le débat semble encore difficile sur ces questions. Qui veut soulever le problème de la dynamique révolutionnaire propre des luttes de classes urbaines et de la possibilité de prendre le pouvoir en combinant soulèvement ruraux et urbains se fait aisément taxer de tenant de la « voie soviétique du coup d'Etat » (61). Kem Kongdul, répondant à l'accusation portée par les « scissionnistes » thaï, selon lesquels le PCT n'aurait pas pour perspective de préparer un soulèvement urbain, se contente de dire qu'ils « ne l'ont pas dit clairement, mais ils ont trouvé que la tactique d'encercllement des villes par les campagnes prenait trop de temps. En conséquence, ils pensent que, si un soulèvement urbain était déclenché, cela prendrait moins de temps, tout particulièrement si des troupes étrangères venaient à leur aide » (62).

On doit aussi noter l'absence d'un débat créateur sur l'analyse de la structure socio-économique des sociétés thaï et philippine, caractérisées simplement comme « semi-féodales et semi-coloniales » alors qu'elles ont

profondément évolué au cours des dernières décennies. Sur le plan historique, une référence trop mécanique aux analyses faites par le PCC sur la Chine d'avant la Seconde Guerre mondiale, tend à gommer la spécificité du développement national de chacun de ces pays (63). En ce qui concerne les perspectives, cela crée un divorce dangereux entre, d'une part, la rectification empirique du travail du parti par secteurs sociaux et le développement d'analyses concrètes de telle ou telle situation régionale et, d'autre part, le caractère figé des analyses d'ensemble de ces sociétés (64).

Mais le problème politique le plus grave qui s'est manifesté ces dernières années, en ce qui concerne l'orientation nationale, est celui du front uni. Il se pose en Thaïlande et aux Philippines dans des termes différents de bien d'autres pays du Tiers-Monde. Les programmes de front, tels qu'ils sont généralement avancés par le PCT ou le PCP, sont rédigés de façon fort opportuniste, notamment par rapport à la bourgeoisie nationale. Mais les textes internes, ou les documents programmatiques de ces partis, comme la polémique publique qu'ils mènent, visent à mettre en garde contre l'influence de cette bourgeoisie nationale. Et la pratique est le plus souvent sectaire.

Le CCFPD, tel du moins qu'il avait été constitué en 1977, a été brisé lors des récentes scissions qui l'ont frappé. C'est la troisième fois qu'un front uni avorte en Thaïlande, et, cette fois-là, ses possibilités semblaient pourtant plus importantes qu'auparavant : sa constitution avait effectivement reflété à la fois un élargissement de la base sociale de la résistance thaï et un début d'alliance politique. Le PST, par exemple, membre du CCFPD, n'a jamais été, à

(58) Amado Guerrero, « Philippine Society and Revolution », Ta Kung Pao edit., Hong Kong, 1971, p. 296. On se réfère ici aux pages 281-282.

(59) « Our Urgent Tasks », document photocopié. Notons aussi que le PCP a engagé une longue polémique contre les actions de type terroriste qui ne pourraient que favoriser un coup d'Etat bourgeois et non une authentique révolution. Voir, par exemple, « People's War, not Coup d'Etat », « Liberation », janvier 1979.

(60) « Ang Bayan », 15 décembre 1978.

(61) Voir la présentation générale des débats dans la résistance thaï dans le « Bulletin thaï d'information », numéro 19. Voir aussi la polémique engagée par des auteurs favorables au PCT contre le « groupe Pin Bu-on » (du nom d'un ancien membre du BP, censé avoir aujourd'hui des sympathies pro-soviétiques mais travaillant plus ou moins avec le commandement anti-communiste de l'armée thaï), dans le « Bulletin thaï d'information », numéro 20-21.

(62) « Phuphan Interview », op. cit., p. 6.

(63) Voir à ce sujet « Philippine Society and Revolution ». L'analyse des sociétés du Tiers-Monde est compliquée. La définition du « féodalisme » donne lieu à un vaste débat dans les milieux marxistes. Mais enfin, la société philippine a connu un développement extrêmement différent de celui de la Chine : société très arriérée socio-économiquement (hormis des Etats musulmans du Sud) au moment d'une colonisation précoce, colonie directe de l'Espagne, pénétrée très tôt par le capital anglais et américain, seule colonie directe des Etats-Unis de cette importance ; aujourd'hui engagée dans le développement de l'agro-business et, de façon extensive, d'une forme néocoloniale d'industrialisation... Pour Amado Guerrero, le développement considérable des cultures d'exportation et des plantations a été un « pilier » du féodalisme sous les Espagnols et du « semi-féodalisme » sous les Américains.

Qualifier ainsi la transformation de la terre en capital, la transformation d'une masse paysanne en prolétariat agricole, l'extension de l'économie marchande,

l'intégration poussée du pays au marché mondial, la naissance d'une bourgeoisie nationale « mestizo », c'est vraiment donner au terme féodalisme (normalement fondé sur le servage !) une définition trop extensive. Ce retard des analyses historiques du PCP est d'autant moins compréhensible que les travaux d'un historien comme Renato Constantino ont fait considérablement progresser la connaissance et l'analyse de l'histoire des Philippines. Se reporter pour les informations bibliographiques au « Bulletin » du Comité Solidarité Philippines, numéros 1 et 2.

(64) Il est frappant de voir, sur cette question, que l'analyse comparée des stratégies chinoise et philippine, par exemple, a été menée essentiellement à partir de données géographiques-topographiques (grandeur du pays, Etat continental ou archipel, extension des zones montagneuses, du réseau routier, etc.) et non à partir de considérations historico-socio-économiques, alors qu'en ce domaine aussi les différences entre les deux pays sont considérables. Voir Amado Guerrero, « Specific Characteristics of People's War in the Philippines », International Association of Filipino Patriots, Etats-Unis, 1979.

proprement parler, un parti politique indépendant. Il regroupait plusieurs fractions et comprenait des individus et des courants qui avaient des racines ou une influence réelle dans le pays et dont l'histoire était différente de celle du PCT. La plupart d'entre eux ont maintenant quitté le CCFPD. L'une des raisons de leur départ était le sentiment d'être manipulés par le PCT sans jamais pouvoir réellement influencer l'orientation du front lui-même.

Aux Philippines, le Front national démocratique n'a pas encore été formellement constitué. Depuis 1973 il est représenté par une «Commission préparatoire» dans laquelle le PCP est la seule force politique indépendante. Là aussi, le front n'a pas été le lieu où des alliances politiques durables ont pu se nouer. L'absence d'organisation politique progressiste, structurée à l'échelle nationale, en dehors du PCP lui-même, rend évidemment difficile la formation d'un tel front. Pourtant, là encore, il existe des courants, des groupes, des individus, dont l'adhésion au front est ou serait précieuse mais qui sont heurtés par des pratiques trop souvent manipulatoires. Et cette question fait clivage dans les milieux anti-impérialistes philippins, même si cela ne s'exprime pas de façon aussi dramatique qu'en Thaïlande.

Le PCT cherche aujourd'hui à élargir à nouveau le CCFPD. Quant au PCP, il cherche à gagner des secteurs influencés par le Front social-démocrate à la perspective du Front national démocratique (65). Mais, jusqu'à aujourd'hui, il n'y a pas eu d'enrichissement de la conception du front analogue à celui de la perspective stratégique du processus révolutionnaire et du travail de masse. En retour, la conception encore prévalente du front limite les possibilités mêmes du travail de masse, surtout dans les villes.

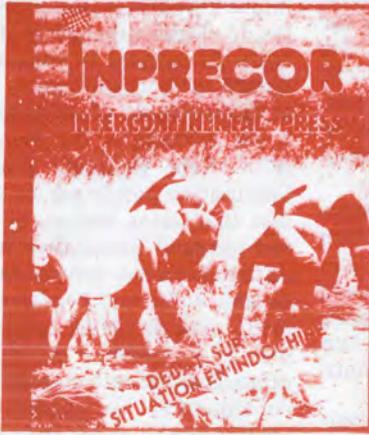
#### RENFORCER LA SOLIDARITE

Les révolutions thaï et philippines risquent de se voir isolées internationalement à un moment crucial de leur développement. La Chine semble avoir coupé toute aide au PCP en 1975-1976 et elle a réduit à la portion plus que congrue celle destinée au PCT, ne maintenant probablement un filet d'aide que pour éviter que ce dernier ne se tourne vers le Vietnam, voire vers l'URSS. Quant à la direction vietnamienne, elle cherche à briser l'isolement régional dans lequel elle se trouve. Elle paiera pour ce faire le prix qu'il faudra, sans se soucier outre mesure de la situation des mouvements révolutionnaires de la région.

Les mouvements thaï et philippin ont bénéficié de l'affaiblissement de la présence impérialiste et des régimes de l'ASEAN qui a suivi la défaite américaine en Indochine. La tendance favorable au développement des luttes de classe dans ces pays ne s'est pas inversée malgré la nouvelle crise sino-indochinoise, du fait de la profondeur des déséquilibres sociaux engendrés par le modèle néo-colonial de développement agricole et industriel. Mais les masses de ces pays doivent néanmoins faire face à un ensemble de mesures visant à stabiliser l'ASEAN, à renforcer la présence américaine, à accroître la capacité d'intervention contre-révolutionnaire (y compris militaire) de l'impérialisme japonais. Il ne fait aucun doute que l'impérialisme agira, s'il le peut, pour garder le contrôle de la Thaïlande et surtout

des Philippines où se trouvent un ensemble de bases militaires d'importance stratégique, en cas de brusque accroissement des confrontations de classe dans ces pays. L'enjeu des conflits en cours n'est évidemment pas national mais bien international.

Les militants révolutionnaires et anti-impérialistes dans le monde doivent être prêts à défendre ces révolutions. Ils doivent, dans cette perspective, soutenir les luttes en cours contre les régimes néo-coloniaux de l'ASEAN et la mainmise impérialiste sur l'Asie du Sud-Est. La solidarité n'interdit pas le débat critique entre mouvements révolutionnaires sur les orientations des uns et des autres. Mais ce débat indispensable ne prend son sens militant que s'il s'inscrit effectivement dans le cadre d'une soli-



**INPRECOR**  
NUMERO SPECIAL  
DEBAT  
INDOCHINE

Les commandes peuvent être passées à l'adresse suivante :

**INPRECOR**  
Boite postale 57  
93101 MONTREUIL CEDEX  
(France)

avec la mention «Indochine» et un chèque de 15 F.

darité active, non fractionnelle et sans conditions préalables. Le PCT et le PCP restent, de loin, les organisations les plus importantes et à même d'offrir une direction aux luttes de masse dans leurs pays respectifs. D'autres groupes et courants révolutionnaires ou progressistes peuvent exister en Thaïlande et aux Philippines, dont le combat mérite aussi d'être soutenu. Mais, dans la période à venir, le développement organisé des luttes dépend, pour l'essentiel, de l'action des militants du PCT et du PCP.

Les mouvements communistes thaï et philippin ont suivi une évolution qui les amène à devoir reconsidérer leurs rapports à la direction chinoise. Les déceptions causées par la politique de la bureaucratie chinoise, après celles causées par la direction soviétique, et l'acuité du conflit sino-indochinois peuvent pousser

des militants et des courants dans un mouvement de repli nationaliste et d'autres à la recherche d'alliés dans le jeu de la *Realpolitik* de puissance. L'existence d'un mouvement de solidarité indépendant des capitales du «monde socialiste» doit, au contraire, aider au réveil d'un nouvel internationalisme. □

(65) Le Front social-démocrate est un mouvement composite où l'influence des Jésuites est très grande. Il y a dans sa direction des éléments carrément anti-communistes mais aussi des courants progressistes. Il est beaucoup plus faible que le Front national démocratique, mais a une influence de masse notamment dans certains secteurs de Manille et de Davao (dans l'île de Mindanao). Il y a par ailleurs une Opposition unifiée, cartel de groupes dominé par les anciennes «grandes familles» et des lobbies pro-américains basés aux Etats-Unis. Les sociaux-démocrates ont quelques petits foyers de guérilla; certains secteurs de l'Opposition unifiée sont tentés par l'action terroriste.